



**HAL**  
open science

# L'Allemagne, la France et l'Europe : pour une histoire transnationale de l'eupéanisation depuis 1939

Mathieu Dubois

## ► To cite this version:

Mathieu Dubois. L'Allemagne, la France et l'Europe : pour une histoire transnationale de l'eupéanisation depuis 1939. Histoire. Sorbonne Université, 2022. <tel-03719103>

**HAL Id: tel-03719103**

**<https://theses.hal.science/tel-03719103v1>**

Submitted on 21 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



Mathieu DUBOIS

**L'Allemagne, la France et l'Europe depuis 1939.  
Pour une histoire transnationale de l'eupéanisation**

Dossier présenté en vue de l'obtention  
de l'habilitation à diriger des recherches

le 30 juin 2022

Volume 1

Mémoire de synthèse

COMPOSITION DU JURY :

- Patricia COMMUN (PU en civilisation allemande à l'Université de Cergy-Pontoise) - Rapporteur
- Olivier FORCADE (PU en histoire à Sorbonne Université) - Président et Rapporteur
- Hélène MIARD-DELACROIX (PU en civilisation allemande à Sorbonne Université)
- Marie-Bénédicte VINCENT (PU en histoire à l'Université de Franche-Comté)
- Laurent WARLOUZET (PU en histoire à Sorbonne Université) - Garant
- Andreas WIRSCHING (PU en histoire, Directeur de l'Institut für Zeitgeschichte) - Rapporteur



## SOMMAIRE

Avant-propos : des usages de l'histoire	p. 2
<b>L'Allemagne... et la France (Le choix des objets)</b>	p. 9
<i>Temps et espace</i>	p. 9
« <i>Patrie intellectuelle</i> »	p. 14
<i>Pérégrinations choisies</i>	p. 18
<b>Décentrement (Perspectives, approches, méthodes)</b>	p. 25
<i>Génération</i>	p. 29
<i>Connexions</i>	p. 35
<i>Modèle</i>	p. 40
<i>Frontières</i>	p. 50
<b>Perspectives au présent (Positionnement de la recherche)</b>	p. 59
<i>Zeithistoriker</i>	p. 59
Pour une approche transnationale du temps présent	p. 60
Interdisciplinarités	p. 63
Ruptures	p. 66
Les sources au présent	p. 67
L'encadrement de la recherche	p. 69
<i>Projets d'histoires</i>	p. 70
Une histoire globale de l'économie sociale de marché	p. 72
Une histoire des crises sociales de l'intégration économique européenne	p. 78
Comparaisons franco-allemandes, toujours...	p. 82
<b>Annexes</b>	p. 88
<i>Parcours universitaire</i>	p. 89
<i>Enseignements et travaux pédagogiques</i>	p. 90
<i>Listes des mémoires encadrés et des soutenances</i>	p. 93
<i>Responsabilités administratives</i>	p. 94
<i>Activités de recherche</i>	p. 95
<i>Liste des publications</i>	p. 97

## Des usages de l'histoire

Discutant un jour avec l'un de mes anciens camarades allemands de *Promotion* de l'université d'Augsbourg, il me décrivait le processus d'habilitation allemand dans lequel il était lancé – œuvre considérable sur un sujet parfaitement nouveau, mais fortement corseté par des impératifs de durée ou des entretiens réguliers avec une équipe de chercheurs plus aguerris rappelant par bien des aspects l'encadrement doctoral pratiqué depuis quelques années en France et hérité des universités britanniques. Cette vision de l'habilitation en histoire, fondée presque exclusivement sur la capacité à produire un manuscrit novateur dans le cadre institutionnalisé d'un environnement critique collectif, tranche avec la vision française d'un exercice plus académiquement solitaire ou individuel – sans être isolé scientifiquement –, renouant souvent avec des thématiques déjà travaillées auparavant et intégrant une réflexion parfaitement personnelle s'inspirant souvent des essais d'*ego-histoire*. L'appétence de nos collègues d'outre-Rhin pour les approches méthodologiques, l'historiographie et les théories en sciences sociales ne les a pas conduits à reprendre un exercice et un genre transgressifs qui demeurent essentiellement anglo-saxons et français<sup>1</sup> et trop éloigné des réflexions et des débats fondamentalement conceptuels qui agitent aujourd'hui la sphère scientifique allemande<sup>2</sup>.

C'est donc moins dans une approche d'*ego-histoire* que dans une logique de réflexion historiographique définissant un cheminement et un positionnement intellectuel que ce mémoire de synthèse cherchera à « jouer le jeu, sans feinte, avec sincérité et engagement »<sup>3</sup>. Un tel examen critique n'est pas si courant dans les

---

<sup>1</sup> Jaume Aurell, « L'ego-histoire en perspective : réflexions sur la nature d'un projet historiographique ambitieux », *Cahiers de civilisation médiévale*, n° 238, 2017, p. 125-138.

<sup>2</sup> Un des rares essais d'*ego-histoire* en langue allemande a été publié par Lutz Niethammer, *Ego-Histoire. Und andere Erinnerungs-Versuche*, Vienne, Böhlau, 2002. Le terme est même absent du dictionnaire historiographique publié par Anne Kwaschik et Mario Wimmer (dir.), *Von der Arbeit des Historikers: Ein Wörterbuch zu Theorie und Praxis der Geschichtswissenschaft*. Bielefeld, transcript, 2010.

<sup>3</sup> Patrick Boucheron, *Faire profession d'historien*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2009, p. 185.

carrières académiques. Il est pourtant salutaire par la prise de hauteur et de recul qu'il permet sur les thématiques et les méthodes de travail par la confrontation à la diversité des approches disciplinaires des objets étudiés, ainsi qu'aux théories et débats scientifiques et sociétaux. Si elle apparaît au jeune chercheur français bien souvent théorique et éloignée de ses préoccupations académiques immédiates, la démarche n'en est pas moins fondamentale et parfois décisive comme le comprennent souvent très tôt les doctorants allemands, invités rapidement à se positionner dans un champ méthodologique ou théorique dès leurs premières années de recherche. J'ai eu la chance d'être initié à cette démarche au cours de séminaires de recherche organisés par les universités et les instituts de recherche allemands que j'ai fréquentés, ainsi que lors d'un cycle de formation franco-allemande organisé sur le thème de l'histoire du temps présent par Hélène Miard-Delacroix, Emmanuel Droit et Frank Reichherzer<sup>4</sup>.

Il sera donc question aussi ici de ce qu'apporte un parcours et un réseau de recherche binational à l'exercice du métier d'historien et en particulier de chercheur. Si cette dernière perspective retiendra prioritairement notre attention dans ce mémoire de synthèse scientifique, la remarque vaut naturellement pour la diversité des usages sociaux de l'histoire qui a largement construit le parcours intellectuel qui a été le mien depuis une vingtaine d'années. Si j'ai eu la chance d'entrer presque immédiatement à l'Université en tant que chercheur et enseignant une fois l'agrégation décrochée, je n'ai jamais cessé d'être confronté aussi aux différents usages non scientifiques de notre discipline dont il me paraît important de dire quelques mots liminaires.

Le premier de ces usages est bien entendu l'enseignement, « supérieur », mais également « secondaire » – un qualificatif bien mal approprié à l'importance des années de formation dans les collèges et les lycées, à la part qu'ils représentent dans l'investissement national dans l'Éducation, ainsi qu'à la place toute particulière qu'ils tiennent en France dans les imaginaires familiaux et la construction des parcours individuels. Avec la formation à la géographie, la place de l'enseignement dans la carrière académique constitue l'une des contraintes ou l'un des atouts – c'est selon

---

<sup>4</sup> Cet programme a fait l'objet d'une publication dans Hélène Miard-Delacroix, Emmanuel Droit et Frank Reichherzer (dir.), *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent – Essais franco-allemands*, Villeneuve d'Asq, Septentrion, 2016.

– spécifiques des historiens français. Pour ma part, l'Éducation nationale m'a permis de parfaire mon approche sociologique de la société française, me gratifiant d'un échantillonnage pédagogique presque complet en m'affectant au gré des besoins à chacun des onze niveaux séparant la classe de 5<sup>e</sup> du master 2 auprès de publics variés issus de tous horizons sociaux. L'enseignement est d'abord un travail d'adaptation, non du savoir, mais d'un discours à son public. Cette capacité d'adaptation s'acquiert en se confrontant à la diversité des publics. Pour ma part, j'ai enseigné dans seize établissements différents auprès d'élèves et d'étudiants de vingt-sept nationalités et issus de tous les continents, de toutes origines sociales et suivant des formations diverses (histoire, géographie, droit, science politique, LLCE, information-communication, lettres modernes, IEP). La diversité des enseignements que j'ai eu à assurer a aussi profondément alimenté une recherche aux thématiques particulièrement variées à partir de cours sur l'histoire du nazisme ou sur l'histoire économique et sociale de l'Europe à la Sorbonne, mais également sur l'histoire politique comparée et sur l'histoire globale à Sciences Po, sur l'histoire de l'État et sur les approches historiques des problématiques du temps présent à l'IPAG de l'université de Nantes. Tout aussi intéressantes ont été mes expériences d'enseignement à l'étranger, en tant qu'assistant de langue en *college* britannique et en université allemande, non seulement pour la diversité des méthodes pédagogiques utilisées, mais aussi et surtout pour m'avoir éveillé très tôt existant dans la place de l'école, de la formation et de la connaissance dans des sociétés pourtant relativement proches et dont les systèmes éducatifs étaient alors frappés par le « choc PISA » consécutif à de médiocres résultats aux tests internationaux introduits par l'OCDE. Alors que l'Union européenne proclamait l'impératif d'investir dans la formation pour répondre à l'objectif de bâtir une « Europe de la connaissance » à l'horizon 2020, j'ai ainsi pu mesurer la diversité des approches, des structures, ainsi que des attentes envers l'enseignement en général, mais aussi plus spécifiquement envers celui de l'histoire, au sein de systèmes nationaux largement cloisonnés entre eux par des structures et des injonctions sociales profondément différentes. Mon appétence pour le transnational s'est ainsi d'abord construite autour d'une expérience européenne de l'enseignement.

Le deuxième usage de l'histoire auquel j'ai pu me confronter est aussi ancien qu'intéressant et consiste à vulgariser les contenus historiques à des fins politiques. Conseiller du recteur de Paris et chancelier des universités – gardien de l'héritage monumental et symbolique de l'ancienne et de la nouvelle Sorbonne, premier serviteur du gouvernement de la République dans la capitale en matière d'éducation –, j'ai ainsi mis ma plume au service de la mise en valeur de l'héritage intellectuel et patrimonial de la Sorbonne<sup>5</sup>, mais également de la défense de diverses politiques ministérielles en matière d'Éducation et de Recherche. Au fil des textes et des discours, des réformes du lycée et des remises de palmes académiques, l'histoire est demeurée une compagne aussi indispensable et plaisante qu'une redoutable arme de persuasion, voire de manipulation. Sans entrer dans une forme de « propagande grise »<sup>6</sup>, l'historien animé ardemment par la démarche scientifique trouve dans cette négritude intellectuelle un mélange de remord coupable et de délectation secrète en jouant plus ou moins subtilement de sa maîtrise des faits pour modeler l'imaginaire et emporter la raison du public. J'ai toujours été frappé par le rapport assez déraisonnable et largement acritique qu'entretiennent en France le politique et l'administration avec notre belle discipline, bien davantage qu'en Allemagne où le travail sur le rapport politique à l'histoire a été impérieusement plus profond, sans en bannir pour autant les usages politiques<sup>7</sup>. La mobilisation utilitaire des secrets de l'histoire de l'éducation, mais aussi l'instrumentalisation permanente de la mémoire et des commémorations – quasi hebdomadaires dans une académie comme Paris – participent à créer une relation passionnelle avec l'histoire, souvent peu propice à un débat public donnant toute sa place au savoir scientifique, à la discussion critique, mais aussi à l'oubli. Tel est pourtant le chemin vers lequel l'historien consciencieux s'efforce de guider le politique et le public pour parvenir à ce que Ricoeur désignait comme la « juste mémoire »<sup>8</sup>.

---

<sup>5</sup> J'ai en particulier contribué à l'écriture d'un fascicule de vulgarisation à destination du public, « *La Sorbonne – Histoire de l'Université de Paris des origines à nos jours* », publié par la Chancellerie des universités de Paris.

<sup>6</sup> David Colon, *Propagande. La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019, p. 16-17.

<sup>7</sup> Edgard Wolfrum, *Geschichte als Waffe. Vom Kaiserreich bis zur Wiedervereinigung*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2007.

<sup>8</sup> Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

Un troisième usage de l'histoire a justement consisté – et consiste encore – à former les futurs administrateurs français dans leur préparation aux concours, mais aussi et surtout à la carrière et à la diversité des postes qui les attendent et qui font l'intérêt professionnel des trois fonctions publiques françaises – d'État, territoriale, hospitalière. C'est la fonction des instituts de préparation à l'administration générale (IPAG) qui préparent depuis leur création par la loi Savary en 1984 aux concours de catégorie A de la fonction publique au sein des universités. Que peut apporter aujourd'hui l'histoire à la formation des futurs cadres de l'État et des collectivités ? Certes la formation par les *exempla* a fait partie depuis l'Antiquité de l'éducation des élites politiques, leur permettant d'acquérir à la fois les vertus et les connaissances indispensables à la conduite du *bon gouvernement*. Avec le droit public, elle est longtemps demeurée la discipline matricielle des cursus dans les instituts d'études politiques, tronc commun d'une formation cherchant à prendre ses distances avec la politique par le recul de la longue durée, ainsi qu'à naviguer au gré des fluctuations doctrinales des sciences économiques et politiques<sup>9</sup>. La diversification des savoirs professionnels, leur technicisation grandissante dans la formation initiale, ainsi que l'appétence croissante des étudiants pour les modèles théoriques généraux ont toutefois tendance à reléguer l'histoire et, avec elle, la contextualisation, au rang des préoccupations poussiéreuses d'un temps où « l'histoire-bataille » forgeait encore les contours de la culture générale des cabinets de préfecture, des chambres régionales des comptes ou des salons diplomatiques. Ayant enseigné successivement dans deux IEP (Paris, Rennes), puis à l'IPAG de l'université de Nantes où je suis responsable de la formation aux diverses épreuves du concours du nouvel Institut national du service public (ex-ENA), j'ai pu mesurer les évolutions en cours, autant que l'importance fondamentale d'apporter à nos futurs administrateurs un savoir historique renouvelé des derniers progrès de la recherche. Ici, les champs novateurs de l'histoire comparative, transnationale, globale et connectée constituent autant d'ouvertures possibles pour qui cherche à comprendre la réalité des conséquences politiques, économiques, sociales et culturelles de la mondialisation, ainsi que la nécessaire adaptation des politiques publiques nationales à un degré

---

<sup>9</sup> Alain Garrigou, *Les élites contre la République. Sciences Po et l'ENA*, Paris, La Découverte, 2001, p. 90.

supérieur d'interdépendance. En dehors même de réflexions éthiques qui sont plus que jamais fondamentales dans l'encadrement des métiers de la fonction publique et dont le rôle a été renforcé par la loi de 2016 relative à la déontologie des fonctionnaires, l'histoire est par excellence la discipline qui permet de donner du sens aux missions de service public. À l'heure où l'administration publique a tendance à se transformer en simple exécutant d'un *Policy State* multipliant les législations pour répondre à des demandes sociales ponctuelles<sup>10</sup>, le recul de la longue durée constitue souvent le seul rempart à une technicisation des pratiques, à l'émergence d'un État managérial faisant fi de toute éthique de responsabilité et conduisant nécessairement à un désinvestissement des agents et à la désaffection générale pour les métiers de la fonction publique constatée depuis une vingtaine d'années. De ce point de vue, l'enfermement croissant dans un recrutement par des exercices techniques, voire psychotechniques, pourtant largement déconnectés des pratiques de terrain, tel que le préconisait en 2020 le rapport de la mission sur la haute fonction publique dirigée par Frédéric Thiriez<sup>11</sup> et les réformes récentes des concours de catégorie A, n'est pas de nature à favoriser l'évolution de la fonction publique française vers un recrutement de cadres motivés, capables de s'adapter à des contextes changeants et d'anticiper les évolutions dans le temps<sup>12</sup>. Ce glissement va par ailleurs à l'opposé des évolutions de la formation des élites politiques et administratives européennes et internationales, de plus en plus engagées vers une course effrénée aux diplômes universitaires et en particulier au plus élevés d'entre eux dans la collation des grades, le doctorat. Plus que n'importe quelle préparation technique, c'est bien ici la qualité d'une formation à une démarche critique et à l'adaptation par un savoir évolutif qui constituent la clé d'une éducation professionnelle moderne que seule une institution est aujourd'hui réellement capable de conférer dans sa globalité : l'université<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> Karen Orren et Stephen Skowronek, *The Policy State*, Cambridge, Harvard University Press, 2017. Voir également Nicolas Roussellier, *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris, Gallimard, 2015.

<sup>11</sup> *Rapport de la mission sur la haute fonction publique*, remis le 18 février 2020.

<sup>12</sup> Ces différentes carences constituent pourtant le cœur du rapport annuel rendu en mars 2021 par la Cour des Comptes. *Rapport public annuel 2021*, remis le 18 mars 2021.

<sup>13</sup> Je n'exclus pas de cette notion les IEP dont le modèle a depuis toujours associé la formation à des compétences professionnelles et la diffusion d'une culture générale fondée sur le savoir scientifique universitaire sur le modèle de l'*Allgemeinbildung* de l'université humboldtienne.

Tel est bien ici le point de convergence de mes usages de l'histoire autant que de l'engagement personnel qui les sous-tend depuis quinze ans. Le service de l'université a d'abord et avant tout été pour moi celui d'une idée, l'une des rares qui aient conquis pacifiquement le monde, des maisons de la sagesse de la Bagdad médiévale aux incubateurs contemporains, et soit devenue aujourd'hui presque universelle. Actualisée il y a bientôt deux siècles par Wilhelm von Humboldt et théorisée par le cardinal Newman<sup>14</sup>, l'idée d'université n'a rien perdu de la promesse d'universalité qu'elle porte depuis sa fondation médiévale entre les rives de la Seine et celles du Pô. Elle n'incarne pas seulement la nécessaire conservation d'un savoir par sa transmission et sa perpétuation, mais aussi son progrès par l'ouverture critique à l'autre, à l'étranger, à l'opposé. Alors que la « société de la connaissance » a tendance à confondre les impératifs sociaux avec ceux de la science, l'université demeure au cœur d'une vision non instrumentale de la connaissance. Elle porte également l'espoir de la fondation d'une « nouvelle alliance entre les savoirs » – entre les lettres et les sciences, la connaissance de l'homme et celle de son univers – que les transformations des sociétés contemporaines rendent impérative<sup>15</sup>. En offrant à la complémentarité entre enseignement et recherche un lieu et des pratiques, elle donne enfin à la connaissance une direction, un principe, une vocation. C'est cette belle idée que j'ai eu la chance de faire vivre dans mes enseignements, de défendre par ma plume, de faire progresser modestement par les recherches dont je livre avec ce mémoire la synthèse que voici.

---

<sup>14</sup> John Henry Newman, *Idea of University*, Londres, Longmans, Green and Co., 1852.

<sup>15</sup> Aldo Schiavone, *Histoire et destin*, Paris, Belin, 2009.

## L'ALLEMAGNE... ET LA FRANCE

### (Le choix des objets)

#### Temps et espace

J'ai eu la chance d'être très tôt initié au goût de la culture historique, vivant depuis toujours cet « attachement enfantin qui forme les familiarités instinctives »<sup>16</sup>. Guidé par la prose de Georges Duby dans sa monumentale *Histoire de la France*<sup>17</sup>, j'ai découvert l'histoire au tournant des années 1980/1990, alors que la flamboyante épopée séculaire de l'école historique française connaissait son épilogue dans la critique des grands récits nationaux, et que d'autres voyaient déjà dans les bouleversements du monde l'annonce d'une improbable « fin de l'histoire ». Si je n'ai jamais considéré l'histoire comme « un savoir technique », elle m'a conduit à développer le « réflexe comparatiste », parade universelle contre l'esprit de système, les impostures intellectuelles et les raisonnements paresseux ; vecteur inépuisable d'étonnement, de dépaysement et de décentrement de la pensée. En deux mots, l'histoire a été pour moi une formidable porte d'entrée dans la pensée critique.

Par excellence discipline de la comparaison, l'histoire offre deux paradigmes fertiles en la matière. Le temps, naturellement, confère à l'historien son attribut télurgique : le recul. Moins évidemment, l'espace complète et enrichit la panoplie méthodologique par un outil aussi fondamental que trop souvent négligé : le décentrement. La prise en compte progressivement systématique de ce second paradigme est indubitablement l'une des transformations majeures de la discipline historique dans le monde depuis une quarantaine d'années<sup>18</sup>. Elle est progressivement devenue une véritable « norme d'excellence intellectuelle » dans la plupart des historiographies<sup>19</sup>. Dans le sillage de quelques pionniers, le *transnational*

---

<sup>16</sup> P. Boucheron, *Faire profession d'historien*, *op. cit.*, p. 57.

<sup>17</sup> Georges Duby, *Histoire de la France*, 3 volumes, Paris, Larousse, 1991-1992.

<sup>18</sup> Karl Schlögel, *Im Raum lesen wir die Zeit. Über Zivilisationsgeschichte und Geopolitik*, Munich, Hanser, 2003.

<sup>19</sup> Lutz Raphaël, « Quelles perspectives pour l'histoire du XXI<sup>e</sup> siècle ? », conférence donnée à l'Institut historique allemand de Paris le 19 octobre 2013.

puis le *global turn*, comme l'ont baptisé les Anglo-Saxons, n'a toutefois pris un essor systémique qu'avec une génération d'historiens pour laquelle l'ouverture sur le monde a considérablement étendu le champ des possibles biographiques, ainsi que les opportunités de décentrement géographique et épistémologique. Je mesure la chance d'avoir vécu cette ouverture dans les années 2000 dans un univers académique, scientifique et institutionnel déjà largement banalisé par de glorieux aînés. Sorti du cadre aussi prestigieux et stimulant que quelque peu enfermant – géographiquement comme intellectuellement – de la khâgne, l'université m'a apporté cette ouverture sur le monde dont elle assume aujourd'hui plus que jamais la responsabilité sociale.

De même que celle du temps, qui pose essentiellement le problème de l'accessibilité et du déchiffrement de sources à l'origine lointaine, l'approche du paradigme spatial n'a rien d'évident. L'historien qui s'y attelle se trouve immédiatement confronté au problème de la langue, mais également à celui de la culture et de la profondeur du passé. Les problèmes qu'un tel travail soulève pour le chercheur sont multiples : « maîtrise de plusieurs langues, historiographies et contextes socioculturels ; repérage et exploitation de fonds d'archives dispersés et hétérogènes ; articulation intelligente des approches quantitatives et qualitatives ; pondération réfléchie du général au particulier ; inscription dans des champs de recherche séparés, voire considérés comme exclusifs les uns des autres, avec le risque de se voir critiqué par les spécialistes de chaque sous-champ ou pays abordé ; nécessité des collaborations internationales et de la recherche de financements. »<sup>20</sup> Dans le cadre d'une discipline scientifique comme l'histoire, la traduction ne s'improvise pas et ne peut être confiée à des novices de la contextualisation qu'au risque de contre-sens et de dévoiements rédhibitoires pour tout travail scientifique<sup>21</sup>. « L'historien de l'étranger » est donc bien souvent aussi traducteur, non par vocation, mais par nécessité pour la publication de sources ou d'ouvrages de recherche

---

<sup>20</sup> Nicolas Delalande, Béatrice Joyeux-Prunel, Pierre Singaravélou et Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *Dictionnaire historique de la comparaison*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, p. 7.

<sup>21</sup> Cet enjeu de la traduction a notamment été au cœur du travail de l'équipe réunie autour de Florent Brayard et d'Andreas Wirsching pour l'édition critique de *Mein Kampf: Historiciser le mal. Une édition critique de Mein Kampf*, Paris, Fayard, 2021.

transnationaux<sup>22</sup>. Travailler à l'histoire d'un pays étranger – en particulier lorsque l'on ne dispose pas d'une double culture familiale – suppose un investissement personnel, professionnel et humain considérable qui consiste non seulement à maîtriser une langue, mais à l'arpenter au gré des paysages et des rencontres. Ce n'est pas un hasard si nombre d'historiens des pays étrangers, en particulier de la sphère germanophone, se sont faits spécialistes des villes et des biographies urbaines, à commencer par Jean-Paul Bled qui fut mon directeur de thèse et m'initia à cette pratique de l'histoire dans son séminaire sur la capitale des Habsbourg<sup>23</sup>. Comprendre une société étrangère, aussi proche soit-elle de la sienne, demande de la patience, de l'abnégation et bien sûr aussi du plaisir, à l'image du travail de l'historien sur le passé<sup>24</sup>.

L'historien de l'étranger est donc aussi d'une certaine manière un « passeur »<sup>25</sup>, assurant la transmission des concepts et des idées, ouvrant la critique à une dimension transnationale en élargissant l'espace public au-delà des frontières du national. Certes, le passage par l'anglais peut également favoriser ces transmissions, mais il demeure un palliatif inadéquat et frustrant à défaut d'une maîtrise suffisante des langues et des cultures des objets d'étude. Contrairement aux sciences naturelles qui ont depuis longtemps adopté la mathématique comme idiome communautaire, la pratique des sciences humaines et sociales nécessite une maîtrise de subtilités linguistiques, de finesses conceptuelles souvent issues des sources, dont l'ignorance et le dédain se révèle rapidement incompatible avec une pratique sérieuse de nos disciplines. Ayant ainsi eu le plaisir d'encadrer un séminaire de doctorants européens organisé en Bavière par l'*Akademie für Politische Bildung* de Tutzing, j'ai pu me rendre compte combien le passage à l'anglais, même maîtrisé par d'excellents étudiants venus de différents horizons culturels, appauvrit le débat scientifique par un nivellement des concepts et une uniformisation considérable des

---

<sup>22</sup> Voir notamment la synthèse de ma thèse de doctorat dans la revue *Comparativ*: Mathieu Dubois, « 68 als politische Herausforderung. Der Einfluss der 68er Bewegung auf den Wandel der politischen Parteien in Frankreich und in der Bundesrepublik », *Comparativ. Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichende Gesellschaftsforschung*, 4/2015, p. 102-115.

<sup>23</sup> Jean-Paul Bled, *Histoire de Vienne*, Paris, Fayard, 1998.

<sup>24</sup> Georges Duby, « Le plaisir de l'historien », dans Pierre Nora (dir.), *Essais d'ego-histoires*, Paris, Gallimard, 1987, p. 109-138.

<sup>25</sup> Sylvie Crogiez-Pétrequin et Paul Pasteur (dir.), « Histoire et pratiques de la traduction », *Cahiers du GRHis*, n° 21, 2010, p. 7. Voir également dans ce volume Corinne Bouillot et Paul Pasteur, « De l'allemand au français et de l'effacement des références culturelles, régionales, sexuées », dans *ibid.*, p. 87-96.

réflexions, des thématiques et des exemples. L'idée d'une *lingua franca* de la recherche est certes séduisante, mais reste finalement insuffisante au regard de la complexité des pratiques en sciences humaines et sociales, ainsi que de la nature même d'objets d'études encore largement nationaux<sup>26</sup>.

Le travail sur l'Allemagne s'accompagne donc souvent d'un engagement en faveur de la diversité des langues, qui constitue la richesse du continent européen, et en particulier de l'allemand, langue de culture et de science, jadis indispensable à la formation des élites cadettes, devenue un temps une option d'évitement des classes populaires et reléguée désormais à une simple préciosité quasi byzantine. La « défense et illustration » permanente de l'utilité intellectuelle et professionnelle de l'allemand pour les Français constitue l'une des spécificités soudant la communauté germaniste française. Elle apparaît d'autant plus nécessaire que la politique extérieure de l'Allemagne demeure assez prudente en matière de prosélytisme linguistique. Un tel engagement ne se retrouve ni chez les hispanistes – aux bataillons il est vrai inversement croissants –, ni chez les italianisants ou même les sinisants, qui ne peuvent s'appuyer ni sur la force d'institutions et de réseaux bien établis, ni sur la tradition séculaire d'un enseignement autrefois « classique » malgré un déclin désormais consommé. L'enseignement de l'allemand et celui du français en Allemagne ont en effet suivi des évolutions parallèles depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>27</sup>. Langue la plus enseignée dans le pays voisin à la veille de la Première Guerre mondiale, le français et l'allemand ont progressivement cédé face à la généralisation de l'anglais dès l'Entre-deux-guerres. Grâce aux efforts amorcés par les jumelages de villes, puis par les gouvernements dès les accords de la Celle Saint-Cloud, les deux langues s'imposèrent néanmoins comme principale seconde langue vivante, l'allemand conservant en France un statut de première langue vivante des meilleures classes dont j'ai moi-même bénéficié en tant qu'élève. Les différences structurelles de l'organisation de l'éducation en France et en Allemagne, mais aussi l'importance inégale de la politique linguistique pour les deux diplomaties, limitèrent toutefois les

---

<sup>26</sup> Gabriela Steffen, Ayuko Sedooka, Theres Paulsen et Frédéric Darbellay, « Pratiques langagières et plurilinguisme dans la recherche interdisciplinaire : d'une perspective *mono* à une perspective *pluri* », *Questions de communication*, n° 27, 2015, p. 323-352.

<sup>27</sup> Mathieu Dubois, « Le Traité de l'Élysée et l'enseignement des langues : les limites d'un symbole (1963-2013) », *Espoir*, n° 172, mars 2013, p. 40-50. Voir également Monique Mombert (dir.), « L'enseignement de l'allemand XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », *Histoire de l'Éducation*, n° 106, 2005.

grandes ambitions affichées par le traité de l'Élysée dans le but d'un rapprochement culturel massif et durable. Cet échec reflète aussi l'abandon progressif d'une conception nationale et multilatérale de l'Europe pour une vision supranationale. Si le nombre d'élèves français apprenant l'allemand s'est aujourd'hui stabilisé à moins d'un cinquième du total, il est de plus en plus difficile de choisir l'allemand sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit d'une difficulté nouvelle pour nombre de jeunes historiens contemporanéistes, désormais contraints de débiter sur le tard cette langue si importante dans leur discipline. J'ai pris plaisir à y remédier bien modestement en enseignant l'allemand et la civilisation allemande durant trois ans à l'Université catholique de l'Ouest.

Au regard de ces évolutions, le dépassement de la « Babel » de l'histoire européenne que Marc Bloch<sup>28</sup> appelait déjà de ses vœux ne peut donc se faire qu'au prix d'un effort considérable d'acculturation, mais aussi d'enseignement et de traduction, d'harmonisation, d'échanges conceptuels et théoriques avec des universitaires de nationalités différentes dans le cadre de programmes de recherche transnationaux. À défaut de l'avènement prochain d'une historiographie mondiale, ce grand dialogue des historiographies nationales est un défi indispensable à relever, une pratique que l'historien des pays étrangers doit s'efforcer de promouvoir et de faire vivre. C'est ce rôle de passeur transnational, reprenant la tradition de traduction amorcée par les historiens des *Annales*, que nous avons voulu assumer avec le professeur Rainer Hudemann en proposant un volume collectif de traductions sur « L'historiographie allemande du temps présent », rendant accessibles aux historiens français non-germanistes les travaux de leurs collègues allemands<sup>29</sup>. C'est également dans cette perspective que s'inscrivent d'autres volumes d'histoire transnationale européenne rassemblant les travaux de chercheurs de cultures et de langues différentes<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> Marc Bloch, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, XLVI, 1928, p. 15-50.

<sup>29</sup> Mathieu Dubois et Rainer Hudemann (dir.), « Historiographie allemande du temps présent », numéro spécial de la revue *HES – Histoire, économie et société*, 2/2016 (35). Le numéro rassemble des contributions d'historiens issus d'institutions, de traditions historiographiques et de générations différentes, traitant de thématiques variées : Christoph Bernhardt, Frank Bösch, Christoph Corneliessen, Johannes Großmann, Dietmar Hüser, Thomas Raithel, Hans-Peter Ullmann et Clemens Zimmermann.

<sup>30</sup> Voir notamment Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.), *De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours*, Paris, PUPS, 2015.

Assumer pleinement ce travail de traduction et de transmission, mais également de synthèse à destination d'un public scientifique ou dans le cadre d'ouvrages de vulgarisation, constitue pour moi un impératif indissociable du métier d'historien<sup>31</sup>. Il garantit l'intégration aux enjeux de la recherche de la comparaison dans l'espace à côté de celle dans le temps. Cette pratique systématique et épistémologiquement engagée du décentrement spatial est le fruit du choix d'un pays pourtant très proche, mais dont la force euristique ne s'en est toujours révélée que d'autant plus grande. Le choix d'un pays proche suit l'intuition de Bloch selon laquelle l'étude des « sociétés limitrophes et contemporaines » ayant connu « une évolution dans le même sens » était particulièrement intéressante<sup>32</sup>. Si les anthropologues ont très justement rappelé l'utilité de « comparer l'incomparable »<sup>33</sup>, d'établir des passerelles au premier abord incongrues pour construire des comparaisons à première vue impossibles et rapprocher ainsi les cultures et les hommes, la proximité facilite et incite à la systématisation de la comparaison, à en faire un instrument de lecture permanent des sociétés.

### « Patrie intellectuelle »

Le choix de l'Allemagne comme « terrain », ou plutôt comme référentiel, s'est donc moins imposé par goût pour une histoire pourtant incomparablement riche en événements, en mutations et en bifurcations – l'Allemagne est sans doute au vingtiémisme ce que la France est pour le moderniste –, que par le choix plus rationnel et méthodique d'une source inépuisable de familière étrangeté. À l'image de l'approche des germanistes français, qui se distinguent souvent par tradition de leurs collègues civilisationnistes français et des romanistes allemands par leur approche

---

<sup>31</sup> À titre d'exemple, voir la communication de synthèse récemment publiée : « Choisir un président pour une *Kanzlerdemokratie* : les élections présidentielles en République fédérale d'Allemagne », dans Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*, Montrouge, Éditions du bourg, 2020, p. 141-154. Voir également les différents articles de synthèse publiés à destination du public agrégatif : « L'américanisation en RFA », « Les arts plastiques en RFA », « La musique en RFA », « Les politiques symboliques en RFA », L'engagement des intellectuels en RFA », « L'âge des sciences humaines et sociales en RFA », « Le mouvement étudiant des années 1960 en RFA », « Les nouveaux terrains de lutte en RFA », « Corps, genre et sexualités en RFA », « Berlin, capitale de la contre-culture », dans Laurent Martin (dir.), *Culture, médias et pouvoirs. États-Unis et Europe occidentale. 1945-1991*, Paris, Atlande, 2019.

<sup>32</sup> M. Bloch, « Pour une histoire comparée », *op. cit.*, p. 15.

<sup>33</sup> Marcel Detienne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Éditions du Seuil, 2000.

historienne, l'historien de l'Allemagne se caractérise en effet par un rapport plus distancié à son objet d'étude<sup>34</sup>. Non que le temps passé à sillonner les Länder ne favorise pas une certaine acculturation au gré des séjours d'archives et de recherche en bibliothèque à Heidelberg, à Bonn, à Cologne, à Coblenche, à Francfort, à Brunswick, à Augsbourg, à Munich, à Berlin et à Potsdam ; mais l'historien de l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle demeure aussi et avant tout le scrutateur distant d'une société européenne parmi d'autres, spécialiste par essence, non d'une culture spécifique, mais de la comparaison de toutes. C'est précisément ce qu'avait compris la génération des pionniers du franco-allemand, à commencer par Joseph Rovin et Alfred Grosser, allemands et français<sup>35</sup>. L'Allemagne n'est donc pas un objet d'étude unique, mais un référentiel de comparaison, de mise en perspective, d'analyse des transferts, des circulations, des croisements incessants et évidents avec les autres pays européens, à commercer par la France<sup>36</sup>.

L'Allemagne est ainsi peu à peu devenue pour moi une « patrie intellectuelle »<sup>37</sup>, non un simple objet de curiosité ou un véritable pays d'adoption – j'aurais d'ailleurs grand-peine à en acquérir la nationalité, n'y ayant jamais séjourné officiellement plus d'une année de manière continue, même si elle élargit depuis bientôt vingt ans mon horizon quotidien. Cette patrie de cœur et d'esprit est celle qui me permet de créer le doute, l'incompréhension, la critique. Comme tout référentiel, elle ne se suffit donc pas à elle-même et suppose au contraire le constant parallèle avec l'autre : la France. J'ai toujours été surpris d'être catalogué par mes collègues français comme « historien de l'Allemagne », alors même que presque toutes mes recherches portent précisément sur les deux pays et que certains articles traitent même exclusivement de l'histoire de France<sup>38</sup>.

---

<sup>34</sup> Jérôme Vaillant, « La germanistique : Une exception française ? », dans Michel Grunewald *et alii* (dir.), *France-Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle / La constitution académique d'un couple*, Bern, Peter Lang, 2011.

<sup>35</sup> Alfred Grosser, *Une vie de Français : mémoires*, Paris, Flammarion, 1997 ; Joseph Rovin, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été allemand*, Paris, Le Seuil, 1999.

<sup>36</sup> Pour une approche renouvelée de l'histoire contemporaine de l'Allemagne dans une perspective transnationale, voir notamment Marie-Bénédicte Vincent, *Une nouvelle histoire de l'Allemagne*, Paris, Perrin, 2020.

<sup>37</sup> P. Boucheron, *Faire profession d'historien*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>38</sup> « Les Jeunesses communistes en 68 : crise ou nouveau ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, octobre-décembre 2014, p. 141-158 ; « 68 et l'autonomie des organisations de jeunesse : une parenthèse dans l'histoire des partis français », *Revue historique*, juillet 2015, p. 647-666.

L'Allemagne m'a d'ailleurs apporté bien plus que de stimulants objets d'étude. Tel est bien l'enjeu du dispositif de la cotutelle de thèse dont ont bien voulu me faire bénéficier mes deux directeurs de recherche, Jean-Paul Bled à Paris-Sorbonne – aujourd'hui Sorbonne Université – et Andreas Wirsching à l'université d'Augsbourg. Ayant été initié aux spécificités de l'enseignement et de la recherche en histoire en Allemagne au cours de ma deuxième année de master à l'université d'Heidelberg, j'ai pleinement découvert durant la thèse une pratique des méthodologies de l'histoire et, plus largement, une culture scientifique et un rapport public à la science ô combien stimulants par leurs différences avec les pratiques françaises, mais d'abord et surtout par la place réservée à l'histoire, à la science et à l'Université dans la société allemande d'aujourd'hui. Cette culture du débat critique est en partie l'héritage de l'école de Francfort et des revendications des « années 1968 », mais plus sûrement d'une démocratisation demeurée certes imparfaite et pourtant extrêmement profonde, amorcée dans l'Allemagne de l'Ouest dès l'après-nazisme par le renouveau de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche à travers l'établissement d'un nouveau rapport à l'autorité sociale et intellectuelle<sup>39</sup>.

L'accès à cette culture est en outre facilité pour le chercheur étranger par les dispositifs du franco-allemand institutionnel et des organismes de recherche allemands qui offrent des opportunités d'acculturation incomparables. L'importance de ces dispositifs reflète le poids de la formation des élites académiques au sein de la diplomatie et plus largement de l'action culturelle de la RFA. Financée par l'*Auswärtiges Amt*, le ministère de l'Éducation et de la Recherche, le ministère de la Coopération économique et du Développement ainsi que l'Union européenne, le *Deutscher Akademischer Austauschdienst* (DAAD) a développé depuis sa fondation en 1925 des moyens et des réseaux qui favorisent non seulement l'ouverture de la recherche allemande au monde grâce au soutien financier qu'il a apporté et apporte à des millions de jeunes chercheurs allemands et étrangers<sup>40</sup>. Il participe également à leur orientation thématique et à leur formation méthodologique aux pratiques scientifiques allemandes. Dans ce cadre, le réseau des centres d'études allemandes

---

<sup>39</sup> Sonja Levsen, *Autorität und Demokratie; Eine Kulturgeschichte des Erziehungswandels in Westdeutschland und in Frankreich 1945-1975*, Göttingen, Wallstein, 2019.

<sup>40</sup> En 2019, le DAAD revendiquait sur son site d'avoir ainsi soutenu 2,6 millions de chercheurs depuis sa fondation.

et européennes auquel appartient en France le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (CIERA) constitue une source exceptionnelle de rayonnement culturel et scientifique de l'Allemagne parmi les élites académiques dans le monde. Les instituts historiques allemands à l'étranger (Paris, Rome, Washington, Londres, Istanbul, Varsovie, Moscou, Tokyo) soutiennent également par les collections de leurs bibliothèques, leurs publications et leurs manifestations scientifiques le rayonnement international de la recherche allemande. Enfin, l'Allemagne, à l'inverse de la France, s'investit de manière croissante dans le Centre Marc Bloch de Berlin, carrefour intellectuel de l'histoire franco-allemande.

Par-delà même la formation et les facilités matérielles qu'elles apportent, ces institutions favorisent également l'habitude des candidatures à des programmes internationaux conformément aux normes et aux exigences de la recherche internationale. Elles font ainsi partie de cette véritable « culture du programme » profondément ancrée depuis longtemps chez nos collègues allemands qui candidatent plus régulièrement et avec davantage de succès aux programmes européens de recherche. L'Allemagne est ainsi la première bénéficiaire des crédits européens en matière de recherche et d'innovation – 14,8 % en 2014-2020 (*H2020*) –, grâce à un taux de succès élevé, mais surtout à des candidatures particulièrement nombreuses, y compris dans le domaine des SHS<sup>41</sup>. La participation et l'organisation de programmes de recherche binationaux de types ANR/DFG permet également de constater l'efficacité des dispositifs allemands, fondés à la fois sur une sélection extrêmement complexe et exigeante des dossiers en amont, ainsi qu'un accompagnement et un soutien en aval dans la confiance. C'est l'expérience que j'ai eu la chance d'acquérir sous la direction du professeur Olivier Forcade dans le cadre du programme de recherche franco-allemand (ANR/DFG) sur les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand entre 1939 et 1945, en coordonnant durant deux ans le travail binational d'une vingtaine de mastérants, doctorants et chercheurs confirmés autour de séminaires, de journées d'études, d'un colloque international et de publications communes<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> Ce chiffre était de 16,7 % en 2014. Le taux français était de 11,8 % sur l'ensemble de la période.

<sup>42</sup> Mathieu Dubois, Olivier Forcade, Johannes Großmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1945)*, Paris, PUPS, 2017. Le volume allemand du programme paraîtra en 2022.

Au-delà même de cette efficacité institutionnelle, la culture scientifique allemande s'appuie sur des dispositifs de travail favorisant le partage d'informations et de méthodes, la pluridisciplinarité et l'ouverture internationale. Dans le cadre des séminaires de doctorants de l'université d'Augsbourg et plus tard en tant que chercheur invité à l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich et au *Zentrum für Zeithistorische Forschung* de Potsdam, j'ai ainsi découvert une culture scientifique d'une exigence et d'une sincérité critique exemplaires, tournée vers les sciences sociales et surtout profondément ouverte aux apports extérieurs. Le travail critique en commun sur des articles individuels ou collectifs, l'analyse de méthodologies, le débat théorique et conceptuel constituent autant de pratiques indispensables et largement diffusées dans d'autres domaines scientifiques, mais encore trop rares ou épisodiques au sein des écoles doctorales et des centres de recherche français en SHS. Ce sont également ces pratiques collectives de la recherche et cette importance sociale de la science et de l'université qui ont progressivement construit mon attachement personnel et professionnel à l'Allemagne.

### **Pérégrinations choisies**

De quelle Allemagne s'agit-il d'ailleurs ? De celle de Weimar, de Nuremberg, de Bonn, de Pakow, de Berlin ou encore de celle de Francfort ? Ces différents visages qui font la richesse de l'histoire allemande au XX<sup>e</sup> siècle me sont devenus progressivement familiers au fil des enseignements bien sûr, mais aussi et surtout des mémoires, des projets et des programmes de recherche consacrés à ces différentes périodes.

Ayant opté pour une maîtrise puis un master confrontant les regards des deux Allemagnes, j'ai peu à peu découvert les affres bureaucratiques de « l'État-*SED* », de la pédagogie rébarbative des livres d'école du socialisme à la surveillance orwellienne de la Stasi en passant par la verve policière de *Neues Deutschland*<sup>43</sup>. Ce

---

<sup>43</sup> J'appartiens à ces quelques cohortes ayant écrit à la fois une maîtrise et un master. Mathieu Dubois, « Regards croisés RFA/RDA. Regards sur le régime politique de l'autre Allemagne dans les opinions publiques de RFA et de RDA entre 1982 et 1989 », mémoire de maîtrise de l'université Paris IV-Sorbonne, 2004 et *id.*, « Regards croisés RFA/RDA. Le rôle de l'enseignement de l'histoire dans la formation du regard sur l'autre Allemagne entre 1979 et 1989 », mémoire de master 2 de l'université Paris IV-Sorbonne, 2006.

passionnant travail de comparaison Est/Ouest des propagandes et de leur impact sur les populations dans les États démocratiques et dans les démocraties populaires esquissait une vaste étude inachevée de la propagande de guerre froide à l'échelle de l'Europe et de la manière dont elle a contribué à façonner jusqu'à nos jours les espaces publics des démocraties. Elle s'inscrivait aussi dans le dépassement de la frontière du rideau de fer par l'historiographie comparatiste qui devait prendre son essor dans les années suivantes pour construire une histoire sociale du continent européen<sup>44</sup>. En comparant des opposés, elle apportait une contribution utile au dépassement de la trop simpliste comparaison des « régimes totalitaires » qui avait agité l'historiographie et l'opinion publique allemande au cours des deux décennies précédentes à travers la « querelle des historiens » qui fut avant toute chose une « querelle des comparaisons »<sup>45</sup>.

L'Allemagne de Weimar comme celle de Nuremberg devaient plus tard compléter cette approche des régimes allemands du XX<sup>e</sup> siècle dans le cadre du programme de recherche transnational sur les évacuations à la frontière franco-allemande durant la Seconde Guerre mondiale<sup>46</sup>. L'étude des archives du Léviathan nazi constitue une expérience à part entière, une plongée dans une délirante exubérance administrative que l'historien se doit pourtant de prendre parfaitement au sérieux<sup>47</sup>. La compréhension de l'ampleur de l'acculturation des rouages politiques et administratifs de cette Allemagne idéologisée, mais aussi largement paralysée par les ambitions et les contradictions du régime, constitue également l'enjeu d'une juste analyse des évolutions des décennies d'après-guerre<sup>48</sup>.

---

<sup>44</sup> Hartmut Kaelble et Jürgen Kocka, *Europäische Konsumgeschichte. Zur Gesellschafts- und Kulturgeschichte des Konsums (18. bis 20. Jahrhundert)*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1997 ; Frank Bösch (dir.), *Geteilte Geschichte. Ost- und Westdeutschland 1970-2000*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2015 ; Simo Mikkonen et Pia Koivunen (dir.), *Beyond the Divide: Entangled Histories of Cold War Europe*, New York, Berghahn Books, 2015 ; Frank Reichherzer, Emmanuel Droit et Jan Hansen (dir.), *Den Kalten Krieg vermessen. Über die Reichweite und Alternativen einer binären Ordnungsvorstellung*, Berlin, De Gruyter, 2018.

<sup>45</sup> Voir notamment Volker Kronenberg (dir.), *Zeitgeschichte, Wissenschaft und Politik. Der "Historikerstreit" 20 Jahre danach*, Wiesbaden, VS Verlag, 2008.

<sup>46</sup> M. Dubois, O. Forcade, J. Grossmann, R. Hudemann et F. Lemmes, *Exils intérieurs, op. cit.*

<sup>47</sup> Johann Chapoutot, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.

<sup>48</sup> On renverra simplement ici à Wilfried Loth et Bernd Rusinek, *Verwandlungspolitik: NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1998 et Peter Reichel, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: Die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*, Munich, Beck, 2001. Pour une perspective récente en français : Marie-Bénédicte Vincent, *La dénazification des fonctionnaires en Allemagne de l'Ouest*, Paris, CNRS Éditions, 2022.

Alors que l'historiographie française s'est largement focalisée sur le nazisme et la RDA, suivant en cela la fascination française pour les deux dictatures allemandes, c'est finalement sur « l'autre Allemagne »<sup>49</sup>, démocratique et libérale, que s'est porté mon choix. La raison en est fort simple : la proximité de la comparaison avec la France. Un second facteur a également joué : l'importance croissante de l'Allemagne fédérale en Europe et dans le monde au cours des années 2000. Si l'histoire des relations internationales intègre naturellement l'Allemagne occidentale et la question allemande dans les problématiques de guerre froide, l'histoire intérieure de la RFA demeure largement boudée par le public comme par les historiens français. Avec sa démocratie invariablement stabilisée par des coalitions désespérément centristes, son mythique « miracle économique » accompagné d'un abus permanent de sobriété aux accents moralisateurs, et sa morne culture libérale teintée de conservatisme bon-teint, la « république de Bonn » apparaît en effet bien ennuyeuse comparée aux palpitants et terrifiants échecs des « catastrophes allemandes » qui en encadrent l'histoire. Nombre d'historiens étrangers ne s'y confrontent d'ailleurs que pour se focaliser sur les conséquences du nazisme dans la société ouest-allemande<sup>50</sup>. La mémoire est donc une thématique incontournable pour l'historien de la RFA, qu'elle concerne les dictatures ou la question de l'unification allemande<sup>51</sup>. Les rares travaux pleinement consacrés à l'histoire politique ouest-allemande sont surtout des synthèses ou des biographies<sup>52</sup>,

---

<sup>49</sup> Édouard Husson, *Une autre Allemagne*, Paris, Fayard, 2005.

<sup>50</sup> Pour les historiens français, on citera notamment ici les travaux importants de Jean Solchany, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945- 1949)*, Paris, PUF, 1997 ; Édouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001 ; Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *La dénazification*, Paris, Perrin, 2008 ; Fabien Théofilakis, « Adolf Eichmann à Jérusalem ou le procès vu depuis la cage de verre (1961-1962) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire de Sciences Po*, n°120/4, 2013, p. 71-85 ; Sébastien Chauffour, Corine Defrance, Stefan Martens, Marie-Bénédicte Vincent et Ulrich Pfeil (dir.), *La France et la dénazification de l'Allemagne après 1945*, Bruxelles, Peter Lang, 2020.

<sup>51</sup> Mathieu Dubois « Le Centenaire de Sadowa : histoire et mémoires des guerres d'unification en Allemagne fédérale dans les années 1960 », dans Jean-Noël Grandhomme (dir.), *1866, une querelle d'Allemands? Perceptions croisées et mémoire(s) d'un moment clé de l'histoire européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2018, p. 255-264.

<sup>52</sup> On citera notamment ici le travail fondamental de Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015 ; ainsi que celui de Patricia Commun et Raphaël Fèvre, *Walter Eucken, entre économie et politique*, Lyon, ENS, 2019. Voir également les biographies consacrées par Hélène Miard-Delacroix à Helmut Schmidt et à Willy Brandt : *Partenaires de choix ? Le Chancelier Helmut Schmidt et la France*, Berne/Paris, Peter Lang, 1993 et *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013.

tandis que les historiens de l'économie ont davantage pris au sérieux l'étude des élites et de la politique économique de la RFA<sup>53</sup>. De leur côté, les germanistes se sont beaucoup intéressés aux relations franco-allemandes, mais aussi aux partis politiques, ainsi qu'aux cultures économiques et monétaires<sup>54</sup>. Finalement – et à l'inverse des autres régimes –, le gouvernement fédéral et sa politique, son action propre dans le domaine diplomatique comme intérieur, apparaissent, tout bien considéré, comme le parent pauvre de cette histoire française de l'Allemagne de Bonn.

Cette politique voisine, dont nous sommes désormais de plus en plus dépendants, n'en apparaît pas moins absolument fondamentale à l'heure où « l'économie sociale de marché » est devenue officiellement le modèle social européen dans le traité de Lisbonne. C'est ce paradoxe que j'ai souhaité contribuer à surmonter par le choix d'un sujet de mémoire inédit centré sur une thématique fondamentale pour la France et l'ensemble des autres pays européens : celle de la diffusion du modèle économique et social allemand à travers et par le biais des coopérations européennes. Ce travail est l'aboutissement d'un long cheminement thématique pour mettre en évidence l'apport décisif de l'Allemagne à l'*européanisation*, à la transformation et à l'intégration des sociétés européennes depuis 1945. Alors que l'influence allemande en Europe est généralement pensée à travers des origines intellectuelles (école de Fribourg, école de Francfort) et bien sûr à travers le moteur franco-allemand, le rôle propre de la RFA, de sa diplomatie et plus largement de son action culturelle au sein de la communauté n'est que trop rarement mis en évidence. À travers la diffusion d'un modèle, c'est bien ainsi la part du gouvernement allemand dans l'intégration européenne que j'ai cherchée à souligner.

---

<sup>53</sup> Sylvain Schirmann et Mohammed Gaillard Sara (dir.), *Georges Pompidou et l'Allemagne*, Bruxelles, Peter Lang, 2012 ; Hervé Joly, *Patrons d'Allemagne. Sociologie d'une élite industrielle. 1933-1989*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Michel Hau, *France-Allemagne : la difficile convergence*, Bern, Peter Lang, 2015.

<sup>54</sup> Jean-Paul Cahn, *Le parti social-démocrate allemand et la fin de quatrième République française (1954-1958)*, Bern, Peter Lang, 1996 ; Solène Hazouard, René Lasserre et Henrik Uterwedde (dir.), *France-Allemagne : cultures monétaires et budgétaires. Vers une nouvelle gouvernance européenne?*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2015 ; Patricia Commun, *Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande*, Paris, Belles-Lettres, 2016.

Avant d'être celle de l'économie sociale de marché, cette Allemagne de Bonn fut cependant d'abord pour moi celle de Francfort et de Berlin-Ouest, des manifestations étudiantes et des mobilisations politiques de la décennie « 1968 ». L'importance décisive du mouvement étudiant ouest-allemand dans la diffusion et la modélisation de la contestation en Europe et tout particulièrement en France n'est que rarement souligné. Pourtant, le rôle clé des transformations politiques allemandes dans la démocratisation des sociétés européennes ne s'est pas limité au cadre de l'Allemagne de l'Ouest<sup>55</sup>. Consacrée aux mouvements de jeunes des partis politiques en France et en RFA, ma thèse de doctorat proposait précisément une plongée dans l'univers politique ouest-allemand, de ses puissants partis et de leur militantisme massif, mais également d'une nouvelle société démocratique plus qu'aucune autre profondément et durablement marquée et transformée au cours des « longues années 1960 » par l'essor de la pensée critique<sup>56</sup>. Ce travail comparatif avec la France sortait de l'univers d'une histoire franco-allemande certes fondamentale et fondatrice pour le comparatisme, mais parfois limitée dans ses enjeux aux relations internationales<sup>57</sup>.

Le lien entre ces deux Allemagnes fédérales – celle, politique, des années 1968 et celle, économique et sociale, de la diplomatie européenne – s'établit dans les origines et les conséquences économiques des mouvements étudiants en France et en RFA<sup>58</sup>. Ce sujet n'a rien d'anodin, puisqu'il constitue le point clé et de bascule d'une influence non seulement croissante mais de plus en plus assumée politiquement de la RFA en Europe et dans le monde. Il relie également l'Allemagne aux coopérations européennes et à sa place retrouvée dans la diplomatie internationale. Les « années 1968 » ont ainsi non seulement été celles de la démocratisation et de la « seconde fondation »<sup>59</sup> de l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi de l'affirmation internationale du

---

<sup>55</sup> Voir notamment Ingrid Gilcher-Holtey, *Die 68er Bewegung : Deutschland-Westeuropa-USA*, Munich, Beck, 2001.

<sup>56</sup> Mathieu Dubois, *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014.

<sup>57</sup> Corinne Defrance et Ulrich Pfeil (dir.), *Le traité de l'Élysée et les relations franco-allemandes 1945-1963-2003*, Paris, CNRS-Éditions, 2005 ; Hélène Miard-Delacroix, *Le Défi européen de 1963 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2011 ; Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching, *Ennemis héréditaires. Un dialogue franco-allemand*, Paris, Fayard, 2020.

<sup>58</sup> Mathieu Dubois, *Les conséquences économiques de Mai 68 : du désordre social français à l'ordre monétaire européen*, Bruxelles, Peter Lang, 2018.

<sup>59</sup> Christina von Hodenberg et Detlef Siegfried (dir.), *Eine „zweite Gründung“?, „1968“ und die langen 60er Jahre in der Geschichte der Bundesrepublik*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006 et Franz-

*Modell Deutschland*<sup>60</sup>, du passage d'une prudente « diplomatie de la retenue » de l'ère Adenauer à la « grande stratégie » mondiale de l'ère Schmidt<sup>61</sup>. Ce moment clé de renouveau et d'affirmation d'une Allemagne fédérale sortie des incertitudes de la dépendance internationale et d'une démocratie provisoire contraste avec la « fin de la confiance » qui marque les autres pays occidentaux au tournant des années 1960-1970<sup>62</sup>.

\* \* \*

Redonner sa place à l'histoire de la République fédérale dans celle de ses voisins et dans celle du projet européen, tel est l'une des ambitions de ces travaux de recherche. Dans le domaine de l'histoire politique, la démocratisation précoce des structures, le rôle social des partis et leurs interrelations globales, l'ampleur des moyens alloués ont fait de la vie politique de l'Allemagne fédérale un champ d'expérimentation puis de consolidation et d'anticipation des transformations démocratiques parmi les sociétés démocratiques occidentales. Dans le domaine économique et social, la diffusion par la diplomatie allemande du modèle de l'économie sociale de marché a constitué l'un des piliers de l'intégration européenne jusqu'à nos jours. Il en va de même de l'expérience de la division allemande qui contribue à faire de la RFA une actrice incontournable de la réunification continentale depuis 1989. Dans ces différents domaines, la RFA a joué et joue encore aujourd'hui un rôle absolument central dans le processus d'*européanisation*. À l'opposé d'un « continent des ténèbres » détruit par ses divisions et sur lequel plane l'ombre du nazisme, ce processus met en évidence l'apport décisif d'une Allemagne

---

Werner Kersting, Jürgen Reulecke et Hans-Ulrich Thamer (dir.), *Die Zweite Gründung der Bundesrepublik. Generationswechsel und intellektuelle Wortergreifung 1955-1975*, Stuttgart, Steiner, 2010.

<sup>60</sup> Thomas Hertfelder et Andreas Rödder (dir.), *Modell Deutschland, Erfolgsgeschichte oder Illusion?*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2007.

<sup>61</sup> Julian Germann, « German "grand strategy" and the rise of neoliberalism », *International Studies Quarterly*, n° 58, 4/2014, p. 706-716.

<sup>62</sup> Konrad Jarausch (dir.), *Das Ende der Zuversicht?. Die siebziger Jahre als Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

démocratique et libérale à une construction commune en Europe et entre les Européens<sup>63</sup>.

L'appréhension de cette *européanisation* et de la place qu'y tient la RFA suppose de sortir des logiques du franco-allemand pour élargir la perspective aux phénomènes de diffusion, de circulation, de comparaison et de connexion qui le structurent. C'est dans cette logique que j'ai souhaité m'inscrire en écrivant une histoire du décentrement, une histoire à la fois allemande, française, européenne : une histoire transnationale.

---

<sup>63</sup> Ulrike von Hirschhausen et Kiran Klaus Patel, « Europeanization in History: An Introduction », dans Martin Conway et Kiran Klaus Patel (dir.), *Europeanization in the Twentieth Century: Historical Approaches*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2010, p. 2.

## DECENTREMENTS

(Perspectives, approches, méthodes)

Depuis les années 1980, l'école allemande d'histoire sociale, puis le *transnational turn* américain ont amorcé la systématisation d'une « perspective de recherche »<sup>64</sup> suggérée depuis longtemps par les écoles sociologiques française et allemande, puis par l'école des *Annales* à partir notamment de la relation spécifique qu'elle entretenait avec la géographie<sup>65</sup>. L'histoire transnationale s'est donc progressivement construite autour des débats sur le multiculturalisme occidental, non seulement comme champ historiographique spécifique, mais également et avant tout comme approche indispensable à la compréhension des phénomènes historiques et label méthodologique incontournable. Le dépassement des horizons nationaux demeure toutefois étroitement dépendant du rôle de l'État-nation dans l'histoire des sociétés modernes et contemporaines et par conséquent d'une production de sources qui est longtemps restée et reste aujourd'hui encore en grande partie nationale. Loin de la nier ou de la contourner, l'histoire transnationale reconnaît et analyse par conséquent la place de la frontière dans les processus sociaux.

Les instruments spécifiques de l'analyse transnationale tels que la comparaison et l'étude des transferts culturels, des circulations humaines et intellectuelles<sup>66</sup> n'en

---

<sup>64</sup> Akira Iriye et Pierre Saunier (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, London, Palgrave Macmillan, 2009, p. XX.

<sup>65</sup> Sur la comparaison dans les sciences sociales, voir notamment Cécile Vigour, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte, 2005 et Olivier Remaud, Jean-Frédéric Schaub et Isabelle Thireau (dir.), *Faire des sciences sociales. Comparer*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012. Sur le lien entre histoire transnationale et géographie, voir notamment Alan Baker, *Geography and History: Bridging the Divide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 et Pierre Singaravélou (dir.), *L'empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2008.

<sup>66</sup> Michel Espagne et Michael Werner (dir.), *Transferts : les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Éditions Recherche sur les civilisations, 1988 ; Johannes Paulmann, « Internationaler Vergleich und interkultureller Transfer: Zwei Forschungsansätze zur europäischen Geschichte des 18. Bis 20. Jahrhunderts », *Historische Zeitschrift*, n° 267, 1998, p. 649-685 ; Michel Espagne (dir.), *Les transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999 ; Matthias Middell, « Kulturtransfer und transnationale Geschichte », dans *id.* (dir.), *Dimensionen der Kultur- und Gesellschaftsgeschichte*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2007, p. 49-69.

ont donc que davantage d'importance pour saisir des phénomènes qui tendent toujours à s'internationaliser avec l'accroissement des interrelations et des interdépendances avec les accélérations de la mondialisation<sup>67</sup>. Au-delà de l'analyse utile mais limitée des similitudes et des différences, l'historiographie transnationale a ainsi permis de caractériser les évolutions historiques en fonction de critères de convergence et de divergence<sup>68</sup>. C'est en particulier le cas des historiographies s'intéressant aux grandes constructions transnationales telles que les empires coloniaux ou l'unification européenne<sup>69</sup>. La comparaison historique s'est donc enrichie d'une histoire croisée, puis connectée et désormais globale<sup>70</sup> pour aborder l'ensemble des phénomènes relatifs à la prise en compte de l'espace transnational dans les évolutions des sociétés humaines. La multiplication des approches de l'historiographie transnationale a ainsi permis la confrontation systématique des objets d'étude, non plus seulement dans le temps, mais également dans l'espace<sup>71</sup>.

Si le périmètre de l'histoire transnationale demeure sujet à controverse, en particulier sur la place des différentes approches dans cette perspective d'ensemble,

---

<sup>67</sup> Roger Chartier, « La conscience de la globalité », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 56-1, 2001, p. 119-123 ; Anthony G. Hopkins (dir.), *Globalization in World History*, New York, Norton & Co., 2002 ; Jürgen Osterhammel et Niels P. Petersson (dir.), *Geschichte der Globalisierung. Dimensionen, Prozesse, Epochen*, Munich, Beck, 2003 ; Akira Iriye (dir.), *Global Interdependence. The World after 1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

<sup>68</sup> Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940). Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001 ; Hélène Miard-Delacroix et Rainer Hudemann (dir.), *Wandel und Integration. Deutsch-französische Annäherungen der fünfziger Jahre - Mutations et intégration. Les rapprochements franco-allemands dans les années cinquante*, Munich, Oldenbourg, 2005.

<sup>69</sup> Sur cette dernière perspective, l'héritage de l'historien comparatiste est grand envers les travaux pionniers et toujours stimulants d'Hartmut Kaelble, *Wege zur Demokratie. Von der Französischen Revolution zur Europäischen Union*, Stuttgart, DVA, 2001.

<sup>70</sup> Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Éditions du Seuil, 2004 ; Sanjay Subrahmanyam, *Explorations in Connected History. From the Tagus to the Ganges*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Chloé Maurel, *Manuel d'histoire globale. Comprendre le « global turn » des sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Sebastian Conrad, *What is Global History?*, Princeton, Princeton University Press, 2016.

<sup>71</sup> Pour une synthèse historiographique de ces apports, voir notamment Heinz-Gerhard Haupt et Jürgen Kocka (dir.), *Geschichte im Vergleich. Ansätze und Ergebnisse international vergleichender Geschichtsschreibung*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1996 ; Gunilla Budde, Sebastian Conrad et Olivier Janz (dir.), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006 ; Heinz-Gerhard Haupt et Jürgen Kocka (dir.), *Beyond comparison? Debates on comparative and transnational history in Germany*, New York, Berghahn Books, 2008 ; Sophie Baby et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), « Histoires croisées. Réflexions sur la comparaison internationale en histoire », *Cahiers de l'IRICE*, n° 5, 2010 ; Margit Pernau, *Transnationale Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2011 ; Pierre-Yves Saunier, *Transnational History*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2013 ; Akira Iriye, *Global and Transnational History: The Past, Present, and Future*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2013.

le pragmatisme méthodologique tend désormais à l'emporter chez la plupart des chercheurs pour permettre une diffusion de l'approche à l'ensemble des travaux et des objets d'étude<sup>72</sup>. C'est principalement dans cette acception large que l'histoire transnationale s'est ancrée dans le paysage scientifique et institutionnel, en particulier en Allemagne et aux États-Unis dans le cadre de grands instituts de recherche et autour de publications de référence telles que la revue *Comparativ*, fondée en 1991 à l'université de Leipzig, le *Journal of World History* de l'université d'Hawaï et le *Journal of Global History* de Cambridge. En s'institutionnalisant, en s'enrichissant de nouveaux apports et en s'étendant toujours davantage à de nouvelles thématiques, cette perspective a progressivement perdu son caractère d'« aventure » méthodologique<sup>73</sup>. En dépit de cette diffusion, l'impact de l'histoire transnationale demeure toutefois très nettement déséquilibré entre certaines historiographies nationales – comme en Allemagne – où elle s'est systématisée et d'autres – comme en France – où elle reste essentiellement l'apanage de chercheurs et de thématiques spécifiques.

L'histoire franco-allemande a cependant tenu une place fondatrice et encore spécifique dans cet essor de l'histoire transnationale en Europe, non seulement dans les thématiques, dans les méthodes, mais également dans les réseaux de recherche binationaux. Fondé en 1987 par Raymond Poidevin et Josef Becker, le Comité franco-allemand d'histoire contemporaine rassemble quelques deux cents chercheurs des deux pays autour d'approches historiographiques transnationales partagées. La recherche franco-allemande s'est rapidement émancipée du cadre politique et institutionnel de l'étude du franco-allemand et des relations internationales bilatérales pour écrire une véritable histoire transnationale des deux pays, amorcée notamment par Hartmut Kaelble, Michel Espagne, Michel Hau, Sylvain Schirmann, Hélène Miard-Delacroix et bien sûr Rainer Hudemann qui m'a initié à ces réseaux, à ces pratiques scientifiques et à leurs problématiques<sup>74</sup>. Entre 2011 et 2019, l'institut

---

<sup>72</sup> Pour un bilan de ces débats, voir notamment Kiran Klaus Patel, « An Emperor without Clothes? The Debate about Transnational History Twenty-five Years On », *Histoire@Politique*, n° 26, mai-août 2015.

<sup>73</sup> Hartmut Kaelble, « Les mutations du comparatisme international », *Cahiers de l'IRICE*, n° 5, 2010, p. 10.

<sup>74</sup> Voir notamment Hartmut Kaelble, *Nachbarn am Rhein. Entfremdung und Annäherung der französischen und deutschen Gesellschaft seit 1880*, Munich, Beck, 1991 ; Rainer Hudemann, Hartmut Kaelble et Klaus Schwabe (dir.), *Europa im Blick der Historiker. Europäische Integration im 20. Jahrhundert: Bewusstsein und Institutionen*, Munich, Oldenbourg, 1995.

historique allemand de Paris a ainsi édité en onze volumes une *Histoire franco-allemande* de Charlemagne à nos jours<sup>75</sup>. De nombreux ouvrages ont également été publiés dans le cadre de programmes binationaux sur des thématiques ou des périodes spécifiques<sup>76</sup>. En dépit des limites géographiques et thématiques de son spectre d'analyse à l'heure de l'histoire globale, cette historiographie a ainsi eu le mérite, depuis quarante ans, d'apporter une contribution décisive à la construction théorique comme institutionnelle de l'histoire transnationale en Europe, mais aussi à la mise en évidence des insuffisances de l'approche par la comparaison, les transferts culturels et les croisements pour sortir de la focalisation nationale.

C'est donc dans cet héritage historiographique que se sont inscrites mes recherches, non par la construction et l'étude d'objets spécifiquement franco-allemands, mais principalement dans une approche d'histoire transnationale pragmatique et large, utilisant notamment les exemples allemands et français pour éclairer des phénomènes historiques transnationaux plus généraux, en particulier les conséquences européennes de l'accélération de la mondialisation culturelle et économique autour des « longues années 1960 ». Cette approche s'est réalisée au fil des années à travers des thématiques et des méthodes différentes, mais dont la périodisation et la perspective historiographique demeuraient communes et cohérentes : dépasser le cadre national d'analyse des phénomènes transnationaux des années 1960-1970. Ce dépassement du cadre national s'est décliné à travers l'histoire politique, l'histoire économique et l'histoire des relations internationales qui ont constitué le support de trois approches méthodologiques et thématiques différentes : la génération ; la connexion ; le modèle. Une dernière approche, celle de la frontière, est venue compléter utilement cet éventail transnational pour la période des guerres mondiales.

---

<sup>75</sup> Pour la période après 1945, voir les deux volumes : Corine Defrance et Ulrich Pfeil, *Entre guerre froide et intégration européenne. Reconstruction et rapprochement 1945-1963*, Collection « Histoire franco-allemande », vol. 10, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, et Héléne Miard-Delacroix, *Le Défi européen de 1963 à nos jours*, Collection « Histoire franco-allemande », vol. 11, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011.

<sup>76</sup> Quelques exemples sur la période après 1945 : Rainer Hudemann, Burkhard Jellonnek et Bernd Rauls (dir.), *Grenz-Fall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1960*, St. Ingbert, Röhrig, 1997 ; Jean-François Eck et Dietmar Hüser (dir.), *L'Allemagne et la France dans la mondialisation aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Stuttgart, Steiner, 2012 ; Bernhard Gotto, Horst Möller, Jean Mondot et Nicole Pelletier (dir.), *Krisen und Krisenbewusstsein in Deutschland und Frankreich in den 1960er Jahren*, Munich, Oldenbourg, 2012 ; H. Miard-Delacroix et A. Wirsching, *Ennemis héréditaires*, *op. cit.*

## Génération

La première de ces approches a constitué la matière de ma thèse de doctorat soutenue en 2012 à l'université Paris-Sorbonne et à l'Université d'Augsbourg et publiée deux ans plus tard aux Presses universitaires de Paris-Sorbonne<sup>77</sup>. Ce travail partait du constat initial d'un cloisonnement historiographique des « années 1968 » au-delà de quelques approches principalement focalisées sur la comparaison des mouvements étudiants et l'étude de leurs circulations<sup>78</sup>. L'histoire globale de ces mouvements était venue renouveler en profondeur leur compréhension lors de leur quarantième anniversaire en 2008<sup>79</sup>. Toutefois, une telle approche restait focalisée sur une histoire culturelle largement déconnectée des évolutions économiques, sociales et politiques du contexte des années 1960. C'était tout particulièrement le cas dans le domaine de l'histoire politique où le cloisonnement historiographique – encore fortement influencé par les publications des acteurs – recoupait largement les clivages contemporains et le rejet des formes « traditionnelles » de la politique par les mouvements étudiants. Il semblait ainsi presque contradictoire de vouloir étudier les organisations politiques les plus importantes en nombre dans le contexte politique d'une époque caractérisée par leur critique, leur remise en question et leur transformation.

---

<sup>77</sup> Mathieu Dubois, *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014. Voir notamment les recensions de l'ouvrage par Gerd-Rainer Horn pour la revue *Histoire@Politique*, mis en ligne le 14 janvier 2016 ; Anne-Marie Corbin dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 217, juillet-septembre 2016, p. 71-73 ; Marie-Bénédicte Vincent, dans *HES – Histoire, économie et société*, 4/2016, p. 123-124.

<sup>78</sup> Ingrid Gilcher-Holtey (dir.), *1968: vom Ereignis zum Gegenstand der Geschichtswissenschaft*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1998 ; *id.*, *Die 68er Bewegung: Deutschland-Westeuropa-USA*, Munich, Beck, 2001 ; Gerd-Rainer Horn, *The Spirit of 68. Rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; Martin Klimke, *The Other Alliance. Student Protest in West Germany and the United States in the Global Sixties*, Princeton, Princeton University Press, 2010. Voir également Édouard Husson (dir.), « 1968. Une histoire comparée : l'Allemagne fédérale et ses partenaires occidentaux », dossier de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 2, avril-juin 2003.

<sup>79</sup> Norbert Frei, *1968: Jugendrevolte und globaler Protest*, München, Deutscher Taschenbuchverlag, 2008 ; Philipp Gassert et Martin Klimke (dir.), *1968, Memories and Legacies of a Global Revolt*, Washington, German Historical Institut, 2009 ; Martin Klimke, Jacco Pekelder et Joachim Scharloth (dir.), *Between Prague Spring and French May. Opposition and Revolt in Europe, 1960-1980*, New York / Oxford, Berghahn Books, 2011.

L'ambition de cette thèse fut donc de rompre avec ce double cloisonnement à la fois national et social de l'histoire des mouvements étudiants pour proposer une lecture large de l'influence soixante-huitarde dans les sociétés occidentales. La comparaison franco-allemande s'imposait ici pour sortir de l'approche nationale d'un mouvement dont la caractéristique principale était pourtant sa dimension transnationale. Cette perspective revenait également à dépasser la lecture nationale des cultures politiques qui prévalait dans le cadre d'une historiographie des partis caractérisée par une assez faible ouverture aux questionnements transnationaux<sup>80</sup>. Elle permettait de croiser à la fois des cultures politiques nationales, mais également des cultures partisans (communiste, social-démocrate, socialiste, gaulliste, libérale, chrétienne-démocrate) avec la culture politique soixante-huitarde. Une telle comparaison offrait ainsi la possibilité de déterminer l'influence spécifique des idées, mais également des pratiques politiques véhiculées par les mouvements étudiants au sein des sociétés. Elle supposait aussi un important travail d'archives, de dépouillement mais aussi d'accès, mobilisant principalement les archives privées des fondations des partis politiques, ainsi que certains fonds non déposés par les organisations de jeunesse, ainsi que des témoignages d'anciens responsables.

Le décroisonnement concernait également l'histoire des jeunes, particulièrement dynamique dans les années 2000 et qui renouvelait alors profondément l'approche des « années 1968 » en l'intégrant dans une périodisation longue et une théorisation conceptuelle autour de la problématisation des âges de la vie<sup>81</sup>. L'histoire politique s'était aussi intéressée à la question des engagements de jeunesse et en particulier des formations de cadets des partis<sup>82</sup>. Ces histoires

---

<sup>80</sup> Voir notamment Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999 et Martin Greiffenhagen et Sylvia Greiffenhagen (dir.), *Handwörterbuch zur politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002.

<sup>81</sup> Anne-Marie Sohn, *Âge tendre et tête de bois : Histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette, 2001 ; Ludivine Bantigny, *Le Plus bel âge? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007 et Ludivine Bantigny et Ivan Jablonka, *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (19<sup>e</sup>-21<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUF, 2009. Voir également Annick Percheron et René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Économica, 1991 ; Anne Muxel, *La Politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

<sup>82</sup> Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », dans Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 303-318 ; François Audigier, *Génération gaulliste : l'Union des jeunes pour le progrès, une école de formation politique (1965-1975)*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2005 ; Gilles Le Béguec, « Partis politiques et groupements de jeunesse », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 4, janvier-avril 2008 ; Ludivine Bantigny et Arnaud Baubérot (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et*

demeuraient toutefois également prisonnières des cadres nationaux, voire partisans, et les monographies transnationales d'histoire de la jeunesse demeurent encore aujourd'hui assez peu nombreuses pour la période alors même que l'essentiel des phénomènes tels que le baby-boom, l'émergence d'une « culture jeune » ou encore la montée du chômage constituent des évolutions communes à la plupart des pays occidentaux<sup>83</sup>.

Cette comparaison transnationale s'est articulée autour du concept sociologique de la *génération*<sup>84</sup>. Ce concept garantissait a priori le dépassement de l'approche nationale et partisane de « 68 » à condition d'élargir le « marqueur générationnel » – la caractéristique commune aux individus de certaines cohortes d'âge – non plus seulement à la participation à telle ou telle mobilisation étudiante<sup>85</sup> ou même à l'appartenance aux cohortes particulièrement nombreuses du baby-boom<sup>86</sup>, mais à l'engagement sans précédent dans des organisations politiques de tous bords. Cette politisation large de la « génération 68 » ne pouvait s'appréhender efficacement qu'au travers des mouvements de jeunes des principaux partis politiques, uniques cadres de politisation disponibles pour une majorité de jeunes dans les années 1960 et pourtant oubliés ou intentionnellement délaissés par l'historiographie des « années 1968 » et une mémoire encore largement politisée. S'éloignant à la fois du discours officiel critique et de la mémoire engagée des acteurs, la perspective générationnelle offrait aussi un spectre politique élargi et de

---

*transmissions politiques (Allemagne, France, Italie, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUF, 2011. En Allemagne : Wolfgang Krabbe, *Parteijugend in Deutschland: Junge Union, Jungsozialisten und Jungdemokraten 1945-1980*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002 ; *id.*, *Kritische Anhänger – Unbequeme Störer. Studien zur Politisierung deutscher Jugendlicher im XX. Jahrhundert*, Berlin, Berliner Wissenschaft Verlag, 2010. Sur le franco-allemand : Hans Manfred Bock, Corinne Defrance, Gilbert Krebs et Ulrich Pfeil (dir.), *Les Jeunes dans les relations transnationales. L'Office franco-allemand pour la jeunesse 1963-2008*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2008.

<sup>83</sup> Thomas Raithel, « Jugendarbeitslosigkeit in der Bundesrepublik Deutschland und in Frankreich in den 1970er und 1980er Jahren », dans *id.* et Thomas Schlemmer (dir.), *Die Rückkehr der Arbeitslosigkeit. Die Bundesrepublik Deutschland im europäischen Kontext 1973 bis 1989*, Munich, Oldenbourg, 2009, p. 67-80.

<sup>84</sup> Karl Mannheim, « Das Problem der Generationen », *Kölner Vierteljahreshefte für Soziologie*, vol. 7, 1928, p. 157-185 – traduction française par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, *Le problème des Générations*, Paris, Nathan, 1990. Sur la formation des générations, voir également Louis Chauvel, *Le destin des générations, structures sociales et cohortes en France au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 2002 ; Magali Boumaza et Jean-François Havard (dir.), « Générations politiques : regards comparés », *Revue internationale de politique comparée*, février 2009.

<sup>85</sup> Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, t. 1, *Les années de rêve*, t. 2, *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987-1988.

<sup>86</sup> Jean-François Sirinelli, *Les Baby-boomers, une génération (1945-1969)*, Paris, Fayard, 2003.

long terme sur la perception et la réception de l'influence soixante-huitarde dans des structures à la fois établie et pérennes<sup>87</sup>. À travers une histoire sociale et culturelle du politique, elle reliait enfin la contestation juvénile aux grandes évolutions de la vie politique et du contexte international.

Cette thèse a ainsi mis en évidence la transformation fondamentale et durable des cultures politiques nationales et partisans par un mouvement transnational. L'ampleur de l'engagement juvénile a imposé une démocratisation des pratiques militantes et une remise en question du fonctionnement traditionnel de la vie politique, accélérant de manière décisive la transformation des modalités d'intégration des masses à la démocratie partisane. La culture politique soixante-huitarde influença à la fois les programmes des partis, mais également leur fonctionnement en favorisant une plus grande conflictualité interne. Contrairement aux idées véhiculées par une mémoire qui leur demeure profondément hostile, les partis ont été les grands bénéficiaires de l'engagement des jeunes, à la fois par un renouvellement militant et par une mutation décisive de leurs pratiques internes, ainsi que par une rationalisation et une professionnalisation de leurs activités à destination des masses. Ainsi, c'est bien la mutation de structures d'engagement politique largement refondées et renouvelées au cours des années 1950-1960 qui favorisa l'expression et l'implantation de formes nouvelles de politisation dans les « années 1968 ».

Au-delà même des jeunes, les « années 1968 » ont transformé le rapport des partis politiques à l'avenir et en particulier à la programmation. Alors que les programmes politiques étaient essentiellement analysés à l'aune d'une culture politique partisane, la comparaison a souligné le rôle de « 68 » comme « moment programmatique » au cours duquel le programme politique est devenu incontournable pour tous les partis, non seulement pour mobiliser une base militante et électorale plus massive, mais également pour dessiner un nouveau rapport à l'avenir dans le régime moderne d'historicité<sup>88</sup>. Les programmes des années 1970

---

<sup>87</sup> Mathieu Dubois, « Les *Jungsozialisten* dans le *SPD*: l'héritage soixante-huitarde au sein de la culture politique sociale-démocrate en Allemagne », dans L. Bantigny et A. Baubérot, *Hériter en politique*, *op. cit.*, p. 153-166.

<sup>88</sup> Reinhart Koselleck, *Vergangene Zukunft. Zur Semantik geschichtlicher Zeiten*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1979 ; François Hartog, *Les régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003 ; Ludivine Bantigny, « "Le temps politisé". Quelques enjeux politiques de la

avaient donc pour enjeu nouveau de proposer un avenir tangible, une alternative politique immédiate pour laquelle se mobiliser au présent<sup>89</sup>. C'est précisément l'échec de ce renouvellement fondamental de la politique dans les « années 1968 » qui devait être l'une des causes de son « désenchantement » au cours des décennies suivantes.

La comparaison franco-allemande a également mis en évidence des différences essentielles entre les deux pays, en particulier dans la puissance sociale et le degré de démocratisation interne des partis politiques<sup>90</sup>. Alors qu'en France, l'implantation de la culture politique soixante-huitarde est restée limitée par un mouvement certes particulièrement important mais paradoxalement éphémère, la RFA fut nettement plus marquée par un mouvement que l'évolution de ses structures politiques et sociales après le nazisme avait mieux préparée à accueillir. Inversement, l'influence du nazisme sur la politisation générationnelle était nuancée au regard de la comparaison française, mais également des facteurs contemporains de cette politisation, en particulier le cadre spécifique de la division allemande et la confrontation au communisme est-allemand. Ces conclusions remettaient en question l'image diffusée par les adeptes de l'école de Francfort d'une société ouest-allemande particulièrement autoritaire et conservatrice héritée d'une refondation chrétienne-démocrate jugée largement incomplète. Elles anticipaient en partie sur le renouvellement de l'histoire politique et sociale des années 1950-1960 qui insiste désormais sur l'importance clé de cette période pour la démocratisation des sociétés européennes dans leurs structures et leurs pratiques<sup>91</sup>.

Il en fut de même dans le domaine de la démographie où la comparaison franco-allemande a relativisé avec force l'impact du baby-boom sur la contestation juvénile des années 1960. Le décalage d'une croissance des naissances plus tardive d'une décennie en RFA comme en Italie remet en effet en cause le lien habituellement établi pour les autres pays occidentaux entre baby-boom et mobilisation de la jeunesse ou même intérêt politique pour la jeunesse. Au contraire, en dépit d'un

---

conscience historique en Mai-Juin 68 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2013, p. 215-229.

<sup>89</sup> Mathieu Dubois, « Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir », *Histoire@Politique*, n° 27, septembre-décembre 2015.

<sup>90</sup> Mathieu Dubois, « "68" et la transformation des partis politiques en RFA et en France », dans *id.* et R. Meltz, *De part et d'autre du Danube, op. cit.*, p. 297-310.

<sup>91</sup> Martin Conway, *Western Europe's Democratic Age: 1945-1968*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

véritable creux démographique au milieu des années 1960, la RFA connut un mouvement étudiant particulièrement puissant et précoce dans le contexte d'une forte politisation des questions relatives à la jeunesse. Il faut donc chercher la cause de cette politisation et des mobilisations dans d'autres phénomènes, à commencer par l'essor des structures scolaires et universitaires, le développement de marges nouvelles d'autonomie de la jeunesse, ainsi que la diffusion d'une culture « jeune » à caractère générationnel. Ces mobilisations s'expliquent donc principalement par une démocratisation antérieure des structures sociales, bien davantage que par un facteur démographique largement secondaire, même s'il a naturellement accentué la visibilité et l'ampleur du phénomène.

Enfin, la comparaison des mouvements de jeunes a contribué à nuancer l'idée d'un internationalisme soixante-huitard. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, l'histoire transnationale a permis de réhabiliter l'importance des frontières, des barrières linguistiques, mais également de l'attachement des acteurs aux cadres et aux cultures nationales. Une large part de la politisation de la jeunesse des années « 1968 » s'est ainsi réalisée autour de la défense du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la reconnaissance de l'État-nation, au Vietnam comme dans l'Allemagne divisée par la Guerre froide<sup>92</sup>. Malgré l'internationalisme affiché dans certaines mobilisations, l'horizon de l'engagement des jeunes restait ainsi prioritairement celui de la nation. Les « années 1968 » furent donc moins marquées par un internationalisme déclinant avec la critique du marxisme-léninisme et des grandes organisations de tutelle ou par l'échec de la création d'une internationale étudiante, que par l'essor de réseaux transnationaux de jeunes mis en évidence par l'analyse des circulations, des structures internationales et des grands rassemblements politiques et festifs en Europe et dans le monde<sup>93</sup>.

Ces diverses conclusions ont ainsi permis d'éclairer l'influence de « 68 » sur les partis politiques et plus généralement sur la transformation de la politique en œuvre au sein des familles politiques de l'époque, ouvrant également la voie à des

---

<sup>92</sup> Andrea Ludwig, *Neue oder Deutsche Linke? Nation und Nationalismus im Denken von Linken und Grünen*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1995 et Wolfgang Kraushaar, *1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur*, Hamburg, Hamburger Edition, 2000, p. 89-129.

<sup>93</sup> Mathieu Dubois, « Les internationales politiques de jeunes et d'étudiants face à l'internationalisme des années 1968 », dans Éric Anceau, Jacques-Olivier Boudon et Olivier Dard (dir.), *Histoire des Internationales. Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2017, p. 223-248.

recherches ultérieures sur la création de nouvelles traditions politiques héritées des « années 1968 », à commencer par l'écologie politique<sup>94</sup>. En décentrant le regard par rapport aux approches classiques de la question, qu'elles relèvent de l'historiographie des « années 1968 » ou de celle des cultures politiques partisans, elles ont conduit à une contextualisation des mouvements étudiants dans les évolutions politiques et intellectuelles de leur temps.

Cette contextualisation demeurait toutefois presque exclusivement centrée sur la culture politique, délaissant ainsi les autres éléments de contexte des « années 1968 », à commencer par les facteurs économiques et sociaux, pourtant au cœur de la contestation et des revendications politiques des jeunes de l'époque. Curieusement, suite à l'échec de la révolution politique, ces revendications n'ont que rarement été prises au sérieux, c'est-à-dire analysées dans leur contenu même et en fonction de la conjoncture d'alors et des grandes transformations de l'économie. Contrairement à sa représentation de révolution culturelle, « 68 » a aussi produit des discours économiques et sociaux extrêmement poussés et particulièrement présents dans les mouvements de jeunes. L'image de prospérité des Trente Glorieuses semble néanmoins avoir dédouané l'historien d'une analyse des facteurs économiques d'émergence de discours principalement anticapitalistes pourtant profondément centrés sur des questions aussi fondamentales que la hausse du chômage, la concentration des multinationales ou encore la libéralisation des marchés européens. C'est précisément cette lacune historiographique, liée à nouveau au cloisonnement entre histoire politique et histoire économique et sociale, qui devait fournir la matrice d'un deuxième axe d'analyse transnationale franco-allemande, cette fois dans une perspective d'histoire connectée.

## Connexions

Cette analyse suggéra ainsi le sujet d'un deuxième ouvrage qui aurait pu constituer la toile de fond du premier et devait par la suite faire le lien avec la perspective plus économique du troisième. Publié en 2018, *Les conséquences*

---

<sup>94</sup> Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes PUR, 2017.

*économiques de Mai 68 : du désordre social français à l'ordre monétaire européen*<sup>95</sup> proposait à la fois une contextualisation économique et sociale des événements de Mai 68 en France dans le cadre de l'ouverture du marché commun européen et une lecture des conséquences économiques et monétaires du mouvement de grèves débouchant de manière indirecte sur la relance européenne des années 1969-1971. Une nouvelle fois, un sujet de prime abord purement français – Mai 68 – apparaissait ainsi sous un jour nouveau en l'étudiant dans une perspective transnationale incluant l'économie et les relations internationales.

L'histoire connectée, issue notamment de l'historiographie des empires coloniaux, dérivait ici de la prise en compte des interdépendances croissantes dans le cadre de la construction européenne naissante. Certes, le « Mai français » était-il lui-même le fruit d'un mouvement transnational de contestation, mais ce mouvement avait tendance à occulter les autres facteurs de contextualisation présents dans l'environnement international. La focalisation politique puis historiographique sur l'interprétation de « Mai 68 » a d'ailleurs conduit à politiser fortement l'analyse économique de la contestation jusqu'à nos jours<sup>96</sup>, l'intégrant au récit décliniste de la nation française en en faisant l'origine d'un décrochage national vis-à-vis d'une Allemagne de nouveau conquérante et réaffirmant sa puissance économique et monétaire<sup>97</sup>.

Le projet de l'ouvrage était donc de dépasser le stade de la comparaison économique, omniprésente dans le discours et les préoccupations politiques depuis l'époque, pour construire une histoire des interconnexions européennes, en particulier franco-allemandes, fondée notamment sur une concomitance rarement relevée et pourtant aussi frappante qu'essentielle aux yeux de tous gouvernements européens de l'époque : l'achèvement du marché commun européen le 1<sup>er</sup> juillet 1968, quelques semaines à peine après la fin du mouvement social français. Il s'agissait

---

<sup>95</sup> Mathieu Dubois, *Les conséquences économiques de Mai 68 : du désordre social français à l'ordre monétaire européen*, Bruxelles, Peter Lang, 2018. Voir également les comptes rendus de Laurent Warlouzet dans la revue *HES – Histoire, Économie et Société*, 4/2019, p. 136-137 et de Michel Hau dans la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 52, 2/2020, p. 448-451.

<sup>96</sup> Kristine Ross, *May '68 and its Afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

<sup>97</sup> Pour une analyse critique de ce récit, voir Robert Frank, *La hantise du déclin : la France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014.

ainsi de reconnecter l'histoire des coopérations européennes à celle des histoires politiques et économiques nationales.

L'ouvrage suivait donc l'histoire de ces interconnexions franco-allemandes dans une lecture chronologique destinée ici encore à mettre en lumière l'influence spécifique du mouvement social. La difficulté d'une telle histoire connectée consistait à pouvoir suivre les effets d'entraînement des interdépendances à la fois en France et en Allemagne, mais également dans différents domaines économiques et sociaux, en mobilisant les archives de divers ministères en France et en Allemagne, celles de la Banque de France, des rapports économiques, mais également des archives parlementaires et de multiples sources publiées.

La première étape visait à replacer Mai 68 dans le contexte d'une mise en concurrence accrue des économies européennes par l'ouverture du marché commun des Six suite à la signature du traité de Rome en 1957. L'impact économique et social de cette ouverture à la concurrence n'a que rarement été étudié en dépit de l'importance des mouvements sociaux et des revendications du monde du travail qui l'accompagnèrent dans la plupart des pays concernés tout au long des années 1960<sup>98</sup>. Il constituait pourtant le fondement d'une recrudescence des comparaisons statistiques entre les Six. Ces dernières étaient alors de plus en plus axées, dans la logique du marché commun, sur les déséquilibres commerciaux et le problème de l'inflation. L'analyse de la politique de « rattrapage » vis-à-vis de l'Allemagne fédérale menée par les gouvernements gaullistes constituait aussi une modeste contribution à une histoire de l'analyse comparée comme instrument des politiques publiques qui reste largement à penser et à écrire à une échelle plus vaste et systématique<sup>99</sup>.

Le deuxième apport de l'ouvrage, en particulier au regard du débat politique français, était de relativiser les conséquences économiques directes de Mai 68 sur la production et les salaires. Dans un contexte de croissance et d'inflation, une rupture de production de quelques semaines ne pouvait avoir un impact de long terme. Là encore, la comparaison internationale permettait également de nuancer fortement l'impact des accords de Grenelle sur l'inflation française, au regard du trend de

---

<sup>98</sup> Bernd Gehrke et Gerd-Rainer Horn (dir.), *1968 und die Arbeiter: Studien zum « proletarischen Mai » in Europa*, Hamburg, VSA-Verlag, 2007.

<sup>99</sup> Peter DeLeon, « The Historical Roots of the Field », dans Robert E. Goodin, Michael Moran et Martin Rein (dir.), *The Oxford Handbook of Public Policy*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 39-57.

hausse des salaires généralisé dans l'ensemble des pays européens au tournant des années 1960-1970. Bien plus importantes et décisives devaient en réalité être les conséquences monétaires de Mai 68 qui, par le jeu de la déstabilisation en cours du système monétaire international, conduisirent le franc dans une situation de dépendance à l'égard du mark et de la Bundesbank. La crise du franc à l'automne 1968 débouchait en effet sur une crise franco-allemande et sur l'affirmation nouvelle de la puissance monétaire de l'Allemagne fédérale.

Cette histoire connectée devait à ce stade relier l'histoire des relations bilatérales à celle de la vie politique et sociale allemande. Elle a permis de mettre en lumière l'importance décisive des débats monétaires sur la réévaluation du deutschemark dans la campagne électorale conduisant à la première alternance de l'histoire politique allemande avec l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt en octobre 1969. Elle offre ainsi une autre lecture de ce moment clé de l'histoire politique intérieure de la RFA et des mouvements étudiants. En provoquant un mouvement de grèves sauvages sans précédent et sans équivalent ultérieur, les déséquilibres monétaires internationaux relie indirectement le « Mai français » au principal mouvement ouvrier que connut la RFA dans les « années 1968 »<sup>100</sup>. En accentuant l'inflation en RFA et en amorçant un trend durable de hausse salariale jusqu'au milieu de la décennie suivante, ce mouvement renforça la focalisation du gouvernement allemand sur la lutte contre l'inflation sur le plan intérieur comme extérieur dans le cadre européen.

Ces différentes connexions éclairent le contexte de la relance franco-allemande de l'Europe monétaire autour du congrès de La Haye en décembre 1969. La dévaluation du franc français puis la réévaluation du deutschemark ont favorisé une prise de conscience de la nécessité d'un renforcement de la coopération économique et monétaire entre les Six pour tenir compte des interdépendances créées par le marché commun. Cet approfondissement aboutit à la rédaction du plan Werner et au premier plan d'Union économique et monétaire lancé avec le Serpent monétaire en 1971. Avec les autres crises monétaires de l'époque, Mai 68 avait ainsi

---

<sup>100</sup> Le sujet des grèves sauvages a également inspiré un intéressant ouvrage d'histoire comparée entre la RFA et le Danemark : Peter Birke, *Wilde Streiks im Wirtschaftswunder. Arbeitskämpfe, Gewerkschaften und soziale Bewegungen in der Bundesrepublik und Dänemark*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2007.

contribué à faire prendre conscience aux Six de la nécessité d'une stabilisation monétaire européenne face au déclin du système monétaire international fondé sur le dollar.

Si Mai 68 avait conduit le gouvernement français à envisager davantage cette coopération monétaire, il n'était cependant pas prêt à renoncer à une part trop importante d'une souveraineté économique qui demeurait précisément indispensable pour atténuer les effets politiques des crises sociales. Face aux vagues spéculatives et aux revendications sociales, il avait d'ailleurs décidé de rétablir le contrôle des capitaux et l'indexation des salaires sur les prix. De ce point de vue, Mai 68 marqua aussi un coup d'arrêt à la politique de libéralisation engagée par la France en 1957-1959 dans la perspective de l'entrée dans le marché commun. De ce point de vue, Mai 68 laissait également une cicatrice profonde dans les relations bilatérales et les négociations européennes, dans la mesure où la contestation française et le ralentissement de la libéralisation économique qui s'ensuivit furent interprétées en Allemagne fédérale comme le signe d'une réticence persistante envers le libéralisme et l'orientation libérale de la construction européenne.

Comme pour les histoires politiques nationales grâce à l'analyse comparative, l'étude des causes et des conséquences économiques de Mai 68 a ainsi permis de contextualiser les mouvements étudiants et ouvriers à travers une approche d'histoire connectée déchiffrant la complexité des interdépendances économiques, sociales et politiques créées par le processus d'intégration européenne. Une telle approche mériterait sans doute d'être étendue à d'autres mouvements sociaux antérieurs ou postérieurs dont les tenants et les aboutissants économiques sont trop souvent négligés faute d'une interconnexion des champs d'étude et d'une perspective transnationale<sup>101</sup>. Les mouvements sociaux les plus récents sont certes davantage reliés à leur contexte économique dans la mesure où leurs revendications politiques contestent plus explicitement la mondialisation économique ou les politiques d'ajustement structurel et de stabilité conduites par les organisations internationales ou européennes. Comme le montre l'exemple de Mai 68, on sous-estime toutefois

---

<sup>101</sup> Les politistes se sont récemment emparés de ce champ en Europe et dans le monde. Voir pour exemple Leyla Dakhli et Vincent Bonnacase, « When "Adjusted" People Rebel: Economic Liberalization and Social Revolts in Africa and the Middle East (1980s to the Present Day) », numéro spécial de la revue *International Review of Social History*, vol. 66, avril 2021.

l'impact indirect sur les contestations sociales nationales du renforcement international de la concurrence et de la compétitivité, ainsi que des politiques qui leur sont liées.

Enfin, l'histoire économique transnationale de Mai 68 ouvrait la voie à un questionnement plus vaste et ambitieux chronologiquement et géographiquement autour des modalités de la diffusion du libéralisme en France, mais plus largement au sein de l'Europe communautaire. Si les mouvements de contestation étaient venus rappeler que cette libéralisation n'allait pas de soi socialement et politiquement, quels en étaient les vecteurs gouvernementaux et communautaires ? Le refus de Pompidou d'accepter le plan Werner en novembre 1970 offre ici une clé essentielle pour l'historien<sup>102</sup>. L'ancien négociateur de Grenelle rejeta en effet dans un premier temps un plan d'Union économique et monétaire (UEM) largement inspiré par les « économistes » allemands pour libéraliser l'économie au détriment des moyens de contrôle étatique. C'est précisément cette opposition, qui dépasse de loin la simple querelle entre « économistes » et « monétaristes » relative à l'UEM, qui structure en partie les débats sur l'orientation de l'intégration économique tout au long de l'histoire de la communauté européenne. Ces questionnements ont fourni le sujet d'une troisième analyse transnationale, dépassant cette fois le franco-allemand pour s'intéresser à la place de l'Allemagne fédérale dans la communauté et à sa politique envers ses partenaires dans une logique de diffusion se rapportant à une approche d'histoire globale.

## Modèle

Cette troisième analyse a inspiré la rédaction d'un mémoire inédit achevé en 2021 et intitulé *L'économie sociale de marché à la conquête de l'Europe. L'influence de la diplomatie allemande sur le modèle économique européen (1953-1993)*. Au-delà de la simple question de l'influence diplomatique, ce travail s'intéresse en réalité à la diffusion de politiques économiques par le biais d'un cadre supranational dans une logique d'histoire globale. Les grands paradigmes économiques des XIX<sup>e</sup> et

---

<sup>102</sup> C'est d'ailleurs ce qu'avait déjà remarqué Robert Frank dans un article intitulé : « Pompidou, le franc et l'Europe », dans Jean-René Bernard, François Caron, Maurice Vaïsse, et Michel Woimant (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 339-369.

XX<sup>e</sup> siècles (marxisme, keynésianisme, néolibéralisme) ont ainsi fait l'objet d'une diffusion dans des politiques économiques modélisées dont les grandes organisations internationales ont progressivement fourni le cadre privilégié. L'influence globale du *New Deal* américain sur les politiques publiques nationales dans le monde s'est ainsi largement appuyée sur les institutions de la nouvelle gouvernance mondiale fondée en 1945<sup>103</sup>. De même, le tournant néolibéral des années 1970-1980 s'est aussi servi de ces mêmes institutions dont l'orientation a profondément été modifiée par l'arrivée d'une nouvelle génération d'administrateurs<sup>104</sup>. En Europe, il a été fondé sur l'essor de la gouvernance européenne et des coopérations européennes qui ont progressivement réorienté l'ensemble des politiques publiques nationales<sup>105</sup>.

Alors que l'influence des États-Unis sur la diffusion globale du *New Deal* est aussi évidente que bien documentée, la diffusion du paradigme néolibéral en Europe renvoie souvent à l'influence pourtant aussi tardive que limitée du thatchérisme sur les nouveaux partenaires de la Grande-Bretagne. Plus sûrement, nombre de travaux ont souligné le rôle clé de l'ordolibéralisme allemand dans l'orientation progressive de la communauté européenne vers des politiques prioritairement orientées vers le marché<sup>106</sup>. En revanche, cette influence allemande est largement demeurée dans l'ombre d'une « diplomatie de la retenue » donnant l'impression, y compris en RFA, d'une faiblesse de la position allemande contrastant fondamentalement avec une critique généralisée en Europe de l'ordolibéralisme au cours des deux dernières décennies. Ce constat est également valable pour la diplomatie allemande dans son

---

<sup>103</sup> Kiran Klaus Patel, *The New Deal: A Global History*, Princeton, Princeton University Press, 2017.

<sup>104</sup> David Stedman Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2012.

<sup>105</sup> Laurent Warlouzet, *Governing Europe in a Globalizing World*, New York, Routledge, 2017.

<sup>106</sup> On citera simplement ici : Jacques Stohler, « Neoliberalismus und Europäische Integration », *Europa-Archiv*, 17, 1962, p. 99-118 ; Manfred Streit, « Soziale Marktwirtschaft im europäischen Integrationsprozess: Befund und Perspektiven », dans Dieter Cassel (dir.), *Fünfzig Jahre Soziale Marktwirtschaft. Schriften zu Ordnungsfragen der Wirtschaft. Ordnungstheoretische Grundlagen, Realisierungsprobleme und Zukunftsperspektiven einer wirtschaftspolitischen Konzeption*, Stuttgart, Lucius & Lucius, 1998, p. 177-199 ; Laurence Simonin, « Ordolibéralisme et intégration économique européenne », *Revue d'Allemagne*, t. 33, 1/2001, p. 65-88 ; Thomas Sandkühler (dir.), *Europäische Integration. Deutsche Hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920-1960*, Göttingen, Wallstein, 2002 ; Milène Wegmann, *Der Einfluss des Neoliberalismus auf das Europäische Wettbewerbsrecht: 1946-1965. Von den Wirtschaftswissenschaften zur Politik*, Baden-Baden, Nomos, 2008 ; Patricia Commun, *Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande*, Paris, Belles-Lettres, 2016 ; Josef Hien et Christian Joerges (dir.), *Ordoliberalism, Law and the Rule of Economics*, Portland, Hart Publishing, 2017.

ensemble dont le rôle est souvent minoré par son refus d'apparaître comme une puissance. La RFA est ainsi souvent présentée par l'historiographie des relations internationales et des coopérations européennes comme un acteur secondaire, négatif et échouant systématiquement à imposer ses desseins, comme une « puissance apprivoisée » ou « joueur de veto », voire un « architecte involontaire »<sup>107</sup>.

S'il est parfaitement nécessaire de prendre en compte cette dimension essentielle de l'action extérieure d'une Allemagne post-nazisme, il convient aussi d'en nuancer la réalité en soulignant l'importance des autres moyens d'action et d'influence utilisés par les Allemands pour imposer leur volonté dans les relations internationales. C'est en particulier le cas de l'économie et notamment des questions monétaires et financières pour lesquelles la RFA a bénéficié dès les années 1950 d'un avantage essentiel avec les réserves de la Bundesbank que l'économisation des relations internationales dans les décennies suivantes a progressivement transformé en atout maître. L'historiographie a récemment souligné le rôle déterminant joué par l'Allemagne fédérale dans la conception d'un nouvel ordre mondial dans les années 1970, non seulement par sa place dans les sommets internationaux, mais également par son action au sein des instances de la gouvernance mondiale et en particulier du FMI dont elle contribua à réorienter les priorités<sup>108</sup>. L'action extérieure de la RFA dans la diffusion du libéralisme dans d'autres pays a également été récemment mise en évidence par des travaux transnationaux sur les années 1970<sup>109</sup>. Cette action ne s'est d'ailleurs pas limitée à la diplomatie et s'est largement appuyée sur les fondations des partis politiques dont l'action en Europe du Sud a également été précisée<sup>110</sup>. L'ensemble de ces travaux souligne le rôle clé de l'Allemagne fédérale dans la globalisation du néolibéralisme

---

<sup>107</sup> Peter Katzenstein (dir.), *Tamed Power. Germany in Europe*, New York, Cornell University Press, 1996 ; Kiran Patel, « Veto Player No.1? Germany and the Creation of the ECC's Common Agricultural Policy, 1957-1964 », dans Michael Gehler (dir.), *From Common Market to European Union Building. 50 Years of the Rome Treaties, 1957-2007*, Cologne, Böhlau, 2009, p. 349-370 ; François Denord et Antoine Schwartz, « L'économie (très) politique du traité de Rome », *Politix*, n° 89, 2010, p. 35-56 ; Julian Germann, *Unwitting Architect, German Primacy and the Origins of Neoliberalism*, Stanford, Stanford University Press, 2021.

<sup>108</sup> Johannes Karczewski, « *Weltwirtschaft ist unser Schicksal* ». *Helmut Schmidt und die Schaffung der Weltwirtschaftsgipfel*, Bonn, Dietz, 2008 ; J. Germann, *Unwitting Architect*, op. cit..

<sup>109</sup> Cornel Ban, *Ruling Ideas: How Global Liberalism Goes Local*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

<sup>110</sup> Patrik von zur Mühlen, *Die internationale Arbeit der Friedrich-Ebert-Stiftung. Von den Anfängen bis zum Ende des Ost-West-Konflikts*, Bonn, Dietz, 2007 ; Antonio Muñoz Sánchez, *Von der Franco-Diktatur zur Demokratie. Die Tätigkeit der Friedrich Ebert Stiftung in Spanien*, Bonn, Dietz, 2013.

et dans sa diffusion nationale et locale à partir des années 1970-1980 en s'appuyant en particulier sur les structures de la gouvernance mondiale.

Curieusement, la place de l'intégration européenne dans cette influence globale de l'Allemagne fédérale n'a été que très peu étudiée jusqu'aux années 2000-2010 où les économistes, les juristes, puis les historiens s'y sont progressivement intéressés dans le contexte de la montée en puissance de la critique sociale et politique de l'ordolibéralisme. Si la diplomatie européenne de la RFA a bien entendu fait l'objet d'études détaillées, le rôle de son modèle économique et de sa diffusion a été finalement peu éclairé par des études fondées sur les sources. L'histoire de la diffusion de l'économie sociale de marché demeure largement axée sur son implantation dans la RFA du « miracle économique », tandis que celle de l'ordolibéralisme se focalise essentiellement sur les origines intellectuelles du courant dans l'entre-deux-guerres, délaissant largement la question de son influence en Europe et dans le monde au-delà des années 1950<sup>111</sup>. Paradoxalement, l'économie sociale de marché et l'ordolibéralisme ont même longtemps été les grands absents des analyses portant sur le renouveau néolibéral des années 1980.

Il en va de même dans les autres historiographies nationales qui ont parfois minoré, faute d'études détaillées, le rôle de la RFA et du modèle allemand dans les « tournants néolibéraux » des années 1970-1980. C'est en particulier le cas de l'historiographie britannique qui s'est prioritairement concentrée sur la question des relations entre Margareth Thatcher et l'Allemagne fédérale, au détriment de l'influence allemande sur le tournant des années 1976-1979. L'historiographie italienne a récemment réévalué l'influence du gouvernement Schmidt sur la politique intérieure et en particulier économique des « années de plomb »<sup>112</sup>. Les historiens espagnols ont également pris en compte l'influence des réseaux allemands dans la transition démocratique, mais également dans la diffusion d'une vision néolibérale du

---

<sup>111</sup> Anthony J. Nicholls, *Freedom with Responsibility. The Social Market Economy in Germany, 1918-1963*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Ralf Ptak, *Vom Ordoliberalismus zur Sozialen Marktwirtschaft: Stationen des Neoliberalismus in Deutschland*, Opladen, Leske+Budrich, 2004 ; Jonas Falting, *"Alte" und "Neue" Soziale Marktwirtschaft in der BRD: Kontinuitäten und Brüche in den sozio-politischen Bedingungen und der Parteipolitischen Verankerung*, Marbourg, Tectum, 2012.

<sup>112</sup> Giovanni Bernardini, « The Federal Republic of Germany and the "Resistible Rise" of the Historic Compromise in Italy (1974-1978) », dans Antonio Varsori et Guia Migani (dir.), *Europe in the International Arena during the 1970s. Entering a Different World*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 317-337.

capitalisme<sup>113</sup>. En France, au-delà des conséquences économiques de Mai 68, le « tournant la rigueur » de 1983 est souvent lu presque exclusivement à travers le prisme d'une histoire du socialisme et des élites politico-administratives françaises<sup>114</sup>. La question de l'influence de la diplomatie allemande et de l'ordolibéralisme est pourtant au cœur des débats qui divisent alors les socialistes français et constitue la principale préoccupation d'une partie d'entre eux, à commencer par le courant qui s'organise alors autour Jean-Pierre Chevènement et qui alimentera l'opposition au traité de Maastricht<sup>115</sup>. Au niveau communautaire, l'influence allemande a été bien identifiée à la Commission, en particulier dans le cadre de la DG Concurrence<sup>116</sup>. Sa place dans les sommets et les négociations bilatérales a également été mise en évidence. En revanche, son rôle clé dans les multiples instances et comités en cours de création tout au long de l'histoire de l'intégration est trop souvent négligée, alors même que ces organes ont parfois une influence déterminante sur la conception, l'orientation et la mise en œuvre des politiques communautaires et nationales. C'est précisément ce que la diplomatie allemande a compris très tôt en encourageant leur création et en les investissant.

Le projet d'écrire une histoire européenne de l'économie sociale de marché de sa conception et de son institutionnalisation dans l'Allemagne d'après-guerre à l'adoption de ses principes et de ses grandes orientations dans le cadre du traité de Maastricht entendait réunir l'ensemble de ces influences et de ces apports historiographiques récents dans une histoire globale prenant en compte également ceux de la perspective transnationale, mais également du temps long. Si un tel projet peut paraître ambitieux, la concentration de la recherche sur les *critical junctures* et certains acteurs majeurs comme le ministère fédéral de l'Économie ont permis de centrer le propos essentiellement sur la question de l'orientation des politiques

---

<sup>113</sup> Antonio Muñoz Sánchez, *El amigo alemán, El SPD y el PSOE de la dictadura a la democracia*, Barcelone, RBA Libro, 2012.

<sup>114</sup> Fait exception notamment l'article de Laurent Warloutet, « Le spectre de la crise financière française de 1983. Influences et solidarités européennes », dans « 1983, un tournant libéral ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 138, avril-juin 2018, p. 93-107.

<sup>115</sup> Mathieu Dubois, « Contre un "Saint-Empire de la finance" : Jean-Pierre Chevènement contre le retour de la puissance allemande en Europe », dans Régis Boulat et Renaud Meltz (dir.), *Jean-Pierre Chevènement. Le dernier des jacobins*, Paris, Nouveau monde éditions, 2021, p. 454-472.

<sup>116</sup> Katja Seidel, « DG IV and the origins of a supranational competition policy. Establishing an economic constitution for Europe », dans Wolfram Kaiser, Brigitte Leucht et Morten Rasmussen (dir.), *The history of the European Union: Origins of a trans- and supranational polity 1950-72*, New York/London, Routledge, 2009, p. 129-147.

économiques européennes vers les principes du marché libre, plus ou moins inspirés par l'*Ordnungspolitik* allemande.

La difficulté du travail résidait néanmoins dans l'ampleur des sources à consulter et des choix à opérer dans les archives des ministères allemands (Affaires étrangères, Économie, Finances) et des fondations politiques (Friedrich-Ebert, Konrad-Adenauer, Ludwig-Erhard, Hanns-Seidel), ainsi que dans l'abondante littérature concernant l'ordolibéralisme comme l'économie sociale de marché en Allemagne comme dans les pays partenaires. Enfin, l'analyse de l'impact de l'économie sociale de marché dans les autres pays européens a nécessité non seulement la maîtrise d'une bibliographie particulièrement diverse, mais également des connaissances suffisantes dans plusieurs langues européennes en dehors même de l'anglais, du français et de l'allemand.

L'enjeu d'un tel ouvrage ne peut être l'exhaustivité sur l'ensemble de l'influence allemande sur les différents domaines de l'économie européenne, mais bien de déterminer les domaines clés, les moments décisifs et les conceptions durables qui structurent une action globale visant à orienter les politiques communautaires et nationales vers le choix et le respect d'un ordre économique. Dans cette perspective, les politiques commerciale, industrielle et de la concurrence ont été particulièrement ciblées, de même que les enjeux monétaires qui sont au cœur de la redéfinition progressive du rôle international du deutschemark. La question de l'acceptation de principes économiques communs s'est centrée sur les préoccupations du gouvernement et de l'opinion ouest-allemande, en particulier sur la remise en question progressive du rôle économique de l'État et des débats précoces en RFA sur la dette et les déficits publics qui devaient par la suite jouer un rôle déterminant dans la définition des critères de stabilité. Avant même le tournant néolibéral anglo-saxon, ces débats allemands ont participé à la remise en cause du consensus keynésien fondé sur une politique conjoncturelle active au profit d'une méfiance généralisée envers l'État, son poids économique et ses modalités de financement par la dette ou la monnaie<sup>117</sup>.

---

<sup>117</sup> Mathieu Dubois, « Le débat sur la dette publique en Allemagne fédérale dans les années 1970 : une crise politique fondatrice », dans Gérard Béaur (dir.), *Les crises de la dette publique*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2019, p. 495-512. Voir également Hans-Peter

Enfin, la diffusion de ces principes économiques a également contribué à orienter les politiques sociales et environnementales menées par les États à partir des années 1970. Par-delà les limites imposées à l'Europe sociale, le modèle de l'économie sociale de marché a en effet influencé les politiques environnementales naissantes dans les années 1970-1980 en contrant les vellétés dirigistes et interventionnistes née du rapport du club de Rome au profit de la préservation du marché libre et de l'introduction de mécanismes d'« économisation de l'environnement » tels que le principe pollueur-payeur et le principe de précaution<sup>118</sup>. La précocité des programmes environnementaux de la RFA a non seulement favorisé une diffusion rapide du modèle et des standards allemands, mais également une européanisation des questions environnementales<sup>119</sup>. La diplomatie allemande a ainsi joué un rôle clé dans l'émergence d'une « culture européenne de sécurité environnementale » privilégiant une approche par les normes à un essor des politiques publiques de l'environnement<sup>120</sup>.

Alors que l'historiographie a eu tendance depuis plus d'une décennie à focaliser son attention sur les années 1970 et que l'ouverture des archives l'oriente désormais sur la décennie suivante, ce mémoire a volontairement choisi une perspective de temps long (1953-1993) afin de saisir les permanences et les transformations de l'action extérieure de la RFA, mais également de son modèle et de son influence. La longue durée apparaît en effet indispensable pour prendre en compte l'évolution de cette action au rythme des différentes phases d'institutionnalisation, d'approfondissement et de consolidation de l'économie sociale de marché en RFA. Si l'objectif de diffuser les principes de l'*Ordnungspolitik* constitue le fil directeur de cette politique, les grandes phases de cette diffusion correspondent à des priorités définies en fonction d'un contexte et d'opportunités. La mutation de la

---

Ullmann, « La fin de l'illusion de la dette en République fédérale d'Allemagne au sortir des années 1970 », *Histoire, économie & société*, 2/2016, p. 93-106 (traduit de l'allemand par Mathieu Dubois).

<sup>118</sup> Rüdiger Graf, « Die Ökonomisierung der Umwelt und die Ökologisierung der Wirtschaft », dans *id. (dir.), Ökonomisierung. Debatten und Praktiken in der Zeitgeschichte*, Göttingen, Wallstein, 2019, p. 188-212.

<sup>119</sup> Thorsten Schulz-Walden, *Anfänge globaler Umweltpolitik: Umweltsicherheit in der internationalen Politik (1969-1975)*, Munich, Oldenbourg, 2013 ; Frank Uekötter, *The Greenest Nation? A New History of German Environmentalism*, Cambridge, MIT Press, 2014.

<sup>120</sup> Heinrich Pehle et Alf-Inge Jansen, « Germany: The Engine in European Environmental Policy? », dans Kenneth Hanf et Alf-Inge Jansen (dir.), *Governance and Environment in Western Europe. Politics, Policy and Administration*, New York, Routledge, 1998, p. 82-109.

réalité du modèle allemand constitue ainsi un facteur clé de compréhension de son influence à l'échelle européenne, en particulier pour prendre en compte les modifications du modèle exportateur allemand au fil des décennies. L'un des intérêts d'une telle recherche réside également dans la mise en évidence des permanences idéologiques et diplomatiques qui font la force de la RFA dans les négociations européennes par rapport à des partenaires aux conceptions plus changeantes et moins fermement ancrées dans une théorie économique solide. De nombreux aspects de l'influence allemande sur l'intégration économique européenne ne peuvent ainsi s'appréhender qu'en prenant en compte la montée en puissance progressive d'un modèle qui s'affirme par ses résultats, se réalise par étapes et se diffuse dans la durée. Cette perspective chronologique d'ensemble est scandée en trois phases clés qui marquent les priorités progressives de la diplomatie européenne de la RFA : l'acceptation d'une union économique fondée sur une orientation libérale (1953-1965) ; l'institutionnalisation de la politique de stabilité monétaire (1966-1979) ; la systématisation de la concurrence dans le cadre du marché intérieur (1980-1993). Sans rompre tout à fait avec la chronologie classique de la construction européenne, ce découpage permet une relecture de cette histoire à l'aune des priorités d'une économie nationale et des impératifs de la diffusion de ses principes.

Cette diffusion de l'économie sociale de marché s'apparente à une forme particulière de « conquête », dans la mesure où elle passe à la fois par une victoire sur les oppositions et une mutation qui l'accompagne. Si, dans cette acception, le terme n'a naturellement rien de militaire ou même d'hostile, il décrit toutefois bien une diffusion lente, un déploiement patient, résolu et constant, s'intégrant dans une série de stratégies diplomatiques plus ou moins assumées, mais toujours orientées vers un même but et aboutissant à son acceptation par un processus de sélection et de mutation. Cette « conquête » intellectuelle et politique de l'Europe par l'économie sociale de marché a également bénéficié d'un atout essentiel : la « ruse de l'idée » – telle que l'avait baptisée Alfred Müller-Armack<sup>121</sup> –, c'est-à-dire l'avantage diplomatique systématique du libéralisme dans le cadre de coopérations

---

<sup>121</sup> Alfred Müller-Armack, *Wirtschaftsordnung und Wirtschaftspolitik. Studien und Konzepte zur Sozialen Marktwirtschaft und zur Europäischen Integration*, Bern/Stuttgart, Haupt, 1976, p. 405.

intergouvernementales face aux doctrines économiques et sociales prônant l'interventionnisme et exigeant par là-même davantage de décisions et d'abandons de souveraineté.

L'analyse des modalités de diffusion de l'économie sociale de marché s'est d'abord appuyée sur une histoire de la transmission des concepts et des idées à travers la notion d'*intégration*, directement inspirée du néolibéralisme et désignant, dans la diplomatie allemande, l'établissement d'une liberté économique universelle reliant par des échanges sans entraves les diverses nations du monde<sup>122</sup>. Avant même la stabilité monétaire ou la politique de la concurrence, ce concept constitue bien l'apport principal et le plus durable du néolibéralisme aux débats autour du projet européen. Si l'ordolibéralisme et son histoire sont aujourd'hui assez bien connus, la question de sa transmission dans la sphère administrative, politique ou entrepreneuriale demeure assez peu étudiée en Allemagne comme dans les autres pays<sup>123</sup>.

Ce lien fondamental entre théories économiques et choix politiques a cependant été profondément renouvelé par l'historiographie allemande des vingt dernières années pour souligner l'importance spécifique acquise par l'expertise économique en RFA au cours des trois décennies d'après-guerre<sup>124</sup>. Analysant la « scientification du social » dans les pays industrialisés<sup>125</sup>, les historiens allemands se sont également intéressés aux grandes structures de cette transmission, telles que le Conseil des experts économiques, le Bundeskartellamt et la Bundesbank, mais également et peut-être surtout, le ministère fédéral de l'Économie, bastion indéfectible de la tradition ordolibérale d'Erhard à nos jours<sup>126</sup>. Officiellement

---

<sup>122</sup> M. Wegmann, *Früher Neoliberalismus, op. cit.*, p. 17.

<sup>123</sup> Voir notamment Hauke Janssen, *Milton Friedman und die "monetaristische Revolution" in Deutschland*, Metropolis, Marbourg, 2006 ; Lars Feld, Karen Horn et Karl-Heinz Paqué (dir.), *Das Zeitalter von Herbert Giersch. Wirtschaftspolitik für eine offene Welt*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2013 ; Joachim Algermissen, *Hans Tietmeyer: Ein Leben für ein stabiles Deutschland und ein dynamisches Europa*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2019.

<sup>124</sup> Alexander Nützenadel, *Stunde der Ökonomen, Wissenschaft Politik und Expertenkultur in der Bundesrepublik 1949-1974*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005 et Tim Schanetsky, *Die große Ernüchterung. Wirtschaftspolitik, Expertise und Gesellschaft in der Bundesrepublik 1966-1982*, Berlin, de Gruyter, 2007.

<sup>125</sup> Lutz Raphael, « Die Verwissenschaftlichung des Sozialen als methodische und konzeptionelle Herausforderung für eine Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts », *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 22, 1996, p. 165-193.

<sup>126</sup> Bernhard Löffler, *Soziale Marktwirtschaft und administrative Praxis: das Bundeswirtschaftsministerium unter Ludwig Erhard*, Stuttgart, Steiner, 2002 et Werner

responsable de la politique européenne de la RFA en matière économique, ce ministère est donc un acteur clé de ce mémoire qui ne se réduit cependant pas à une monographie d'histoire administrative. L'intérêt de cette analyse de la position diplomatique allemande réside justement dans la mise en évidence des divergences, des désaccords, des changements stratégiques de celle-ci au gré de l'influence des différents ministères et des alternances politiques, mais également de l'évolution de la place des experts dans le débat public. Cette tension stratégique constante met ainsi en lumière la persistance en Allemagne d'une forme de « querelle des méthodes » qui divisait déjà au XIX<sup>e</sup> siècle la science économique allemande sur la possibilité et l'opportunité de diffuser un modèle économique national<sup>127</sup>.

C'est précisément la force de l'implantation d'une tradition intellectuelle adaptable au sein de réseaux administratifs et politiques qui a contribué au succès des conceptions allemandes face aux alternatives socialistes, sociales-démocrates, planistes, protectionnistes, mais aussi et finalement thatchériennes. L'analyse de la diffusion de l'économie sociale de marché se fonde à la fois sur les relations internationales et sur une histoire transnationale permettant d'appréhender la transmission progressive des idées néolibérales grâce à une approche par les circulations. La question des vecteurs de diffusion apparaît donc d'autant plus importante ici que la RFA s'est largement abstenue d'une propagande politique directe envers ses voisins dans ce domaine. La diffusion du modèle s'est ainsi réalisée principalement via une action diplomatique au sein des grandes organisations de la gouvernance mondiale (FMI, Banque mondiale, GATT), mais également et de plus en plus prioritairement dans le cadre des coopérations européennes (CEE, OCDE). Privilégiée à une intervention bilatérale rapidement jugée diplomatiquement délicate, cette stratégie a contribué à l'investissement particulièrement important de la RFA dans les réseaux et les instances communautaires.

---

Abelshauer (dir.), *Wirtschaftspolitik in Deutschland 1917-1990*, t. 4, *Das Bundeswirtschaftsministerium in der Ära der sozialen Marktwirtschaft. Der deutsche Weg der Wirtschaftspolitik*, Munich, Oldenbourg, 2016.

<sup>127</sup> Gilles Campagnolo, *Carl Menger. Entre Aristote et Hayek. Aux sources de l'économie moderne*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 93-132 ; Patricia Commun et Raphaël Fèvre, *Walter Eucken, entre économie et politique*, Lyon, ENS, 2019, p. 27-31.

Enfin, cette diffusion a été mise en évidence par le biais d'une histoire transnationale permettant d'analyser la réalité de l'influence allemande auprès de ses partenaires et les raisons de leur acceptation progressive d'un nouveau modèle économique et social dont l'adaptation allait se révéler particulièrement délicate politiquement. Cette perspective transnationale intègre également certains acteurs non diplomatiques tels que les fondations politiques allemandes et leur rôle dans l'action culturelle extérieure de la RFA. Si les facteurs internes à chaque pays ne doivent pas être négligés, l'influence de la diplomatie allemande au niveau communautaire, comme au niveau national a donc constitué un élément structurant de cette conversion d'une large part des élites des pays européens à une orientation économique faisant primer le marché libre.

Loin de se réduire à une histoire nationale à laquelle elle avait été principalement cantonnée jusque-là, la question de la diffusion du modèle de l'économie sociale de marché apparaît ainsi comme un objet d'histoire européenne à traiter prioritairement par le biais d'une approche d'histoire globale. En dépit des lacunes qu'une perspective chronologique et thématique aussi large ne manque pas de présenter dans le détail, ce mémoire invite également à approfondir la question de la confrontation des modèles politiques, économiques et sociaux en Europe durant la période de la Guerre froide et de la Communauté européenne. Il mériterait sans doute également une prolongation dans la période suivante qui marque une prise de conscience des conséquences politiques et sociales du modèle de l'économie sociale de marché au sein de l'Union européenne. Acceptée par les élites dans le cadre communautaire, la « conquête » de l'Europe par le modèle de l'économie sociale de marché devait en effet montrer ses limites, comme cela avait déjà été le cas en Mai 68, en devenant une affaire politique de conversion des masses.

## **Frontières**

Parallèlement à ces trois projets structurants autour d'une histoire transnationale de l'Allemagne d'après-guerre, mon approche de cette perspective a été complétée par plusieurs travaux d'histoire comparée entre la France et l'Allemagne. L'expérience de la méthodologie comparative et de la comparaison des

structures nationales sur le temps long m'ont donné l'opportunité de varier les thématiques et les périodes d'étude, débordant largement l'espace de recherche traditionnellement restreint de l'historien français pour m'aventurer dans une acculturation thématique et chronologique exigée du chercheur allemand.

Le programme de recherche sur les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand entre 1939 et 1945 a été l'occasion de me confronter à la question fondamentale pour l'historien du XX<sup>e</sup> siècle de la comparaison des régimes politiques de l'entre-deux-guerres<sup>128</sup>. Si la comparaison entre les régimes autoritaires a donné lieu à une abondante littérature dans le cadre de profondes querelles historiographiques, plus rares sont les analyses comparant les régimes autoritaires et les démocraties. Comme toute approche comparative du nazisme et des régimes criminels, elle présente le risque d'une relativisation qui a précisément été l'enjeu des controverses allemandes des années 1980-1990. Pourtant, la comparaison et l'histoire transnationale apparaissent particulièrement nécessaires pour contextualiser le nazisme et sortir plus largement la Seconde Guerre mondiale d'une perspective étroitement nationale et partiellement centrée sur une mémoire victimaire<sup>129</sup>. Face à ces deux écueils, l'*européanisation* de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale passe par une intégration mesurée et surtout différenciée de la perspective transnationale à ces historiographies afin de mettre en lumière des évolutions communes telles que les continuités avec le colonialisme, les conflits ethniques en Europe de l'Est ou encore la planification d'une Europe nouvelle pour l'après-guerre.

La question des évacuations dans les premières semaines du conflit fait partie de ces thématiques transnationales de renouvellement dont l'histoire éclaire à la fois les liens communs avec la Première Guerre mondiale et les déplacements forcés de population au cours de la Seconde Guerre mondiale<sup>130</sup>. L'évacuation d'un million de personnes, mais également de ressources, des deux côtés de la frontière franco-

---

<sup>128</sup> M. Dubois, O. Forcade, J. Großmann, R. Hudemann et F. Lemmes, *Exils intérieurs, op. cit.*

<sup>129</sup> Kiran Klaus Patel, « Der Nationalsozialismus in transnationaler Perspektive », *Blätter für die deutsche und internationale Politik*, vol. 49, 9/2004, p. 1123-1134.

<sup>130</sup> Olivier Forcade, Johannes Großmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014. Voir également Birgit Arnold, *Die Freimachung und Räumung der Grenzgebiete in Baden 1939/40*, Heidelberg, C. Winter, 1996 et Sébastien Laurent, *Septembre 1939-Juin 1940. L'incroyable odyssée de 7 000 Alsaciens-Lorrains*, Saint-Denis, Publibook, 2016.

allemande en septembre 1939 a en effet constitué une opération parallèle dont la planification, la mise en œuvre et le traitement ultérieur éclairent à la fois les impératifs communs aux nations belligérantes et des différences fondamentales dans le fonctionnement et l'efficacité des régimes en guerre. Surtout, les évacuations mettent en lumière des similitudes, mais aussi des divergences fondamentales dans le traitement des populations civiles.

Enfin, l'étude de ces évacuations offre une intéressante variation d'échelles entre le local, le régional, le national et l'international qui ouvre des perspectives sur la question plus générale de l'aménagement des territoires et de l'organisation de l'espace (*Raumordnung*) par les pouvoirs publics avant, durant et après le conflit dans une Europe à reconstruire et à redessiner<sup>131</sup>. Les évacuations ont ainsi constitué pour les pouvoirs publics une opportunité sans précédent de redéfinition de l'espace<sup>132</sup>. Une fois encore, cette approche transrégionale offre un exemple d'intégration de la frontière dans l'histoire transnationale, comme espace privilégié de contrôle et de pouvoir sur les populations et leurs activités<sup>133</sup>. Elle s'intègre dans les renouvellements historiographiques de l'histoire des frontières que les logiques transnationales viennent éclairer d'un jour nouveau et prometteur. La frontière n'est plus ainsi perçue uniquement comme obstacle et limite aux circulations, terrain d'affrontement, mais bien comme espace de contact, d'interrelations, ainsi que de politiques spécifiques de contrôle et d'aménagement du territoire<sup>134</sup>.

Ces évacuations s'inscrivaient dans un contexte de redéfinition de la carte géographique et humaine de l'Europe entre les prodromes balkaniques de la Grande

---

<sup>131</sup> Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996 ; Susanne Rau, *Räume. Konzepte, Wahrnehmungen, Nutzungen*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2013.

<sup>132</sup> Ulrike Jureit, *Das Ordnen von Räumen. Territorium und Lebensraum im 19. und 20. Jahrhundert*, Hambourg, Hamburger Edition, 2012. Sur l'espace frontalier franco-allemand, voir également l'habilitation de Johannes Großmann, « Auf dem Kriegspfad. Die deutsch-französische Grenzregion und der Weg in den Zweiten Weltkrieg » soutenue en 2021.

<sup>133</sup> Violet Soen, Bram de Ridder, Alexander Soertaert, Werner Thomas, Johan Verberckmoes et Sophie Verreycken, « How to do Transregional History. A Concept, Method and Tool for Early Modern Border Research », *Journal of Early Modern History*, vol. 21, 4/2017, p. 343-364.

<sup>134</sup> Sur cette historiographie transnationale des frontières, voir notamment Michiel Baud et Willem Van Schendel, « Toward a Comparative History of Borderlands », *Journal of World History*, vol. 8, 2/1997, p. 211-242 ; Étienne François, Jörg Seifarth et Bernhard Struck (dir.), *Die Grenze als Raum. Erfahrung und Konstruktion. Deutschland, Frankreich und Polen vom 17. Bis zum 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2007 ; Christophe Duhamelle, Andreas Kossert et Bernhard Struck (dir.), *Grenzregionen. Ein europäischer Vergleich vom 18. Bis zum 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2007 ; Katarzyna Stokłosa, Gerhard Besier (dir.), *European border regions in comparison. Overcoming nationalistic aspects or re-nationalization?*, New York, Routledge, 2014.

Guerre et les ultimes déplacements soviétiques de la fin de la période stalinienne<sup>135</sup>. Leurs plans s'inspirèrent en partie de la débâcle des premières semaines de la Grande Guerre en France, mais également de l'expérience d'accueil des réfugiés républicains espagnols dans le Sud de la France. Ils s'intégraient également dans d'autres évacuations souvent concomitantes, telles que celles des enfants ou des villes bombardées<sup>136</sup>. Différentes comparaisons avec d'autres déplacements de population – réfugiés républicains espagnols, évacuations à la frontière germano-polonaise et à la frontière franco-italienne – sont ainsi venues compléter la comparaison franco-allemande. Ces évacuations servirent ensuite d'exemple aux différentes déportations allemandes, à la préparation du *Generalplan Ost*, ainsi qu'à la préparation de l'invasion de l'Allemagne en 1944-1945. En reliant ces différentes expériences, les évacuations à la frontière franco-allemande constituèrent ainsi un épisode central dans le développement et la légitimation des projets d'ingénierie humaine de la période. Les techniques d'évacuation, la mise à l'abri des ressources, mais également l'internement et la sélection des populations constituèrent autant d'expériences fondatrices pour les projets ultérieurs.

L'un des apports importants de cette comparaison a également été l'analyse des évacuations dans leur ensemble, intégrant les différents domaines concernés. Si ces évacuations ont longtemps été surtout appréhendées par leur volet humain, les aspects économiques ont également constitué un pan déterminant de la question à travers la mise à l'abri des ressources nécessaires à la production dans une guerre désormais pensée dans le long terme. Il en fut ainsi des moyens de production agricoles et industriels comme des entreprises et des dépôts bancaires, ainsi que de l'université de Strasbourg. Au-delà du transport, la question de l'accueil des populations évacuées représente également l'un des aspects clés de la question, aussi bien en termes matériels et financiers que politiques, sociaux et humains. À travers le défi de l'accueil des populations évacuées se posait en effet le problème plus général de la prise en charge sociale par les différents pouvoirs publics de

---

<sup>135</sup> Olivier Forcade et Philippe Nivet (dir.), *Les réfugiés en Europe du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2008 ; Sharif Gemie, Fiona Reid et Laure Humbert, *Outcast Europe. Refugees and Relief Workers in an Era of Total War 1936-48*, Londres, Continuum, 2012.

<sup>136</sup> Willbur Zelinsky et Leszek A. Kosinski, *The Emergency Evacuation of Cities. A Cross-National Historical and Geographical Study*, Savage, Rowman & Littlefield, 1991 ; Julia Torrie, « *For Their Own Good* ». *Civilian Evacuations in Germany and France, 1939-1945*, New York, Berghahn Books, 2010.

populations démunies. Enfin, la question du retour, de l'indemnisation et de la mémoire constituait le dernier volet chronologique de la question prolongeant cette histoire jusqu'aux jumelages communaux qui perdurent encore aujourd'hui.

L'ampleur des domaines d'intervention et de contrôle des États dans la durée conduit également à interroger la notion de « totalisation » de la guerre, c'est-à-dire d'acceptation progressive d'un degré extrême d'investissement et de mobilisation de la société pour et par la guerre<sup>137</sup>. Les évacuations ont en effet contribué à l'accélération de ces phénomènes par la rupture des cadres sociaux et moraux antérieurs, ainsi que par la mise à la disposition des autorités publiques d'instruments et de moyens de contrôle et d'intervention inédits. Elles ont également mis en place les structures et les coopérations entre acteurs publics et privés qui devaient souvent perdurer ensuite et rendre possible d'autres opérations d'envergure similaire, à commencer par l'euthanasie des handicapés et des malades mentaux par le Reich et à terme la Shoah. Enfin, les évacuations rendirent nécessaire un essor sans précédent et durable des politiques sociales qui s'inscrit pleinement dans la remise en cause durant le conflit des systèmes préexistants d'assurance sociale et de prise en charge de l'indigence.

Ces différentes opérations n'ont donc été rendues possibles en Allemagne comme en France que par une extension exceptionnelle du rôle social de l'État. Cette problématique classique des guerres mondiales posait néanmoins la question ici non seulement de l'intérêt stratégique, mais également du coût d'une telle opération pour un État en guerre. Dans le cadre de ce projet général, je me suis donc intéressé plus particulièrement à la problématique spécifique du financement public des évacuations dans une logique comparative entre les deux États et les deux sociétés<sup>138</sup>.

Derrière cette question du financement se trouvait en réalité celle de la préparation d'ensemble, ainsi que des modalités de mobilisation économique du régime. Elle impliquait ainsi une comparaison détaillée des mobilisations financières respectivement mises en œuvre par la Troisième République et par le Troisième

---

<sup>137</sup> Roger Chickering, Stig Förster et Bernd Greiner (dir.), *A World at Total War. Global Conflict and the Politics of Destruction. 1937-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 ; Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947. La guerre-monde*, Paris, Gallimard, 2015.

<sup>138</sup> Mathieu Dubois, « Le financement public des évacuations en France et en Allemagne », dans *id.*, O. Forcade, J. Großmann, R. Hudemann et F. Lemmes, *Les évacuations*, *op. cit.*, p. 93-106.

Reich. Alors que cette thématique fut l'un des grands enjeux du conflit à travers celle de la mobilisation économique des démocraties et des dictatures, la comparaison entre les modalités de financement du conflit n'a que rarement été entreprise par des études fondées sur les sources. Ces enjeux sont d'ailleurs longtemps restés marqués par les polémiques françaises héritées des procès de Vichy sur l'échec stratégique et financier du Front populaire<sup>139</sup>. De même, l'image de propagande d'une *Volksgemeinschaft* mobilisée plus efficacement au service de la *Blitzkrieg* a longtemps dominé la littérature de vulgarisation comme scientifique<sup>140</sup>. Si les historiographies nationales ont progressivement permis de lever ces mythes initiaux en soulignant la précarité de la mobilisation économique allemande<sup>141</sup> et les limites de la conversion française à l'économie de guerre<sup>142</sup>, elles n'ont pas donné lieu à une véritable analyse comparative. Trop rares sont ainsi les études empiriques comparatives sur le financement des conflits, alors même qu'il s'agit d'un des facteurs les plus déterminants l'issue des guerres modernes.

C'est justement ce champ d'analyse que permet de préciser la question du financement public des évacuations en offrant un objet de comparaison à la fois similaire, parallèle et concurrent entre les deux régimes et les deux sociétés. La première conclusion apportée par cette étude est la meilleure préparation de l'opération par le gouvernement français, marqué par l'expérience de l'été 1914 et focalisé sur une logique de guerre longue. Inversement, le gouvernement allemand, contraint par sa fuite en avant guerrière autant que par le degré de désorganisation de l'appareil d'État nazi, fut incapable de planifier et d'organiser correctement une évacuation largement sous-financée. À cela s'ajoutait en Allemagne l'absence de contrôle véritable des financements publics par des organismes indépendants tels qu'ils existaient en France avec la Commission des Finances de la Chambre. Des deux côtés, les pouvoirs publics se montrèrent soucieux d'alléger le sort des populations civiles et les coûts généraux de l'opération furent nettement accrus en raison

---

<sup>139</sup> Pour une mise en perspective de ces discours, voir notamment R. Frank, *La hantise du déclin, op. cit.*

<sup>140</sup> Pour une perspective actualisée de ces questions, voir notamment Dietmar Süß, « *Ein Volk, ein Reich, ein Führer* ». *Die deutsche Gesellschaft im Dritten Reich*, Munich, Beck, 2017.

<sup>141</sup> Richard Overy, *War and Economy in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 1995 et Adam Tooze, *Le salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Belles Lettres, 2012.

<sup>142</sup> Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion. 1932-1952*, t. 1, Paris, CHEFF, 1991.

notamment de l'ampleur des allocations versées aux populations évacuées et des réparations consécutives aux destructions et pillages. Le régime nazi s'illustra ici par l'ampleur considérable de ces subsides, tandis que la France républicaine demeurait dans une logique d'effort de guerre les limitant au stricte nécessaire. On constate une nouvelle fois ici que la propagande nazie, loin de suffire à mobiliser la *Volksgemeinschaft*, devait s'appuyer sur une générosité sociale destinée à garantir son acceptation par la population et sur laquelle insistaient régulièrement les principaux chefs du régime<sup>143</sup>.

Finalement, le financement public des évacuations illustre les différences d'approche du financement général de la guerre en France et en Allemagne. L'imputation budgétaire des opérations était ainsi radicalement différente. En France, les évacuations relevaient en effet du budget civil ordinaire que le gouvernement cherchait à équilibrer dans une logique libérale et dans le cadre d'une « organisation ajournée de l'économie de guerre »<sup>144</sup>. À l'inverse, le financement des évacuations par le Reich relevait du budget extraordinaire et favorisait par sa débudgétisation l'inflation des dépenses non-financées – c'est-à-dire financées à crédit –, ce qui correspondait à la « fuite hors du budget » caractéristique du financement de la guerre par le régime nazi<sup>145</sup>. Une telle comparaison offre ainsi l'exemple de la capacité d'adaptation désordonnée du régime nazi et inversement des limites de la capacité de planification et de rationalisation libérale du régime républicain français.

Aussi stimulante soit-elle, cette première approche de la question mériterait à n'en pas douter un approfondissement relatif à la mobilisation économique des évacuations ou à l'extension de la comparaison du financement des opérations d'évacuation ou de déplacement de population par les pouvoirs publics durant la Seconde Guerre mondiale. Une telle perspective comparative éclairerait en effet en profondeur les grands enjeux et les grands principes du financement de la guerre par les différents régimes.

---

<sup>143</sup> Voir notamment Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple*, Paris, Flammarion, 2<sup>e</sup> éd. 2008.

<sup>144</sup> M. Margairaz, *L'État, les finances et l'économie*, op. cit., p. 378.

<sup>145</sup> Hans-Peter Ullmann, *Der deutsche Steuerstaat. Geschichte der öffentlichen Finanzen*, Munich, Beck, 2005, p. 142-143.

Ces quatre approches thématiques – la génération, la connexion, le modèle, la frontière – m’ont ainsi amené à travailler les différentes approches méthodologiques de la perspective transnationale en proposant une histoire transnationale de la politisation des « années 68 », une histoire connectée des conséquences économiques de Mai 68, une histoire globale de l’économie sociale de marché à l’échelle européenne, une histoire comparée des évacuations durant la Seconde Guerre mondiale. En décentrant la perspective par rapport à une histoire classiquement nationale des évènements et des sources, ces différentes approches ont toutes permis une contextualisation des objets d’étude, ainsi qu’une meilleure prise en considération des facteurs de la longue durée. Ces recherches ont en commun de s’efforcer d’assumer les conséquences épistémologiques de l’internationalisation croissante des phénomènes historiques au cours du XX<sup>e</sup> siècle. L’arsenal méthodologique de l’histoire transnationale m’a permis successivement de sortir d’une appréhension nationale des cultures politiques, d’analyser les conséquences des interdépendances entre les nations, de comprendre les diffusions transnationales à une échelle continentale, de comparer les modalités de la mobilisation guerrière entre démocraties et dictatures.

Ces différents usages de l’histoire transnationale et de ses méthodes ont toutefois relevé essentiellement d’un pragmatisme méthodologique davantage que d’une volonté de systématisation de la perspective. Si cette dernière est parfaitement nécessaire, en réalité, la perspective transnationale s’impose assez naturellement à l’historien de l’Europe, de son unité comme de ses nations et de son influence mondiale, puisqu’elles sont, davantage encore que sur d’autres continents, les produits de processus transnationaux<sup>146</sup>. Certes, il existe un risque d’alimenter le récit téléologique de la « construction européenne », mais également de présupposer une *européanité* dont la lente émergence ne s’est accélérée que tardivement et en particulier dans le cadre de cette construction politique<sup>147</sup>. Toutefois, l’ampleur des processus de convergence autant que des interdépendances et des circulations

---

<sup>146</sup> K. Patel, « An Emperor without Clothes? », *op. cit.*, p. 11-13.

<sup>147</sup> Konrad Jarausch, « Zeitgeschichte zwischen Nation und Europa. Eine transnationale Herausforderung », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B39, 2004, p. 3-10.

caractérise l'histoire des sociétés européennes et il apparaît donc aujourd'hui difficile d'écrire une histoire contemporaine de l'Europe et de ses nations sans intégrer pleinement la perspective transnationale dans une logique d'*européanisation*<sup>148</sup>.

---

<sup>148</sup> Patricia Clavin, « Time, Manner, Space: Writing Modern European History in Global, Transnational and International Contexts », *European History Quarterly*, vol. 40, 2010, p. 624-640.

PERSPECTIVES AU PRESENT  
(Positionnement de la recherche)

*Zeithistoriker*

Mes travaux de recherche s'inscrivent dans une approche personnelle de l'histoire fondamentalement ancrée dans les questionnements du présent. Le choix d'écrire une histoire du temps présent s'est imposé assez naturellement, de même que les approches spécifiques que cette pratique impose<sup>149</sup>. J'ai toujours considéré l'histoire avant tout comme un moyen de « défataliser »<sup>150</sup> le passé en le reliant à d'autres époques, à d'autres mondes. C'est précisément ce travail de « passeur »<sup>151</sup>, de premier historien, qui fait la responsabilité spécifique de l'historien du temps présent à travers une démarche de conversion de faits proches, voire toujours en cours, en objets d'étude construits.

Cette responsabilité, l'historiographie allemande l'a relevée plus qu'aucune autre en répondant à l'impératif de la *Vergangenheitsbewältigung* – « travail critique [désignant] la façon dont des régimes faisant suite à des dictatures et installant une démocratie pluraliste mettent en lumière, interrogent et digèrent l'hypothèque que représentent les méfaits et les crimes du régime précédent »<sup>152</sup>. La place spécifique de l'histoire du temps présent en Allemagne s'explique naturellement par la nécessité de surmonter les conséquences politiques et sociales des deux dictatures allemandes après 1945 et 1989. Elle dépasse toutefois aujourd'hui ces thématiques pour s'intéresser plus largement à l'ensemble des évolutions de la période dans une logique particulière de déconstruction et de réappropriation scientifique des cadres temporels et spatiaux faisant la part belle aux approches théoriques et conceptuelles ainsi qu'aux liens avec les sciences sociales et au sein

---

<sup>149</sup> H. Miard-Delacroix, E. Droit et F. Reichherzer, *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>150</sup> Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 267-292.

<sup>151</sup> François Bédarida, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle*, n° 69, 2001, p. 158.

<sup>152</sup> Claus Leggewie et Erich Meyer, „Ein Ort, an den man gerne geht“. *Das Holocaust-Mahnmal und die deutsche Geschichtspolitik nach 1989*, Munich, Carl Hanser, 2005, p. 15.

de laquelle l'histoire transnationale joue un rôle déterminant dans le dépassement du passé national<sup>153</sup>. Enfin, l'autonomie institutionnelle, académique et intellectuelle de la recherche allemande en histoire du temps présent lui a permis de prendre ses distances vis-à-vis des problématiques mémorielles qui, tout en demeurant présentes, n'en sont pas moins considérées de manière critique<sup>154</sup>. Ces différentes caractéristiques scientifiques et l'importance sociale spécifique de la *Zeitgeschichte* en Allemagne en ont fait l'une des branches les plus dynamiques de l'historiographie européenne et mondiale contemporaine.

### *Pour une approche transnationale du temps présent*

L'historiographie allemande a ainsi intégré davantage que d'autres les apports de l'histoire transnationale en acceptant d'en faire un instrument d'analyse spécifique de l'histoire du temps présent et de ses objets. Paradoxalement, l'histoire transnationale s'est en effet d'abord concentrée dans d'autres historiographies sur des périodes plus anciennes, à commencer par la comparaison et la circulation dans les grands empires ou les réseaux commerciaux médiévaux. L'histoire globale, que l'historiographie du colonialisme a largement contribué à bâtir, n'est paradoxalement que peu appliquée aux périodes les plus récentes pourtant marquées par une accélération de la mondialisation, la mise en concurrence des systèmes nationaux et la globalisation des problématiques.

L'approche transnationale des problématiques du temps présent rencontre en effet deux difficultés spécifiques. La première réside dans une forte dépendance des contenus scientifiques envers les impératifs d'un marché éditorial largement national et centré sur les attentes d'un lectorat encore peu réceptif à ces logiques

---

<sup>153</sup> Mathieu Dubois et Rainer Hudemann, « La *Zeitgeschichte* dans l'historiographie européenne : introduction », *HES – Histoire, économie et société* –, n° 35, 2/2016, p. 9-10. Voir également Alexander Nützenadel et Wolfgang Schieder, « Zeitgeschichtsforschung in Europa. Einleitende Überlegungen », dans Alexander Nützenadel et Wolfgang Schieder (dir.), *Zeitgeschichte als Problem. Nationale Traditionen und Perspektiven der Forschung in Europa*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 7-24.

<sup>154</sup> Voir notamment les multiples sollicitations des ministères fédéraux allemands pour l'écriture de leur histoire depuis la publication de Eckart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes et Moshe Zimmermann (dir.), *Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*, Munich, Karl Blessing, 2012. Pour une perspective plus générale, voir notamment Stefan Creuzberger et Dominik Geppert (dir.), *Die Ämter und ihre Vergangenheit. Ministerien und Behörden im geteilten Deutschland 1949-1972*, Paderborn, Schöningh, 2018.

scientifiques novatrices. L'histoire transnationale s'est d'ailleurs largement construite en réaction aux histoires du temps présent nationales, elles-mêmes critiques envers les grands récits glorificateurs de la nation. Elle apparaît donc régulièrement comme la remise en question d'une histoire qui avait fait le succès de la discipline et de ses éditeurs auprès du public dans les années 1970-1980. Au regard de cette opposition entre les attendus du public et les pratiques scientifiques, il existe aujourd'hui un risque réel de fragmentation disciplinaire à travers une « séparation radicale entre des historiens "globalisés" aux analyses innovantes et pertinentes pour leurs pairs mais ignorés d'un plus large public, et des historiens bouffons continuant d'abreuver éditeurs et publics nationaux avides de scoops, de tabous brisés et de projets historiographiques, dont la date de péremption est dépassée depuis des décennies. »<sup>155</sup> Il s'agit d'un problème majeur auquel l'historien du temps présent est presque systématiquement confronté dans ses projets éditoriaux dépassant le cercle des éditions académiques.

La seconde difficulté d'une histoire transnationale du temps présent demeure le caractère national d'une large partie des sources qu'elles soient publiques ou privées. L'essor de l'État et des politiques publiques au cours du XX<sup>e</sup> siècle, mais également la centralisation des économies et de la vie politique, contribuent en effet à renationaliser la perspective, donnant souvent à l'historien du transnational une sensation de nager à contre-courant. Certes, dans le même temps, la mondialisation et l'internationalisation ont-elles produit des sources aussi importantes que multiples, mais la clé d'appréhension demeure souvent la nation si l'on souhaite éviter les écueils d'une histoire supranationale hors-sol et parfois décollée du contexte historique<sup>156</sup>.

L'histoire du temps présent offre pourtant un terrain particulièrement propice à l'histoire transnationale. En dépit d'une production fortement nationale, les sources se caractérisent par une surabondance qui facilite la recherche de comparaisons, de connexions, d'interdépendances. Par ailleurs, l'intérêt croissant des contemporains pour la comparaison et l'interdépendance des phénomènes est lui-même producteur

---

<sup>155</sup> Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres. Comment une discipline critique devient complaisante », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 118, avril-juin 2013, p. 112.

<sup>156</sup> Ulrich Beck, « Nationalisme méthodologique – cosmopolitisme méthodologique : un changement de paradigme dans les sciences sociales », *Raisons politiques*, vol. 54, 2/2014, p. 103-120.

de sources directement exploitables. Enfin, la multiplication des phénomènes globaux et de convergence des sociétés contemporaines favorise naturellement la recherche de sujets transnationaux. Le travail de l'historien va toutefois au-delà de la simple appréhension du transnational contemporain et de la prise de conscience progressive de la globalité<sup>157</sup>. Il consiste à l'historiciser, à la contextualiser, pour lui conférer une légitimité heuristique. Surtout, la perspective transnationale suppose la confrontation des temporalités, la prise en compte des héritages à différentes échelles de temps pour démêler les facteurs structurels et conjoncturels des convergences et des comparaisons, les origines des circulations, les fondements des transferts<sup>158</sup>. Sans conduire à « une régression historique à l'infini » par la limitation du travail au cadre étroit du transnational, toutes ces pratiques spécifiques constituent autant de réflexes indispensables à l'historicisation du temps présent. En dehors même de ses apports fondamentaux pour comprendre les évolutions mondialisées de la période la plus contemporaine, l'histoire transnationale apporte ainsi une réflexivité critique systématique et fondamentale à l'historien du temps présent, praticien d'une « discipline critique » par excellence. C'est le sens du modeste plaidoyer que j'ai publié en faveur d'une « relation privilégiée » entre une perspective de recherche et une pratique de l'histoire, d'une systématisation du recours au comparatisme et à l'histoire transnationale dans la démarche des historiens du temps présent<sup>159</sup>.

Au-delà d'un plaidoyer, cette relation est aussi pour moi une pratique historiographique qui met l'accent sur la dimension critique qui est le cœur du travail universitaire. Écrire une histoire transnationale du temps présent revient souvent à écrire « une histoire à contre-pied ». Il ne s'agit pas ici seulement de « défataliser » le passé, ni même de rappeler le caractère fondamentalement révisionniste de l'histoire, mais d'ouvrir des perspectives, des angles d'approche permettant, par le décentrement, une lecture parfois surprenante d'un même objet qui fait appel aux

---

<sup>157</sup> Roger Chartier, « La conscience de la globalité (commentaire) », *Annales Histoire, sciences sociales*, vol. 56, janvier-février 2001, p. 122.

<sup>158</sup> Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée. Entre empirie et réflexivité », *Annales Histoire, sciences sociales*, vol. 58, 1/2003, p. 33.

<sup>159</sup> Mathieu Dubois, « Comparatisme et histoire du temps présent : une relation privilégiée ? », dans E. Droit, H. Miard-Delacroix et F. Reichherzer, *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent, op. cit.*, p. 175-183.

« facultés d'étonnement » de l'historien, ravivant sa sensibilité aux contrastes de l'histoire<sup>160</sup>. Une telle lecture a toutefois un fort potentiel déstabilisateur, voire subversif, pour des logiques et des histoires établies. Le jeu d'échelles que permet l'histoire transnationale constitue donc bien davantage qu'un simple « complément » méthodologique aux approches nationalo-centrées<sup>161</sup>, dans la mesure où il permet en lui-même d'en dépasser les perspectives et d'en réviser les conclusions. Cette pratique est récurrente chez les historiens du temps présent qui s'appuient en particulier sur les évolutions les plus récentes pour remettre en question les logiques antérieures. On peut ainsi critiquer la lecture désormais classique d'une libéralisation des sociétés occidentales depuis les « années 1968 » à l'aune du trend de sécurisation et de rationalisation des existences individuelles amorcé au tournant des années 1970 – et déjà identifié par Foucault – qui marque plus que jamais les évolutions du début du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>162</sup>. De même, la vision traditionnelle de la politique comme enjeu de luttes inconciliables proposée par les historiographies des partis peut être contournée par une comparaison de leurs programmes et de leurs visions de l'avenir qui met en évidence le primat des cultures nationales ou générationnelles dans le traitement d'une large partie des thématiques telles que les questions sociales, l'éducation et bien sûr l'environnement<sup>163</sup>.

### *Interdisciplinarités*

Si la perspective transnationale constitue un horizon encore trop souvent négligé par l'historien du temps présent, l'interdisciplinarité est en revanche une caractéristique qui s'impose presque naturellement par la proximité des champs thématiques, mais également des concepts utilisés par les autres disciplines. Dans le cadre de mes recherches comme de mes enseignements à l'université ou dans les

---

<sup>160</sup> Philippe Ariès, *Le temps de l'histoire*, Paris, Seuil, 1986, p. 246.

<sup>161</sup> Marc Bergère, Jonas Campion, Emmanuel Droit, Dominik Rigoll et Marie-Bénédicte Vincent (dir.), *Pour une histoire connectée et transnationale des épurations en Europe après 1945*, Bruxelles, Peter Lang, 2019, p. 15.

<sup>162</sup> Patrick Bernhard, « Wirklich alles locker, flockig, liberal? Plädoyer für einen postrevisionistischen Blick auf die westdeutsche Gesellschaftsgeschichte der 1970er Jahre », dans Martin Löhning, Mareike Preisner et Thomas Schlemmer (dir.), *Reform und Revolte. Eine Rechtsgeschichte der 1960er und 1970er Jahre*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2012, p. 1-12.

<sup>163</sup> Mathieu Dubois, « Les années 68 : moment programmatique », *op. cit.*

IEP, j'ai l'occasion de travailler quotidiennement avec des universitaires d'autres disciplines dont les perspectives viennent enrichir le point de vue de l'historien, mais surtout lui rappeler son rôle spécifique au sein des sciences humaines et sociales, en particulier celui d'assurer la contextualisation des faits. Dans le cadre de mes recherches, j'ai principalement été amené à collaborer et à publier avec des civilisationnistes, des politistes, des sociologues, des juristes et des économistes. Si la coopération interdisciplinaire est absolument indispensable, elle trouve souvent sa limite dans le caractère parfois instrumental de l'usage de ces disciplines entre elles. L'historien est ainsi frappé par l'utilisation souvent déconnectée des réalités de certains travaux de science politique se servant de l'histoire comme d'un réservoir d'*exempla* trop rapidement survolés et que l'historiographie est venue remettre en cause, en particulier dans le domaine des relations internationales par le travail sur les « forces profondes »<sup>164</sup>. En Allemagne, le rapport aux autres sciences humaines et sociales apparaît à la fois plus naturel au chercheur et demeure également plus questionné dans sa pratique. L'utilisation de concepts sociologiques tels que la « modernisation », le « changement des valeurs » (*Wertewandel*) ou encore la « société du risque » (*Risikogesellschaft*) par les historiens fait ainsi régulièrement l'objet de discussions scientifiques critiques envers une pratique parfois peu réflexive et trop peu soucieuse des apports des autres disciplines<sup>165</sup>.

C'est précisément ce rapport critique à l'interdisciplinarité qui a inspiré mes propres recherches, en particulier à travers l'utilisation du concept sociologique de *génération* autour duquel s'est articulée ma thèse pour remettre en question l'utilisation généralement acritique des acteurs et des historiens à partir des travaux de Mannheim et de la sociologie des « générations politiques »<sup>166</sup>. J'ai pu m'appuyer également sur le programme interdisciplinaire et international de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine intitulé « *Generatio* – La construction des jeunes générations en Europe (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles). Formes d'organisation et mobilités.

---

<sup>164</sup> Voir notamment la synthèse de Robert Frank, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, vol. IV, 2003, p. 42-65.

<sup>165</sup> Rüdiger Graf et Kim Christian Priemel, « Zeitgeschichte in der Welt der Sozialwissenschaften. Legitimität und Originalität einer Disziplin », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, vol. 59, 2011, p. 481-482.

<sup>166</sup> K. Mannheim, « Das Problem der Generationen », *op. cit.* ; L. Chauvel, *Le destin des générations*, *op. cit.* ; M. Boumaza et J.-Fr. Havard, « Générations politiques : regards comparés », *op. cit.*

Modélisation(s) et perspectives comparées » dirigé par Christine Bouneau et Jean-Paul Calède<sup>167</sup>. Avec la science politique, j'ai également eu l'occasion d'approfondir les notions d'engagement et de crise politique, en particulier dans le cadre d'une mise en perspective des Printemps arabes qui alimentaient l'actualité du début des années 2010<sup>168</sup>. Enfin, mes recherches postdoctorales sur l'histoire des coopérations européennes m'ont conduit à me confronter aux débats des juristes concernant la question d'une « constitution économique » imposée par l'ordolibéralisme en Allemagne et en Europe<sup>169</sup>. Si l'historien n'a pas à entrer directement dans un débat largement juridique, la contextualisation de la question et la reconstitution des réseaux académiques et politiques sous-tendant les différentes positions lui permettent néanmoins d'en éclairer utilement les enjeux<sup>170</sup>. Il en va de même des travaux récents de l'histoire de la pensée économique concernant les influences keynésienne, ordolibérale et monétariste sur la politique économique de la RFA<sup>171</sup>.

---

<sup>167</sup> Mathieu Dubois, « Le renouveau de l'engagement politique des jeunes dans les "années 1968" : conditions d'une mutation », dans Christine Bouneau et de Jean-Paul Calède (dir.), *Figures de l'engagement des jeunes. Continuités et ruptures dans les constructions générationnelles*, Pessac, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2015, p. 361-375.

<sup>168</sup> Mathieu Dubois, « Une révolte générationnelle ? Jeunes et étudiants dans les mouvements ouest-allemand et français en 1968 » – contribution au séminaire « Les jeunes dans les révoltes : aspects contemporains et historiques » organisé par Valérie Lanier et Raphaël Porteilla (CREDESPO – Université de Bourgogne) le 13 juin 2013 – (publié sur le site de la MSH). Voir également Mathieu Dubois, « Le SPD face au mouvement étudiant : normalisation et institutionnalisation de "68" au sein de la social-démocratie allemande », dans Simon Luck et Stéphanie Dézechelles (dir.), *Voie de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Actes de la section 37 du 10<sup>e</sup> congrès de l'Association Française de Sciences Politiques (AFSP) organisé à l'IEP de Grenoble du 7 au 9 septembre 2009, Rennes, PUR, 2011, p. 65-79.

<sup>169</sup> Sur cette question, voir notamment David Gerber, « Constitutionalizing the Economy: German Neoliberalism, Competition Law and the "New" Europe », *The American Journal of Comparative Law*, n° 44, 1/1994, p. 25-84 ; Bernard Moss, *Monetary Union in Crisis: The European Union as a Neo-Liberal Constitution*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; Nils Goldschmidt et Michael Wohlgemuth, « Social Market Economy : origins, meanings and interpretations », *Constitutional Political Economy*, vol. 19, 3/2008, p. 261-276 ; Christian Joerges et Florian Rödl, « "Social Market Economy" as Europe's Social Model? », Institut universitaire européen de Florence, Working Paper LAW, 2004/8 ; Claire Mongouachon, « Les débats sur la constitution économique en Allemagne », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 90, 2/2012, p. 303-337 ; Christian Joerges, « The Overburdening of Law by Ordoliberalism », dans Josef Hien et Christian Joerges (dir.), *Ordoliberalism, Law and the Rule of Economics*, Portland, Hart Publishing, 2017, p. 179-199.

<sup>170</sup> Voir en particulier Katja Seidel, « DG IV and the origins of a supranational competition policy. Establishing an economic constitution for Europe », dans Wolfram Kaiser, Brigitte Leucht et Morten Rasmussen (dir.), *The history of the European Union: Origins of a Trans- and Supranational Polity 1950-72*, New York/London, Routledge, 2009, p. 129-147.

<sup>171</sup> A. Nützenadel, *Stunde der Ökonomen, op. cit.* ; Hauke Janssen, *Milton Friedman und die "monetaristische Revolution" in Deutschland*, Marbourg, Metropolis, 2006 ; Iris Karabelas, *Freiheit statt Sozialismus. Rezeption und Bedeutung Friedrich August Hayek in der Bundesrepublik*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2010.

## Ruptures

Au-delà de ses pratiques, de ses approches et de ses perspectives spécifiques, l'historien du temps présent, en tant que premier historien, assume également la responsabilité de proposer un découpage du temps correspondant ou non à celui retenu par les contemporains. Historien des problèmes du présent, il est aussi celui qui en détermine l'origine et avec elle l'empan chronologique de la période qui les explique, qu'elle remonte à une mutation sociétale ou à la « dernière catastrophe »<sup>172</sup>. Il en va ainsi par exemple des mutations de la vie politique contemporaine depuis la massification et la normalisation des pratiques de mobilisation et d'engagement politique depuis les « années 1968 ». Cette fonction est d'autant plus impérieuse alors que « l'accélération du temps » apparaît désormais comme « la caractéristique majeure de la modernité »<sup>173</sup>. L'historien du temps présent est donc par excellence l'historien des ruptures, des tournants chronologiques légitimés ou au contraire remis en question, mais indispensables à l'établissement d'une lecture interprétative des temps accélérés. À l'heure de la « crise » permanente dans un « siècle disruptif », il cherche justement à pondérer et à redonner du sens au temps<sup>174</sup>.

Ce n'est pas un hasard si la notion de « rupture » constitue elle aussi aujourd'hui un terrain propice à la réflexion interdisciplinaire telle que nous avons eu le plaisir de la proposer avec Gwénola Sebaux dans les *Cahiers du Centre interdisciplinaire de recherches en histoire, lettres et langues et Arts (CIRHILLA)*<sup>175</sup>. Là aussi, les sciences sociales – et en particulier la sociologie – ont largement investi

---

<sup>172</sup> Voir notamment Henry Rousso, *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012 et Anselm Doering-Manteuffel, Lutz Raphaël et Thomas Schlemmer (dir.), *Vorgeschichte der Gegenwart. Dimensionen des Strukturbruchs nach dem Boom*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2016.

<sup>173</sup> Hartmut Rosa, *Beschleunigung. Die Veränderung der Zeitstrukturen in der Moderne*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2005, traduction française : *Accélération : une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>174</sup> Sur la notion de « crise », voir notamment les réflexions pionnières d'Alain Touraine, « Crise ou mutation ? », dans Norman Birnbaum, Hans Peter Dreitzel, Serge Moscovici, Richard Senett, Rudi Supek et Alain Touraine (dir.), *Au-delà de la crise*, Paris, Éditions du Seuil, 1976, p. 23-55.

<sup>175</sup> Mathieu Dubois, Marc Michaud et Gwénola Sebaux (dir.), « Penser la rupture : définition et représentations », numéro des *Cahiers du CIRHILLA*, n° 47, octobre 2021.

la notion en suggérant de la penser davantage comme « bifurcation »<sup>176</sup> que comme frontière et de poursuivre la réflexion bourdieusienne sur « l'espace des possibles »<sup>177</sup>. Réinterprétant la tradition anglo-saxonne d'une histoire fiction, les historiens ont récemment repris à leur compte cette réflexion en suggérant l'écriture d'une « histoire des possibles », afin de « subvertir (...) l'imaginaire de la continuité »<sup>178</sup>. Cette analyse a également inspiré les historiens des « coopérations européennes » qui ont insisté sur une relecture non téléologique du récit de la « construction européenne » qui prenne en compte les alternatives et donc les choix politiques<sup>179</sup>. C'est précisément cette perspective que Laurent Warlouzet a récemment mise en évidence<sup>180</sup> et sur laquelle insiste mon mémoire inédit en analysant, face à la diffusion de l'économie sociale de marché, l'influence d'autres modèles économiques et sociaux européens tels que la planification indicative, le travaillisme ou la social-démocratie. Une telle interprétation renvoie naturellement aux débats politiques actuels sur l'absence d'alternatives possibles aux politiques économiques et sociales européennes, correspondant ainsi parfaitement au travail d'éclairage des problèmes du présent qui incombe par excellence à l'historien du temps présent.

### *Les sources au présent*

Enfin, l'histoire du temps présent implique également un rapport spécifique à des sources certes abondantes, mais pas nécessairement disponibles ni faciles d'accès, et dont certaines relèvent d'une panoplie toute spécifique. C'est en particulier le cas de l'histoire orale à la pratique de laquelle j'ai pu m'initier dans le cadre du programme ANR « GAULHORE – Les Gaullistes, hommes et réseaux » sous la direction de Bernard Lachaise et de François Audigier. Avec les entretiens réalisés dans le cadre de ma thèse sur les organisations de jeunesse des partis politiques, ce

---

<sup>176</sup> Marc Bessin, Claire Bidart et Michel Grosetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2010.

<sup>177</sup> Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 387.

<sup>178</sup> Quentin Deluermoz et Pierre Saingaravélou, *Pour une histoire des possibles*, Paris, , 2016, p. 123.

<sup>179</sup> Wolfram Kaiser, « Culturally Embedded and Path-dependent : Peripheral Alternatives to ECSC/EEC "Core" Europe », *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, vol. 7, 2/2001, p. 11-36.

<sup>180</sup> Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS éditions, 2022.

sont en tout une quarantaine de personnalités politiques françaises et allemandes que j'ai eu le plaisir d'interroger et dont j'ai également eu, pour certaines, la responsabilité de préserver le témoignage. Parmi ces personnalités figuraient notamment d'anciens ministres tels que Jean-Philippe Lecat et Jacques Godfrain, un ancien vice-président de la Banque européenne d'investissement, Wolfgang Roth, des parlementaires comme Ottmar Schreiner ou Jacques Legendre, l'ancien maire de Berlin, Eberhard Diepgen, mais aussi des journalistes comme Dominique Vidal. L'exercice demeure toutefois aussi affriolant pour l'historien avide d'une rencontre avec l'histoire que souvent décevant pour son contenu propre en dehors des archives qui peuvent être remises à l'occasion de ces entretiens. Ayant ainsi eu la chance d'être reçu à Berlin en 2009 dans les étages de l'*Auswärtiges Amt* par Karsten Voigt, ancien président des *Jungsozialisten* devenu entretemps coordinateur du gouvernement fédéral pour la coopération germano-américaine, j'eus la surprise de me voir administrer une leçon d'histoire politique allemande en compagnie de l'ensemble de son équipe.

Tout aussi incertain demeure le rapport aux sources privées, souvent négligées par une histoire du temps présent dont le travail est largement alimenté par l'abondance des sources publiques ouvertes annuellement et dont l'historien des affaires publiques ne mesure pas toujours la difficulté d'accès. Après quatre années de veines négociations et de samedis passés à arpenter les manifestations de l'organisation pour en rencontrer les dirigeants, j'ai finalement obtenu un accès bien irrégulier aux archives Mouvement des Jeunesses Communistes, récupérant quelques cinquante cartons pour quelques semaines à domicile ! Tout aussi insolite est le rapport aux archives secrètes, en particulier à celles de la Stasi que je n'ai pu consulter que grâce au parrainage d'un chercheur allemand – en l'occurrence mon directeur de thèse, Andreas Wirsching –, mais dont les copies des documents m'ont par la suite été adressées à domicile : « Markus Wolf » livré par la poste française. Pour anecdotiques qu'elles soient, ces différentes expériences témoignent du rapport particulier qu'entretien l'historien du temps présent avec les sources, ainsi que de la nécessaire adaptabilité, mais aussi de la patience et surtout de la ténacité dont il doit faire preuve pour y avoir accès. Qu'il n'oublie pas qu'il s'agit là de la modeste

contrepartie du privilège immense d'être le premier à en prendre connaissance et à les traiter avec le recul nécessaire à l'histoire !

### *L'encadrement de la recherche*

Enfin, l'historien du temps présent est également sollicité plus que d'autres pour accompagner et diriger des mémoires de recherche sur des sujets d'histoire récente, voire d'actualité longue, qui motivent souvent davantage les étudiants que les promesses de patientes recherches en archives. Dans le cadre du master en histoire contemporaine « Conflictualités et médiation internationale » de l'Université catholique de l'Ouest, j'ai ainsi encadré, durant trois années une quinzaine de mémoires de recherche, avec l'appui de spécialistes, sur des sujets aussi variés et éloignés de mes domaines de spécialité que le G5 Sahel, le panslavisme russe, les chrétiens d'Orient en Irak ou la politique française en Nouvelle-Calédonie. À l'invitation de l'IEP de Rennes et du séminaire « La Fabrique culturelle », puis de Sorbonne Université j'ai également participé à l'accompagnement et à la soutenance de mémoires relatifs à l'histoire culturelle et internationale de l'Europe.

La difficulté principale de ce travail d'encadrement de la recherche est précisément de faire prendre conscience aux étudiants de l'importance de la confrontation des sources et des points de vue, tant cette démarche de décentrement ne leur apparaît pas naturelle au premier abord. C'est dans cet objectif que j'ai également organisé avec les historiens de l'Université catholique de l'Ouest Yves-Marie Evanno et Erwan Le Gal un séminaire annuel d'initiation à la recherche à destination des étudiants de licence sur le thème des « Bombardements en Morbihan » en partenariat avec les archives départementales. Transmettre l'expérience et les méthodes du décentrement aux jeunes chercheurs, tel est également la responsabilité de l'historien du temps présent.

C'est justement cette responsabilité particulière que j'ai cherché à comprendre et à assumer au cours de ces quinze années de recherche et d'enseignement, à travers une réflexion constante sur ma pratique et des publications théoriques collectives qui ont accompagné mes travaux individuels. Le travail de l'historien du temps présent s'est ainsi progressivement défini pour moi comme une pratique

historienne caractérisée par l'intégration de la perspective transnationale et d'une forte ouverture à l'interdisciplinarité, ainsi que par une réflexion particulière sur la chronologie et les temporalités, et enfin par une responsabilité spécifique envers les étudiants et les jeunes chercheurs. Ces différents éléments complémentaires ont facilité la construction de mes travaux sur les différentes thématiques et objets d'étude que j'ai traités. Ils guideront à l'avenir également les projets que je souhaite désormais porter.

## Projets d'histoires

Au fil des années, les projets n'ont jamais manqué, en particulier ceux laissés inaboutis faute d'avoir toujours bénéficié d'un temps dédié à la recherche dans le cadre de mon activité professionnelle. La recherche transnationale exige en effet une disponibilité et des moyens matériels difficiles à mobiliser hors du cadre des institutions ou des programmes scientifiques universitaires. C'est aussi un enjeu important pour l'orientation de la recherche et des choix stratégiques en la matière qu'ils soient institutionnels, collectifs ou individuels.

Ces projets en cours ou encore à défricher demeurent tous marqués par la même orientation destinée à éclairer l'histoire de l'*européanisation*<sup>181</sup>, conçue comme la multitude des processus de diffusion et de transfert transnational, voire transcontinental d'idées, de politiques, de pratiques culturelles, de modèles économiques et sociaux reconnus comme spécifiquement européens. Sans tomber dans la reproduction d'un récit national identitaire à l'échelle communautaire, l'*européanisation* permet ainsi d'appréhender les processus de convergence internes, l'essor des interactions, la prise de conscience d'une *européanité*

---

<sup>181</sup> Sur ce processus, voir notamment Hartmut Kaelble, « Europäisierung », dans Matthias Middell (dir.), *Dimensionen der Kultur- und Gesellschaftsgeschichte*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2007, p. 73-89 ; Martin Conway et Kiran Klaus Patel (dir.), *Europeanization in the Twentieth Century: Historical Approaches*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2010 ; Patricia Clavin, « Time, Manner, Space: Writing Modern European History in Global, Transnational and International Contexts », *European History Quarterly*, vol. 40, 2010, p. 624-640 ; Matthieu Osmont, Emilia Robin-Hivert, Katja Seidel et Mark Spoerer (dir.), *Européanisation au XX<sup>e</sup> siècle : un regard historique / Europeanisation in the 20th century: the Historical Lens*, Bruxelles, Peter Lang, 2012 ; Michael Gehler, « "Europe" : Europeanizations and their Meaning for European Integration Historiography », *Journal of European Integration History*, vol. 22, 2016, p. 141-174 ; Gabriele Clemens (dir.), *The Quest for Europeanization. Interdisciplinary Perspectives on a Multiple Process*, Stuttgart, Steiner, 2017. On citera également pour référence Peter Burke, « Did Europe Exist before 1700? », *History of European Ideas*, 1/1980, p. 21-29.

progressivement encouragée par des politiques publiques nouvelles, sans négliger en même temps les processus de diffusion externes à la communauté en Europe, parmi les pays ayant vocation à l'intégrer, mais aussi au-delà dans le monde, via les empires coloniaux et leurs vestiges bien sûr, mais également via un rayonnement plus récent et contemporain dans l'ensemble des pays du monde grâce à une influence puissante et durable sur la pensée économique et sociale, ainsi qu'à sa diffusion dans le cadre normatif des institutions de la gouvernance mondiale renouvelées depuis les années 1970<sup>182</sup>. La spécificité de la période des coopérations européennes après 1945 réside dans l'affirmation d'un projet de convergence et d'intégration visant à réaliser une unité politique, économique, sociale et culturelle. Ce projet se réalise à la fois par des processus internes et externes. Si l'*européanité* s'appréhende d'abord à travers l'importance du transnational en interne, elle se dessine aussi de plus en plus de manière globale comme une identité européenne face et de par le monde<sup>183</sup>. Alors que les géographes, les politistes et les juristes se sont progressivement appropriés la notion d'*européanisation*, les historiens ont eu longtemps tendance à en limiter l'étude à une histoire globale des phénomènes coloniaux qui demeure largement hors du champ interdisciplinaire des discussions scientifiques sur une question trop abruptement et exclusivement bornée au seul impact de la construction européenne. À l'heure où la notion est désormais largement reprise par les pouvoirs publics et détermine les objectifs des politiques publiques<sup>184</sup>, l'élargissement de l'acception de l'*européanisation* constitue un aspect fondamental de l'histoire des coopérations européennes, mais plus largement de l'histoire du temps présent des sociétés européennes<sup>185</sup>.

---

<sup>182</sup> Jack Goody, *Le vol de l'histoire. Comment l'Europe a imposé le récit de son passé au reste du monde*, Paris, Gallimard, 2010 ; Étienne François et Thomas Serrier (dir.), *Europe. Notre histoire*, Paris, Les Arènes, 2017.

<sup>183</sup> Mario Del Pero, Tibor Frank, Eötvös Loránd University, Martin Klimke et Helle Porsdam, « American History and European Identity », *The American Historical Review*, vol. 119, 3/2014, p. 780-790. Voir également Richard Pells, *Not Like Us: How Europeans Have Loved, Hated, And Transformed American Culture Since World War*, New York, Basic Books, 1998.

<sup>184</sup> Kevin Featherstone et Claudio Radaelli (dir.), *The Politics of Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2003 ; Pierre Bauby, *L'Européanisation des services publics*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

<sup>185</sup> Sur la convergence des sociétés européennes, on reverra aux travaux fondateurs d'Hartmut Kaelble, *Europäer über Europa. Die Entstehung des europäischen Selbstverständnisses im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2001 ; *Das europäische Sozialmodell. Auf dem Weg zum transnationalen Sozialstaat*, Berlin, Sigma, 2004 ; *Sozialgeschichte Europas: 1945 bis zur Gegenwart*, Munich, Beck, 2007.

## *Une histoire globale de l'économie sociale de marché*

Ma première perspective de recherche à venir s'inscrit en parfaite continuité avec le mémoire inédit sur l'histoire de l'économie sociale de marché en Europe et en constituerait sans doute même un nécessaire complément. En dépit de l'ampleur des sources étudiées et de l'empan chronologique analysé, ce mémoire présente d'importantes lacunes qu'il importerait de compléter à l'avenir dans une logique similaire d'histoire transnationale de l'influence du modèle économique et social allemand.

Le premier axe d'étude serait naturellement la poursuite d'un travail d'archives interrompu par les aléas du contexte international, mais d'abord et avant tout par les délais d'ouverture des fonds. Nombre de dossiers des archives fédérales et des archives de l'*Auswärtiges Amt*, importants pour la seconde moitié de la décennie 1980 ou le début de la suivante et concernant notamment l'union économique et monétaire, le marché intérieur ou encore la réunification et les élargissements n'ont en effet pu être ouverts dans la mesure où une partie de leurs documents portaient sur les années 1992-1993, non encore accessibles. En outre, l'ouverture récente des archives diplomatiques et de la chancellerie sur la période 1989-1991 est progressivement exploitée par des chercheurs qui éclaireront vraisemblablement dans les prochaines années d'un jour nouveau les enjeux européens de la réunification pour le gouvernement ouest-allemand. Pour des raisons académiques davantage que scientifiques, il m'a néanmoins semblé préférable d'achever – même provisoirement – ce premier travail dans le dessein d'apporter une vue générale sur l'ensemble de la période 1953-1993.

Ce travail de complément sur la fin de la période visera également à prolonger l'analyse sur la décennie 1990, en particulier autour de la question fondamentale des élargissements à l'Est et de la réunification continentale. La place du modèle allemand dans la diffusion du néolibéralisme en Europe centrale et orientale avant comme dans le cadre des processus d'adhésion des anciennes démocraties populaires à l'Union européenne n'a pour l'instant pu faire l'objet que de premières

approches partielles et souvent non fondées sur les sources<sup>186</sup>. Il s'agit pourtant d'une question essentielle pour comprendre la réorientation de la diplomatie allemande vers l'Est et son rééquilibrage continental. Là encore, le rôle de l'action culturelle des fondations<sup>187</sup>, mais aussi des universités et des réseaux académiques allemands devra être davantage éclairé, de même que celui des intérêts économiques des entreprises allemandes dans la conquête des marchés à l'Est du continent. En outre, l'influence allemande sur l'intégration d'une dimension économique et sociale dans les critères de Copenhague mérite là encore d'être approfondie. Il s'agira ainsi de sortir d'une perspective essentiellement centrée sur l'histoire de l'Europe centre-orientale telle qu'elle est souvent pratiquée en Allemagne par l'*Ostforschung*<sup>188</sup> pour favoriser une appréhension globale du continent par le biais des processus de convergence vers un modèle économique et social.

Outre les élargissements, la question de la réunification allemande, de sa gestion et de ses conséquences économiques et sociales sur le modèle allemand dans les années 1990, pourra également faire l'objet d'une analyse plus approfondie. Cette question devra être prioritairement appréhendée à travers son influence sur le positionnement allemand en matière d'union économique et monétaire tout au long des années 1990. Les difficultés économiques faisant progressivement de l'Allemagne réunifiée « l'homme malade de l'Europe » n'ont en effet pas réellement conduit à la contestation ou à la remise en question du modèle de l'économie sociale de marché, mais davantage à son approfondissement à travers les réformes Schröder du début des années 2000<sup>189</sup>. Loin de signifier un recul de l'influence ordolibérale, la réunification et ses conséquences ont ainsi progressivement conduit à la réalisation du programme dessiné au début des années 1980 par le papier Lambsdorff, non

---

<sup>186</sup> Peter Katzenstein, *Mitteleuropa: Between Europe and Germany*, New York, Berghahn Books, 1997 ; Philipp Ther, *Die neue Ordnung auf dem alten Kontinent: Eine Geschichte des neoliberalen Europa*, Berlin, Suhrkamp, 2014 ; Cornel Ban, *Ruling Ideas: How Global Liberalism Goes Local*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

<sup>187</sup> Volker Vinnai, *Demokratieförderung in Afrika. Die Zusammenarbeit der Friedrich-Ebert-Stiftung mit politischen Parteien und Befreiungsbewegungen in Afrika*, Berlin, LIT, 2007.

<sup>188</sup> Erwin Oberländer (dir.), *Geschichte Osteuropas. Zur Entwicklung einer historischen Disziplin in Deutschland, Österreich und der Schweiz 1945-1990*, Stuttgart, Steiner, 1992.

<sup>189</sup> Klaus Schroeder, *Preis der Einheit. Eine Bilanz*. Munich, Hanser, 2000 ; Gerhard Ritter, *Der Preis der deutschen Einheit. Die Wiedervereinigung und die Krise des Sozialstaats*, Munich, Beck, 2006 ; Andreas Rödter, *Geschichte der deutschen Wiedervereinigung*. Munich, Beck, 2011.

seulement en Allemagne, mais aussi en Europe, contribuant ainsi à « l'hégémonie globale du néolibéralisme » jusqu'à la crise de 2008<sup>190</sup>.

À plus long terme, ces perspectives de recherche tracent ainsi le projet plus ambitieux d'un second volet de l'influence de l'économie sociale de marché sur le continent européen, allant jusqu'au traité de Lisbonne et à l'institutionnalisation du modèle sur l'ensemble du continent. Alors que la première période abordait prioritairement la problématique de l'acceptation et de la diffusion européenne du modèle parmi les élites diplomatiques et économiques communautaires, la seconde période, postérieure à l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, pose davantage la question de l'acceptabilité de la contrainte externe par la population des pays européens. Dès lors, la diffusion de l'économie sociale de marché a cessé d'être principalement une affaire d'élites, un débat économique lointain, pour toucher davantage qu'auparavant les populations dans leur quotidien. La RFA s'est ainsi retrouvée dans le rôle aussi inconfortable qu'intenable à long terme de gendarme économique de l'Europe, ce que la coalition ordolibérale avait à tout prix cherché à éviter jusqu'en 1992 en s'opposant à l'extension de la solidarité monétaire faute d'une adhésion des nations à la politique de stabilité. Cette histoire des années 1990-2000, serait ainsi celle de l'acceptation par l'Allemagne fédérale d'un rôle nouveau de gardienne des traités qu'elle avait certes assumé depuis 1957, mais dans une bien moindre mesure et avec une marge de manœuvre politique plus importante.

Si les sources sur la période ne pourront être ouvertes que dans quelques années, les juristes et les économistes ont déjà dessiné quelques axes pertinents. C'est en particulier le cas des débats théoriques et politiques sur la « modernisation » du droit européen de la concurrence qui ont agité les milieux académiques et bruxellois au début des années 2000 autour de la question d'un assouplissement de la politique européenne de la concurrence en matière de contrôle des pouvoirs économiques pour tendre vers davantage de promotion de l'efficacité des entreprises

---

<sup>190</sup> Philipp Ther, « 1989 und die globale Hegemonie des Neoliberalismus », dans Christoph Lorke et Rüdiger Schmidt (dir.), *Der Zusammenbruch der Alten Ordnung? Die Krise der sozialen Marktwirtschaft und der neue Kapitalismus in Deutschland und Europa*, Stuttgart, Steiner, 2020, p. 53-84.

et des marchés<sup>191</sup>. De même, la question du respect du Pacte de stabilité et de la violation de ses critères par l'Allemagne au début des années 2000 constitue un autre tournant dans l'évolution du modèle allemand et de sa diffusion continentale<sup>192</sup>. En dehors même du conflit interne et de la légitimation de cette décision par le gouvernement allemand, c'est son impact sur l'ensemble des débats politiques dans les autres pays européens qui importe ici également.

À ces perspectives prolongeant le travail précédent sur l'adoption d'un modèle économique et social dans le cadre de l'intégration européenne pourrait s'ajouter une analyse détaillée de la dimension extra-européenne concernant la diffusion des conceptions économiques et sociales allemandes comme modèle continental hors de la communauté et du continent, ainsi que de la réception de ces idées dans les pays concernés. Une telle perspective pourrait prendre sa source dans la diffusion du modèle ouest-allemand à destination de l'Europe de l'Est avant la chute du Mur<sup>193</sup>. Cette première approche permettrait d'approfondir l'analyse du modèle de l'économie sociale de marché comme doctrine de combat anticommuniste dans le cadre de la Guerre froide. La diffusion continentale de l'économie sociale de marché constitue d'ailleurs aujourd'hui encore un enjeu clé de la confrontation entre l'UE et la Russie dans des pays comme l'Ukraine et la Moldavie dont la mutation du modèle économique et social est un élément clé du *Soft Power* européen dans la région. Cette approche demanderait toutefois à être étendue à d'autres pays et continents, en particulier à l'Amérique latine et à l'Afrique où la politique d'aide au développement de la RFA entrait en compétition avec celle de la RDA<sup>194</sup>.

Le soutien de l'Allemagne fédérale à la diffusion des idées ordolibérales sur ces continents a déjà été mis en évidence, notamment dans le cas de certains

---

<sup>191</sup> Claire Mongouachon, « Ordolibéralisme versus néolibéralisme : antagonismes idéologiques et conséquences pratiques en droit européen de la concurrence », dans Sarah Dormont et Thomas Perroud (dir.), *Droit et marché*, Paris, LGDJ, 2015, p. 35-39.

<sup>192</sup> Josef Hien et Christian Joerges, « Dead man walking: Current European Interest in ordoliberal tradition », EUI Working Papers, Florence, 03/2018, p. 16-17.

<sup>193</sup> Michael Gehler, Helmut Wohnout et Piotr Kosicki (dir.), *Christian Democracy and the Fall of Communism*, Leuven, Leuven University Press, 2019.

<sup>194</sup> Voir notamment Hans-Joachim Spanger et Lothar Brock (dir.), *Die beiden deutschen Staaten in der Dritten Welt. Die Entwicklungspolitik der DDR – eine Herausforderung für die Bundesrepublik Deutschland?*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1987 et Hans-Jörg Bücking (dir.), *Entwicklungspolitische Zusammenarbeit in der Bundesrepublik Deutschland und der DDR*, Berlin, Duncker & Humblot, 1998.

penseurs comme Röpke<sup>195</sup>. Il conviendrait toutefois de systématiser cette perspective en prenant en compte d'autres influences, en particulier l'action des fondations politiques, mais aussi celle des réseaux chrétiens-démocrates en Amérique latine, ou encore à l'action politique de la CDU en Afrique du Sud. Enfin, la RFA a également eu une politique active de développement que les archives du ministère fédéral de la coopération économique ont déjà partiellement permis d'éclairer dans d'autres domaines<sup>196</sup>. Si les écarts de développement, mais également les différences de culture juridique et économique, ont souvent conduit à questionner – comme en Europe – l'opportunité et la possibilité de diffuser l'économie sociale de marché dans les pays en développement, certains gouvernements n'en ont pas moins repris ce modèle, au moins comme étiquette politique comme ce fut le cas notamment du président péruvien Alberto Fujimori dans les années 1990<sup>197</sup>.

Au-delà de ces contacts, quels furent les liens et les circulations d'idées, les transmissions qui favorisèrent la diffusion des conceptions héritées du modèle allemand ? Dans tous ces pays, l'influence allemande a progressivement contribué à déconstruire et à reconstruire l'image de l'Europe hors du continent. Outre sa réussite économique et le succès de ses exportations, l'Allemagne fédérale, en s'appuyant sur sa réussite économique et son modèle, a ainsi joué de son influence diplomatique pour proposer un modèle européen alternatif au colonialisme incarné par la France et la Grande-Bretagne. Comme au sein du continent européen, le rôle financier de la RFA à l'échelle mondiale mériterait d'être analysé pour mettre en évidence le lien entre l'aide au développement bilatérale ou multilatérale accordée

---

<sup>195</sup> Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, p. 371-406.

<sup>196</sup> Bastian Hein, *Die Westdeutschen und die Dritte Welt Entwicklungspolitik und Entwicklungsdienste zwischen Reform und Revolte 1959-1974*, Munich, Oldenbourg, 2005 et Michael Bohnet, *Geschichte der deutschen Entwicklungspolitik*, Munich, UVK, 2015. Sur la politique du développement, voir notamment Hubertus Büschel et Daniel Speich (dir.), *Entwicklungswelten. Globalgeschichte der Entwicklungszusammenarbeit*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2009. Pour une comparaison des politiques européennes, voir notamment Wolfgang Gieler et Martin Schwarz (dir.), *Entwicklungszusammenarbeit im europäischen Vergleich. Eine grundlegende Einführung in die Politik ausgewählter Staaten*, 2<sup>e</sup> édition, Berlin, LIT, 2020.

<sup>197</sup> *Economía social de mercado: alternativa para el desarrollo peruano*, Lima, Centro de Investigación – Universidad del Pacífico, 1991. Voir également Tena Gabgue (dir.), *Ökonomische Ethik in Afrika und Asien Chancen und Grenzen der sozialen Marktwirtschaft in den Ländern Afrikas und Asiens ; Beiträge zu einem interkulturellen Wissenschaftsverständnis und zu den internationalen Wirtschaftsbeziehungen*, Francfort-sur-le-Main, IKO, 1995.

de plus en plus généreusement par la RFA et la diffusion de conceptions économiques et sociales orientées vers le marché libre.

Enfin, il conviendrait d'analyser également l'importance croissante prise par la RFA et ses conceptions économiques dans la transformation de la gouvernance mondiale à partir des années 1970. Si ces évolutions ont déjà en partie été esquissées dans le mémoire inédit, ainsi que par d'autres recherches portant plus largement sur l'influence allemande<sup>198</sup>, la question de son apport aux préconisations d'ajustement structurel dans le cadre de la diplomatie des sommets comme dans celui des organisations internationales mériterait d'être approfondi. Le rôle spécifique des réseaux allemands au sein du FMI et de Banque mondiale, mais aussi de l'OCDE, qui joue un rôle clé dans la diffusion de « bonnes pratiques » économiques et sociales parmi les pays industrialisés<sup>199</sup>, pourrait ici constituer un intéressant point de départ de cette histoire d'une influence relevant au moins autant de l'expertise que de la politique. Les archives de l'OCDE demeurent d'ailleurs trop peu étudiées concernant l'organisation comme ses prédécesseurs – le Comité de Coopération Économique Européenne (CCEE) et l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) – et mériteraient un travail pour elles-mêmes. Ici aussi, la place particulière de la RFA et des experts allemands dans le fonctionnement et les préconisations de l'organisation permettrait certainement de mieux appréhender la diffusion des idées néolibérales en Europe et dans le monde.

Cette approche de l'*européanisation* à travers les organisations internationales favoriserait une réévaluation de l'apport européen aux transformations de la gouvernance mondiale et à la diffusion globale des pratiques de « bonne gouvernance ». Au-delà des enjeux économiques et commerciaux, elle permettrait d'approfondir à l'échelle internationale l'apport des conceptions allemandes à « l'économisation de l'environnement » dont l'étude a été esquissée dans le mémoire inédit pour l'Europe communautaire des années 1970-1980<sup>200</sup>.

---

<sup>198</sup> Emmanuel Mourlon-Druol et Federico Romero, *International Summitry and Global Governance*, Londres, Routledge, 2015 ; J. Germann, *Unwitting Architect*, *op. cit.*

<sup>199</sup> Richard Woodward, *The Organisation for Economic Co-Operation and Development (OECD)*, Londres, Routledge Chapman & Hall, 2009 ; Asmara Klein, Camille Laporte et Marie Saiget (dir.), *Les bonnes pratiques des organisations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 ; Matthias Schmelzer, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

<sup>200</sup> R. Graf, « Die Ökonomisierung der Umwelt », *op. cit.*

L'accélération des négociations internationales avec la multiplication des pollutions atmosphériques et surtout la prise de conscience du réchauffement climatique au cours des années 1980-1990 ont progressivement conduit à l'acceptation globale et à la systématisation de la mise en œuvre du principe pollueur-payeur et du principe de précaution, mais aussi à l'accélération des politiques d'innovation et de reconversion industrielle qui étaient au cœur des conceptions environnementales allemandes et prirent une place croissante dans le modèle de l'économie sociale de marché. Alors que les États-Unis avaient été jusque-là les pionniers des législations antipollution, l'Union européenne, par sa diplomatie et sa politique industrielle, s'est alors progressivement imposée comme le promoteur mondial des normes environnementales<sup>201</sup>.

Ces différentes perspectives conduiraient ainsi à l'écriture d'une véritable histoire globale de l'économie sociale de marché, prenant en compte à la fois les conditions transnationales de sa diffusion à l'échelle du continent européen et sa constitution progressive comme modèle européen sur les autres continents, ainsi que son influence sur la nouvelle gouvernance économique mondiale. Elles mettraient en évidence la place complexe de ce modèle dans l'*européanité* et dans l'*européanisation*, ainsi que dans le processus de diffusion du paradigme néolibéral à travers le monde au cours du second XX<sup>e</sup> siècle. Elle permettrait enfin de réévaluer la place de l'Europe et de la RFA dans la diffusion et la mise en œuvre du néolibéralisme sur le continent et dans le monde. Elle pourrait ainsi venir nuancer, sans la remettre fondamentalement en question, l'image mondialement acceptée d'une Europe sociale et étatiste face à une Amérique libérale.

### *Une histoire des crises sociales de l'intégration économique européenne*

Une deuxième approche prolongeant et élargissant mes travaux déjà publiés consisterait à prolonger l'analyse connectée des contestations des « années 1968 » et de leurs conséquences sur le processus d'intégration européenne en proposant une étude des crises sociales reliée à la fois aux impératifs posés par les étapes de cette intégration et aux conséquences de ces mouvements sur la politique

---

<sup>201</sup> Baziadoly Sophie, *La politique européenne de l'environnement*, Bruxelles, Bruylant, 2014.

économique communautaire. Cette perspective viendrait ainsi questionner le rapport des populations européennes au processus d'*européanisation* des sociétés et contribuer à en compléter le volet contestataire souvent négligé<sup>202</sup>. Encore une fois, cette perspective a pour l'instant surtout été étudiée par les sociologues qui se sont prioritairement concentrés sur les mouvements eux-mêmes<sup>203</sup> et mériterait également une analyse par l'histoire sur le temps long afin de prendre en compte les évolutions et les constantes de ce rapport des populations aux politiques européennes, mais également afin d'envisager à l'appui des sources les réactions et les ajustements des politiques européennes par les gouvernements nationaux et la Commission.

Jusqu'à une période récente, l'histoire de l'intégration européenne s'est assez peu intéressée aux mouvements sociaux, généralement nationaux et longtemps fort indirectement reliés aux enjeux européens. La crise des dettes souveraines et ses conséquences politiques et sociales a brutalement rappelé le lien entre la contrainte externe européenne et la question de son acceptation par les populations des différentes démocraties concernées bien au-delà de leurs élites politiques et économiques. Pourtant, des mouvements de grèves des années 1963-1964 aux Pays-Bas, en Italie et en France aux contestations contre les réformes structurelles imposées dans les années 2010 en Italie ou en Espagne, en passant par les mobilisations contre les réformes des retraites en France et en Italie au milieu des années 1990, l'histoire européenne est jalonnée de mouvements sociaux dont les politiques européennes constituent au moins un facteur d'explication.

Les historiens des mouvements sociaux se sont pour l'instant prioritairement focalisés sur un utile travail de comparaison entre les mouvements nationaux, mettant souvent en évidence le rôle des réformes structurelles d'orientation

---

<sup>202</sup> Dieter Gosewinkel (dir.), *Anti-liberal Europe. A Neglected Story of Europeanization*, New York, Berghahn Books, 2015.

<sup>203</sup> Voir notamment Dieter Rucht, *Modernisierung und neue soziale Bewegungen. Deutschland, Frankreich und USA im Vergleich*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 1994 ; Thomas Risse, Maria Green Cowles et James Caporaso (dir.), *Transforming Europe: Europeanisation and Domestic Change*, New York, Cornell, Ithaca, 2001 ; Roland Roth et Dieter Rucht (dir.), *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2008 ; Donatella della Porta et Manuela Caiani (dir.), *Social Movements and Europeanization*, Oxford, Oxford University Press, 2009 ; Olivier Fillieule et Guya Accornero (dir.), *Social Movement Studies in Europe. The State of the Art*, New York, Berghahn Books, 2016. Dans une perspective comparative franco-allemande, voir également Pierre Montfort (dir.), *Europeanizing Contention. The Protest Against "Fortress Europe" in France and Germany*, New York, Berghahn Books, 2014.

néolibérale dans l'émergence des revendications<sup>204</sup>. Il conviendrait toutefois de connecter davantage ces histoires nationales, non seulement en proposant une lecture de ces revendications à l'aune des réformes communautaires et des préconisations de la Commission européenne, mais aussi au regard de leurs conséquences sur la politique économique de l'Union européenne. En effet, la réponse à ces mouvements semble paradoxalement avoir consisté davantage à renforcer l'intégration et à accélérer certaines réformes qu'à ralentir un processus de libéralisation pourtant au cœur de ces contestations. Au contraire, les mouvements sociaux n'ont pas réellement permis de faire émerger une Europe sociale.

Un tel travail ne peut naturellement être mené individuellement, mais pourrait fait l'objet d'un programme de recherche transnational intégrant une approche pluridisciplinaire. Ce type de programme devra également prendre en compte la diversité des cas nationaux sur une période de temps longue dans une logique à la fois comparative et connectée s'intéressant aussi aux circulations, aux interrelations, aux mémoires et aux réactivations au sein de ces mouvements. Tout aussi intéressante serait l'analyse des réactions des gouvernements nationaux comme de la Commission à ces mouvements et à une contestation sociale ciblant de plus en plus les politiques communautaires. Dans ce domaine, les mouvements sociaux de contestation de la Politique agricole commune devront naturellement être pris en compte de manière spécifique dans la mesure où ils ont été marqués par une prise de conscience particulièrement précoce des enjeux européens<sup>205</sup>. Il en ira de même des grèves ouvrières consécutives aux restructurations industrielles des années 1970-1980 dans la sidérurgie et le textile. Certains mouvements de moindre ampleur ont pourtant eu un impact direct sur la construction des politiques européennes. C'est par exemple le cas des grèves des douaniers et des transporteurs routiers au milieu des années 1980 qui contribuèrent à accélérer le processus d'ouverture douanière à travers la signature de l'accord de Schengen<sup>206</sup>. Dans les décennies suivantes, il

---

<sup>204</sup> Bernd Gehrke et Gerd-Rainer Horn (dir.), *1968 und die Arbeiter: Studien zum « proletarischen Mai » in Europa*, Hamburg, VSA-Verlag, 2007 ; Martin Klimke, Jacco Pekelder et Joachim Scharloth (dir.), *Between Prague Spring and French May: Opposition and Revolt in Europe, 1960-1980*, New York, Berghahn Books, 2013.

<sup>205</sup> Élise Roullaud, *Contester l'Europe agricole. La confédération paysanne à l'épreuve de la PAC*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2017.

<sup>206</sup> Federica Infantino, *Schengen Visa Implementation and Transnational Policymaking. Bordering Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2019, p. 38.

conviendrait de mettre en lumière la prise de conscience progressive de la contrainte externe, en particulier dans les mouvements de contestation des réformes des retraites ou des privatisations dans les secteurs publics, ainsi que l'émergence de mouvements transnationaux spécifiquement orientés contre certaines politiques européennes comme ce fut le cas lors de l'application de la directive Bolkestein.

Il sera également intéressant d'étudier la réactivité des populations à l'aune de la contrainte qui leur est imposée par les politiques de stabilité. Au-delà des cultures politiques et sociales nationales, la comparaison des mouvements devra aussi analyser l'importance des mutations mises en place par les différents pays membres et ainsi mesurer l'ampleur des concessions consenties par les différentes catégories de population concernées. Certains pays et certaines catégories socio-professionnelles nationales ont en effet été davantage contraintes que d'autres par les politiques de stabilité engagées par les gouvernements. La proximité initiale du modèle économique et social final apparaît ici particulièrement importante. Le rôle des syndicats et de leur intégration progressive à un dialogue social européen constitue aussi un aspect clé de l'acceptation de cette contrainte<sup>207</sup>. On pourra ainsi questionner progressivement le lien entre les contraintes d'adaptation et de restructuration des sociétés avec la montée progressive d'un rejet des politiques européennes et de l'euroscepticisme.

Malgré son ampleur, un tel travail mériterait à n'en pas douter d'être mené afin de mettre en lumière l'émergence progressive d'un débat politique et social sur le contenu du projet européen qui marque une étape fondamentale du processus d'*européanisation*<sup>208</sup>. Alors que jusqu'aux années 1990, « l'Europe » en construction est demeurée lointaine pour la plupart de ses citoyens, elle est peu à peu devenue plus tangible par l'ouverture du marché intérieur et de l'espace Schengen, mais aussi à travers la prise de conscience de l'influence de la contrainte externe sur les politiques publiques nationales. C'est donc autant par leur caractère souvent transnational que par leur opposition à des politiques supranationales que les

---

<sup>207</sup> Michel Pigenet, Patrick Pasture et Jean-Louis Robert (dir.), *L'apogée des syndicalismes en Europe occidentale 1960-1985*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005.

<sup>208</sup> Manuella Caiani et Donatella della Porta, « Europeanization from Below? Social Movements and Europe », *Mobilization*, vol. 12, mars 2007, p. 1-20.

mouvements sociaux ont progressivement contribué à créer un espace politique commun, embryon d'un potentiel espace public européen<sup>209</sup>.

Enfin, l'un des enjeux prioritaires d'une telle analyse serait de comprendre les processus décisionnels et les conceptions institutionnelles qui conduisent à un ralentissement ou au contraire à une accélération de l'intégration européenne au terme de ces mouvements. Dans le cas de Mai 68, le mouvement a ainsi abouti à la fois à une suspension provisoire de la libéralisation des capitaux et de la suppression de l'indexation des salaires en France, tout en conduisant à l'ouverture du processus d'union économique et monétaire sur le long terme. L'approche par les mouvements sociaux permettra ici de contourner l'angle habituel des « relances » européennes diplomatiques pour mettre en évidence les facteurs sociaux présidant à ces tournants politiques. Les notions d'« approfondissement » et de « réforme » devront ici être questionnées dans leurs significations politiques et leurs buts économiques et sociaux. Cette approche visera ainsi à dépasser le reproche classique d'une simple « technocratisation » pour mieux prendre en considération les logiques politiques et idéologiques qui les sous-tendent, en particulier le choix d'un ordre économique et social orienté vers le marché libre. Elle permettra finalement aussi de discuter la notion de « crise » récurrente de la construction européenne en insistant sur l'importance des réactions sociales aux différents processus de convergence, ainsi qu'en analysant leur impact sur l'émergence de consensus décisionnels au niveau communautaire.

### *Comparaisons franco-allemandes, toujours...*

À ces projets en cours ou dans la continuité de mes recherches précédentes s'ajoutent un certain nombre de pistes de recherche principalement centrées sur la base de mon travail, le franco-allemand. Deux d'entre elles me paraissent pour l'instant dignes d'être mentionnées dans ce mémoire de synthèse.

---

<sup>209</sup> Robert Frank, Hartmut Kaelble, Marie-Françoise Lévy *et al.*, *Building a European public Sphere: from the 1950s to the Present*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

La première croiserait à la fois mes recherches doctorales sur le personnel et les élites politiques<sup>210</sup>, ainsi que mes enseignements actuels en histoire de l'administration publique. En retrouvant une approche d'histoire sociale comparée des élites européennes<sup>211</sup>, elle consisterait à écrire une histoire des dynamiques administratives suscitées par l'intégration européenne entre l'Acte unique et les années 1990. Cette période correspond en effet à la conceptualisation et à l'organisation progressive d'un « espace administratif européen » avec le développement des administrations bruxelloises, mais également avec l'*européanisation* des administrations nationales, en particulier en France et en Allemagne. Alors que les traités de Rome et de Maastricht avaient laissé largement ouverte la question de leur mise en œuvre administrative, l'essor de la « gouvernance européenne » dans les années 1980-1990 a en effet conduit à la diffusion progressive de normes, de principes et de modèles communs. Cette évolution accompagne l'accélération du processus d'intégration à la suite de la signature de l'Acte unique jusqu'à la publication en 2001 du Livre blanc de la Commission sur la « Gouvernance européenne »<sup>212</sup> dont les grandes lignes (ouverture, participation, responsabilité, effectivité, cohérence) ont été reprises dans le traité de Lisbonne en 2007. Cette notion de « gouvernance » s'impose également dans le cadre de la conceptualisation d'une « bonne gouvernance » dans la perspective des élargissements à l'Est et de la définition dans ce domaine d'un « acquis communautaire » destiné à harmoniser et à faire converger les pratiques administratives vers un modèle ouest-européen en cours d'émergence.

---

<sup>210</sup> Mathieu Dubois, « Élite(s) et jeunesse(s) en Allemagne », dans Christine Bouneau et Caroline Le Mao, *Élite(s) et jeunesse(s) : des rapports paradoxaux de l'Ancien Régime à nos jours*, Actes du colloque organisé à la Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine les 27 et 28 mars 2008, Rennes, PUR, 2009.

<sup>211</sup> Rainer Hudemann et Georges-Henri Soutou (dir.), *Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert – Strukturen und Beziehungen. Élités en France et en Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – Structures et relations*, t. 1, Munich, Oldenbourg, 1994 ; Louis Dupeux, Rainer Hudemann et Franz Knipping (dir.), *Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert – Strukturen und Beziehungen. Élités en France et en Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles – Structures et relations*, t. 2, Munich, Oldenbourg, 1996 ; Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales (1900-1940), essai d'histoire sociale comparée de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne*, Paris, Seuil, 2001.

<sup>212</sup> « White Paper on Governance. Communication from the Commission of 25 July 2001 "European governance" », *Journal officiel*, C 287, 12.10.2001. Voir notamment Didier Georgakakis, *The political uses of governance. Studying a White Paper*, Leverkusen, Barbara Budrich, 2012.

Derrière le terme de « gouvernance » se diffuse un certain nombre de pratiques administratives, à commencer par le *New Public Management* qui transforme profondément le modèle traditionnellement wébérien des administrations nationales. L'introduction progressive d'une culture du résultat et de l'évaluation, la formalisation et la systématisation de l'expertise publique, la transformation des procédures de sélection, de la durée et des modalités spécifiques de formation ont ainsi contribué à une convergence de la culture des élites administratives considérée comme l'une des clés de l'*européanisation* des politiques publiques. Au-delà des pratiques, l'émergence d'une culture administrative commune repose également sur la capacité à mettre en œuvre le droit et la politique européenne, c'est-à-dire à en comprendre de manière similaire les objectifs, les orientations et les enjeux, à commencer par le modèle de l'économie sociale de marché qui s'impose au même moment comme modèle communautaire.

L'histoire des administrations publiques au second XX<sup>e</sup> siècle demeure encore largement centrée sur l'échelle nationale en France comme en Allemagne<sup>213</sup>, en dépit de quelques travaux pionniers de comparaison internationale<sup>214</sup>. Parallèlement, le champ de « l'eurocratie » a peu à peu été exploré par les sciences politiques et les historiens<sup>215</sup>. L'histoire des dynamiques administratives pourrait toutefois être appréhendée par le biais d'une comparaison franco-allemande de l'évolution des recrutements et des formations, ainsi que de la mise en œuvre des préconisations communautaires en matière de gestion des personnels et de management administratif. Les fonds du *Bundesverwaltungsamt* et de la Direction générale de l'Administration publique s'ouvrent progressivement pour la période concernée. Il en va de même des fonds de certaines écoles spécialisées (*HS-Bund*, ENA, INET) qui restent largement inexplorés. L'ensemble pourrait être complété par les archives et

---

<sup>213</sup> Luc Rouban, *La fonction publique*, Paris, La Découverte, 2009 ; Edwin Czerwick et Wolfgang H. Lorig et Erhard Treutner (dir.), *Die öffentliche Verwaltung in der Demokratie der Bundesrepublik Deutschland*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2009 ; M.-B. Vincent, *La dénazification des fonctionnaires ouest-allemands*, *op. cit.*.

<sup>214</sup> Erk Volkmar Heyen (dir.), *Verwaltungseliten in Westeuropa (19./20. Jh.). Élités administratives en Europe occidentale (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> s.). Administrative Elites in Western Europe (19<sup>th</sup>/20<sup>th</sup> c.)*, Baden-Baden, Nomos, 2005 ; Leo Kissleret, René Lasserre et Marie-Hélène Pautrat (dir.), *Modernisation des services publics et management social en France et en Allemagne*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2007.

<sup>215</sup> Katja Seidel, *The process of politics in Europe: the Rise of European Elites and Supranational Institutions*, London, I.B. Tauris, 2010 ; Didier Georgakakis et Jay Rowell, *The Field of eurocracy. Mapping the EU Staff and professionals*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

les rapports de l'OCDE dont l'impact sera à mesurer sur les politiques nationales de réforme des administrations publiques<sup>216</sup>.

Ces sources permettraient d'appréhender une histoire à la fois comparée et connectée des dynamiques administratives européennes à l'exemple du franco-allemande. Le choix de cette comparaison apparaît d'autant plus intéressant que les deux États ont développé des cultures et des fonctionnements administratifs assez éloignés, reflétant une partie des différences existantes entre les pays européens. Outre l'opposition entre une Allemagne fédérale et une France de tradition centralisatrice nuancée par la décentralisation, les deux modèles administratifs s'opposent également par leurs cultures administratives marquées en France par une tradition fortement interventionniste et modernisatrice héritée de la période des Trente Glorieuses et en Allemagne par une certaine méfiance envers les logiques interventionnistes et étatistes reflétant en partie la prégnance de la mémoire des États dictatoriaux du XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, la formation des élites administratives françaises et allemandes se différencie également par leur rapport à l'université et au savoir académique dont la place est sans conteste plus importante en Allemagne qu'en France<sup>217</sup>.

Ce champ de recherche apparaît aujourd'hui d'autant plus prometteur que les administrations publiques et leur recrutement sont en pleine restructuration au niveau national. L'un des défis majeurs de ces réformes est précisément la capacité à *européaniser* les politiques publiques dans le cadre national. En outre, la question du recrutement des élites administratives pose de plus en plus la question de la concurrence pour les postes européens et internationaux, mais également désormais aussi nationaux, ce qui met en compétition les formations, les établissements et les diplômés.

Une dernière piste de réflexion franco-allemande qu'il semble utile de mentionner ici consisterait à combler une lacune de la bibliographie disponible en

---

<sup>216</sup> Pour exemples : OECD, *European Principles for Public Administration*, SIGMA papers, n° 27, (99) 44, 1999 ; Carlo Nizzo, *National public administration and European integration*, Paris, OECD/Sigma, 2001.

<sup>217</sup> Hervé Joly (dir.), *Formation des élites en France et en Allemagne*, Cergy-Pontoise, CIRAC, 2005 ; Marie-Bénédicte Vincent, *Serviteurs de l'État : les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933*, Paris, Belin, 2006.

français en répondant aux sollicitations éditoriales pour écrire une biographie française d'Helmut Kohl. Si la bibliographie allemande est naturellement abondante et a été renouvelée par plusieurs publications au cours des dernières années<sup>218</sup>, le public français ne dispose aujourd'hui d'aucun ouvrage récent fondé sur des sources<sup>219</sup>. Il s'agit d'une lacune d'autant plus dommageable que l'action du « chancelier de l'unification » – reléguant celle Bismarck – demeure pour le public français largement dans l'ombre de celle de Mitterrand et de son rôle dans le moteur franco-allemand au cours des années 1980<sup>220</sup>. L'ouverture des sources sur les années 1988-1993 renouvèle aujourd'hui progressivement la compréhension de cette période clé du gouvernement Kohl et de sa place dans l'histoire européenne.

Il apparaîtrait donc intéressant d'en reprendre l'histoire à l'aune d'une biographie afin, encore une fois, de mieux cerner le rôle déterminant de l'Allemagne fédérale dans les grandes évolutions de l'intégration européenne. Au-delà de son rôle de chancelier de l'unification allemande et continentale<sup>221</sup>, la figure de Kohl apparaît également intéressante à plusieurs égards pour l'historien du franco-allemand et de l'intégration européenne. Le premier est son rapport spécifique à la question de la puissance et de la nation qui lui a permis d'incarner l'*européanisation* de la puissance allemande à l'étranger et l'idée de constitutionnalisme national à l'intérieur.

---

<sup>218</sup> Parmi les nombreux ouvrages retraçant l'ensemble ou une partie de la biographie de Kohl depuis les années 1980, on retiendra ici simplement les plus récents et complets : Wolfram Bickerich et Hans-Joachim Noack, *Helmut Kohl. Die Biografie*, Berlin, Rowohlt, 2010 ; Hans Peter Schwarz, *Helmut Kohl. Eine politische Biographie*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2012 ; Henning Köhler, *Helmut Kohl. Ein Leben für die Politik*, Cologne, Quadriga, 2014. En anglais : Clemens Clay et William E. Paterson (dir.), *The Kohl Chancellorship*, Londres, Routledge, 1998 et Christian Wicke, *Helmut Kohl's Quest for Normality. His Representation of the German Nation and Himself*, New York, Berghahn Books, 2015. On renverra également aux nombreux ouvrages de mémoires publiés par Kohl : « *Ich wollte Deutschlands Einheit* », Berlin, Propyläen, 1996 ; *Mein Tagebuch 1998-2000*, Munich, Droemer, 2000 ; *Erinnerungen, 1930-1982*, Munich, Droemer, 2004 ; *1982-1990*, Munich, Droemer, 2005 ; *1990-1994*, Munich, Droemer, 2007 ; *Vom Mauerfall zur Wiedervereinigung. Meine Erinnerungen*, Munich, Knauer-Taschenbuch-Verlag, 2009.

<sup>219</sup> Jean-Paul Picaper et Karl Hugo Pruys, *Helmut Kohl*, Paris, Fayard, 1998 et Hans Stark, *Kohl, l'Allemagne et l'Europe. La politique d'intégration européenne de la République fédérale. 1982-1998*, Paris, L'Harmattan, 2004.

<sup>220</sup> Ulrich Lappenküper, *Mitterrand und Deutschland. Die enträtselte Sphinx*, Munich, Oldenbourg, 2011 ; Frédéric Bozo, *Mitterrand, the End of the Cold War, and German Unification*, Oxford, Berghahn Books, 2009 ; Frédéric Bozo et Cristian Wenkel (dir.), *France and the German Question*, Oxford, Berghahn Books, 2019.

<sup>221</sup> Alexander von Plato, *The End of the Cold War? Bush, Kohl, Gorbachev, and the Reunification of Germany* New York, Palgrave Macmillan, 2016. Sur la politique étrangère de Kohl, voir notamment Stefan Fröhlich, « *Auf den Kanzler kommt es an* » : *Helmut Kohl und die deutsche Außenpolitik. Persönliches Regiment und Regierungshandeln vom Amtsantritt bis zur Wiedervereinigung*, Paderborn, Schöningh, 2001.

Davantage que ses prédécesseurs, il a ainsi orienté sa politique extérieure et incarné lui-même le modèle d'une Allemagne européenne et d'un dépassement européen des nations, en redéfinissant la notion d'« intérêt national » pour la RFA<sup>222</sup>. Kohl est également le chancelier de la mondialisation européenne, en particulier de l'ouverture à l'Asie. Enfin, entré en politique au moment de l'apogée des partis, il incarne aussi un certain désenchantement de la politique, ainsi qu'une forme de dessaisissement du politique au profit de l'économie et de la finance dans le cadre de la mondialisation qui a marqué les années 1980-1990 et s'est largement diffusée à l'ensemble de la classe politique européenne. Au carrefour des enjeux franco-allemands et européens, de l'histoire des élites politiques et de l'histoire diplomatique, cette biographie constituerait une intéressante combinaison des divers champs d'analyse de mes recherches passées et présentes.

---

<sup>222</sup> Hélène Miard-Delacroix et Andreas Wirsching, « Devenir visible au-delà de l'Alliance. Helmut Kohl et "l'intérêt national" dans la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne (années 1980 et 1990) », *Relations internationales*, n° 184, 4/2020, p. 9-23.

## ANNEXES

**PARCOURS ACADEMIQUE**

2019-	PRAG à l'Université de Nantes – Institut de Préparation à l'Administration générale (IPAG) Responsable de la Classe Talents de préparations aux concours de la haute fonction publique (DU)
2019-	Chargé d'enseignements à l'Institut d'études politiques de Rennes
2019	Boursier du DAAD ( <i>Deutscher Akademischer Austauschdienst</i> )
2016-2019	Enseignant-chercheur titulaire à l'Université catholique de l'Ouest Responsable académique de la licence d'histoire
2015-2020	Chargé d'enseignements à Sorbonne Université Abu Dhabi
2015-2016	Chargé d'enseignements à l'Institut catholique de Paris
2015-2016	Professeur agrégé dans l'académie de Versailles
2014-2015	Coordonnateur du programme ANR/DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) » à l'Université Paris-Sorbonne
2013-2015	Chargé d'enseignements à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV)
2013	<i>Visiting Fellow</i> au <i>Zentrum für Zeithistorische Forschung</i> (Potsdam)
2012	Doctorat d'histoire contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg
2009-2014	Chargé d'enseignements à Sciences Po Paris
2009-2013	Conseiller pour les études au cabinet du Recteur de Paris
2008-2009	Boursier du DAAD ( <i>Deutscher Akademischer Austauschdienst</i> )
2006-2013	Allocataire-moniteur puis ATER à l'Université Paris-Sorbonne
2006	Master 2 en histoire contemporaine de l'Université Paris-Sorbonne
2005	Agrégation d'histoire

**ENSEIGNEMENTS ET TRAVAUX PEDAGOGIQUES**

Établissement	Niveau	Années universitaire	Intitulés	Nature de l'enseignement	Nombre d'heures total
<b>Université Paris-Sorbonne</b>	L1	2011/2012	« Faits littéraires et artistiques (XIX <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècle) »	CM Licence d'histoire	12h
Université Paris-Sorbonne	L1	2006/2007	L'Europe au XX <sup>e</sup> siècle	TD Licence d'histoire	48h
Université Paris-Sorbonne	L1	2006/2007	Cours d'allemand pour historiens	TD Licence d'histoire	18h
Université Paris-Sorbonne	L1	2011/2012	Projet professionnel de l'étudiant	TD Licence d'histoire	18h
Université Paris-Sorbonne	L1	2013/2014	Initiation à l'histoire de l'Europe au XIX <sup>e</sup> siècle	TD Licence d'histoire	48h
Université Paris-Sorbonne	L1	2013/2014	L'Europe dans les relations internationales (1914-1945)	TD Licence d'histoire	48h
Université Paris-Sorbonne	L2	2006/2009	Le III <sup>e</sup> Reich	TD Licence d'histoire	144h
Université Paris-Sorbonne	L2	2011/2012	Histoire économique et sociale contemporaine : la France des Trente glorieuses	TD Licence d'histoire	48h
Université Paris-Sorbonne	L3	2009-2013	L'Europe centrale contemporaine dans son contexte international (1945-1990)	TD Licence d'histoire	240h
Université Paris-Sorbonne	L3	2010-2011	Histoire de la pensée économique et sociale aux XIX <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles	TD Licence d'histoire	24h
Université Paris-Sorbonne	L3	2013-2015	Deux Allemagnes – Deux Europe	TD Licence d'histoire	96h
Université Paris-Sorbonne	Master-Concours	2008/2009	Préparation à l'agrégation	TP/Coaching Master concours histoire	24h
<b>Sciences Po Paris</b>	1 <sup>ère</sup> année	2011/2012	Module de mise à niveau en histoire contemporaine	Conférence de méthode	24h
Sciences Po Paris	2 <sup>e</sup> année	2009-2011	Histoire politique de l'Europe à l'ère des masses – XIX <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles	Conférence de méthode	24h
Sciences Po Paris	2 <sup>e</sup> année	2012-2014	Histoire des courants politiques en Europe – XIX <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles	Conférence de méthode	24h
<b>Institut catholique de Paris (ICP)</b>	L1	2015/2016	L'Europe et le monde de 1848 à 1945	TD Préparation concours IEP	48h
Institut catholique de Paris (ICP)	L1	2015/2016	Les relations internationales après 1945	TD Préparation concours IEP	48h
Institut catholique de Paris (ICP)	L1	2015/2016	Le monde après 1945	TD Licence d'histoire	24h
<b>Université Catholique de l'Ouest-Bretagne Sud</b>	L1	2016/2017	Le Moyen-Orient de 1914 à 1945	CM mineure « Science Politique »	18h
UCO-BS	L1	2017/2019	Histoire et mémoires en Allemagne	CM/TD LLCE	60h

UCO-BS	L1	2016/2017	Projet professionnel de l'étudiant	TD Licence d'histoire	18h
UCO-BS	L2/L3	2017-2019	Projet professionnel de l'étudiant	TD Licence d'histoire	36h
UCO-BS	L3	2016-2019	Le nazisme des origines à 1945	CM/TD Licence d'histoire	144h
<b>UCO-Angers</b>	Master	2017-2019	Méthodologie du mémoire de master	TD Master histoire	24h
<b>Sorbonne Université Abu Dhabi</b>	L2	2015	Les relations internationales au temps de la Guerre froide (1945-1991)	CM/TD Licence d'histoire	32h
Sorbonne Université Abu Dhabi	L3	2019-2020	Histoire sociale et culturelle de l'Europe depuis 1945	CM/TD Licence d'histoire	80h
<b>Université de Nantes (IPAG)</b>	M1	2019-2022	Etat et société dans le monde contemporain	CM Master Carrières publiques	180h
Université de Nantes	PCA	2020/2022	Problématiques du monde contemporain	CM Préparation aux concours administratifs	50h
Université de Nantes	PCA	2019-2022	Dissertation de culture générale	TD Préparation aux concours administratifs	120h
Université de Nantes	M1	2019-2022	Note de synthèse	TD Master Carrières publiques – Droit public	246h
Université de Nantes - IRA	M1	2019-2022	Cas pratique	TD Classe préparatoire intégrée	90h
Université de Nantes	L3	2019-2022	Evolutions de la société française depuis 1914	CM Licence d'administration publique	90h
Université de Nantes	L3	2019-2022	Méthodologie générale	TD Licence d'administration publique	84h
Université de Nantes	M2	2021-2022	Questions contemporaines	CM Prépa' Talents INSP-INET	18h
<b>Sciences Po Rennes</b>	M1	2019-2022	Histoire des relations internationales au XX <sup>e</sup> siècle	CM 4 <sup>e</sup> année	68h
Sciences Po Rennes	L2	2022	Histoire des relations européennes au XIX <sup>e</sup> siècle	CM 2 <sup>e</sup> année	22h
<b>IES Abroad</b>	L3	2019-2021	Histoire de l'Union européenne	CM Programme d'échange américain	72h
<b>TOTAL enseignement supérieur</b>					<b>2177h</b>
<b>Éducation nationale</b>	5 <sup>e</sup> , 4 <sup>e</sup> , 3 <sup>e</sup>	2015	Collège Louis Blériot (Levallois-Perret)	Académie de Versailles	
Éducation nationale	2 <sup>nd</sup> e, 1 <sup>ère</sup> , Terminale	2016	Lycée Albert-Camus (Bois-Colombes)	Académie de Versailles	

### Organisation de projets pédagogiques

- Co-auteur du fascicule de méthode de l'UFR d'histoire de l'Université Paris-Sorbonne *Réussir sa licence d'histoire* (2009-2014)
- Co-responsable du projet « Les bombardements en Morbihan durant la Seconde Guerre mondiale » – Projet de recherche collectif de la licence d'histoire de l'UCO-BS en partenariat avec les Archives départementales du Morbihan (2017-2019).

### Organisation de séminaires pédagogiques

- « Paix et guerre à l'époque contemporaine » – Séminaire de formation pour les enseignants des classes AbiBac français et allemands organisé par l'Inspection générale de l'Éducation nationale au CIEP les 26 et 27 novembre 2015.
- « Enseigner les grands exercices de l'histoire du collège à l'université » – Séminaire de formation des enseignants du second degré et de l'université organisation à l'UCO-BS le 29 novembre 2017.
- « Le Proche et Moyen-Orient : foyer de conflits depuis la Première Guerre mondiale » – Séminaire de formation pour les enseignants du second degré organisé à l'UCO-BS le 13 décembre 2017.

### Jury de concours

- Membre du jury d'écrit du concours B/L de l'ENS-Ulm (2013-2017).

### Préparations à des concours

- Concepteur de sujets et correcteur de sujets d'entraînement au concours commun des IEP pour la plateforme labellisée « Tremplin IEP » (2015-2020)
- Concepteur de sujets et correcteurs de sujets d'entraînement au concours de l'ENM pour la préparation commune des Universités Rennes 1 de Nantes Université (2019-2022)
- Colleur en CPGE au lycée Blanche de Castille à Nantes (2019-2022)

## LISTE DES MEMOIRES ENCADRES ET DES SOUTENANCES

### DIRECTION DE MEMOIRES DE MASTER

2017-2018	ICP	Ewen Gaonac'h	« Les réseaux de résistance bretons face à l'occupant allemand : la mémoire controversée d'un régionalisme »
2017-2018	UCO	Solène Croix	« L'influence européenne en République de Moldavie »
2017-2018	UCO	Martin Doussé	« Le sentier lumineux au Pérou : pacification controversée dans les années 1990 » (codirection)
2017-2018	UCO	Justine Launay	« Les conflits liés au réchauffement climatique dans les pays de la région andine » (codirection)
2017-2018	UCO	Bastien Pothier de Badereau	« Panslavisme russe en Europe depuis la chute de l'URSS » (codirection)
2018-2019	ICP	Louise Garmin	« PS et PCF face à la RFA : la gauche française et l'Allemagne capitaliste (1969-1992) »
2018-2019	UCO	Hélène Eveillé	« La condition de la femme dans la révolution tunisienne » (codirection)
2018-2019	UCO	Yohanna Florin	« Les conflits communautaires au Liban après la guerre civile : l'exemple du musée national de Beyrouth » (codirection)
2018-2019	UCO	Corentin Leroy	« Les sociétés militaires privées en Afrique : comparaison Chine, Russie, États-Unis » (codirection)
2018-2019	UCO	Thimothée Veiras	« La France et la défense européenne au lendemain de la réunification : quelle place pour la nouvelle Allemagne ? »

### SOUTENANCES DE MEMOIRES DE MASTER

2020	Sciences Po Rennes	Inès Foucher	« Voyage au cœur des relations culturelles franco-italiennes : Comparaison de deux systèmes culturels et analyse de leur dialogue au travers des expositions » – Mémoire de 4 <sup>e</sup> année sous la direction de Claire Touplin-Guyot
2020	Sciences Po Rennes	Jérémie Lefèbvre	« La mort programmée du documentaire? Le cinéma du réel en danger dans l'hexagone » – Mémoire de 4 <sup>e</sup> année sous la direction de Claire Touplin-Guyot
2021	Sciences Po Rennes	Clara Euzenat	« Ecole, casa, villa : les maisons d'artistes et de chercheurs à l'étranger (Rome et Madrid) dans la diplomatie culturelle française » – Mémoire de 4 <sup>e</sup> année sous la direction de Claire Touplin-Guyot
2021	Sciences Po Rennes	Timothe Perrier	« La figure de l'auteur-réalisateur : une autorité en questions » – Mémoire de 4 <sup>e</sup> année sous la direction de Claire Touplin-Guyot
2021	Sorbonne Université	Saïd Keddache	« De Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy : pensées sur l'Europe Puissance, entre analyse historique et discursive » – Mémoire de M2 sous la direction du professeur Laurent Warloutzet

### ENCADREMENT DE TRAVAUX DOCTORAUX

- Coorganisation et encadrement du colloque de doctorants germano-britannique « *Nachwuchsakademie zur Zeitgeschichte : Vergleich, Transfer und verworbene Geschichte – Forschen im transnationalen Raum* » organisé à Tutzing du 20 au 22 juillet 2012 par l'*Akademie für politische Bildung* de Tutzing, le *King's College* de Londres et l'Université Paris-Sorbonne.

## RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

### *Université de Nantes – IPAG (2019- )*

- Responsable pédagogique de la Prépa' Talents aux concours de l'INSP et de l'INET (2021- )
  - création de la classe et du diplôme universitaire en partenariat avec l'ENA et l'INET
  - recrutement des enseignants
  - coordination des équipes pédagogiques
  - responsabilité du diplôme universitaire
- Responsable de la Préparation aux concours administratifs (2020-2021)
  - sélection et orientation des étudiants
  - recrutement des enseignants
  - communication de la filière
- Coordonnateur des enseignements d'histoire (2019- )
  - recrutement et accompagnement des enseignants d'histoire

### *Université catholique de l'Ouest (2016-2019)*

- Responsable académique de la licence d'histoire
  - coordination d'un département d'environ 250 étudiants sur trois campus (Angers, Laval, Vannes)
  - préparation des maquettes du diplôme, organisation des enseignements, validation des examens et organisation des jurys en convention avec l'université publique
- Responsable pédagogique de l'histoire sur le campus de Vannes
  - recrutement des enseignants, préparation des emplois du temps
  - communication de la filière, lien avec le second degré et les masters
  - orientation des étudiants, organisation de conférences, animation du département
- Responsable des préparations au concours commun des IEP
  - création et organisation de deux préparations à l'UCO de Vannes et au lycée Saint-Louis de Lorient
  - recrutement et suivi des équipes pédagogiques, organisation des enseignements et des épreuves d'entraînement, accompagnement des préparateurs, promotion de la formation

### *Université Paris-Sorbonne Paris IV (2014-2015)*

- Coordonnateur du programme EDEFFA (*Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand*)
  - coordination d'une équipe d'une vingtaine de chercheurs français et allemands
  - organisation d'ateliers et de colloques scientifiques
  - préparation de la gestion administrative et budgétaire du programme

### *Cabinet du recteur de Paris (2009-2013)*

- Rédaction des discours du recteur
- Rédaction de notes sur l'enseignement supérieur, la recherche, la mobilité étudiante, les liens lycée/université, l'enseignement secondaire

*Structure de rattachement*

- UMR Sirice 8138 (Sorbonne-Identités-Relations internationales et civilisations de l'Europe)

*Thématiques de recherche*

- Histoire de l'Allemagne contemporaine
- Histoire de la France après 1945
- Histoire de l'intégration européenne
- Histoire économique et monétaire de la construction européenne
- Histoire politique des partis et des cultures politiques en Europe
- Histoire des conflits politiques et sociaux (1968)
- Histoire de la jeunesse et des générations
- Histoire comparative, histoire transnationale, histoire croisée
- Histoire des déplacements de population durant les guerres mondiales

*Organisation de colloques scientifiques*

- Coorganisateur du colloque franco-allemand du programme franco-allemand EDEFFA à Sarrebruck (septembre 2015)
- Coorganisateur des ateliers du programme franco-allemand EDEFFA (novembre 2014 et mars 2015)
- Coorganisateur du colloque « De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche, les Balkans » en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled à la Sorbonne (septembre 2012)

*Encadrement de travaux scientifiques*

- Coorganisation et encadrement du colloque de doctorants germano-britannique « *Nachwuchsakademie zur Zeitgeschichte : Vergleich, Transfer und verworbene Geschichte – Forschen im transnationalen Raum* » organisé à Tutzing du 20 au 22 juillet 2012 par l'*Akademie für politische Bildung* de Tutzing, le *King's College* de Londres et l'Université Paris-Sorbonne.

*Implication dans des structures de recherche*

- Représentant des doctorants au Conseil de l'École doctorale II de l'Université Paris-Sorbonne (2007-2012)

*Participation à des revues scientifiques*

- Secrétaire de rédaction de la *Revue française d'Histoire économique* (2014-2016)
- Membre du comité de rédaction de la revue *Trajectoires* – revue interdisciplinaire franco-allemande du CIERA (2009-2011).

*Implication dans des projets de recherche :*

- Programme de recherche ANR « GAULHORE – Les Gaullistes, hommes et réseaux » sous la direction du professeur Bernard Lachaise de l'Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3.
- Programme de recherche international de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine intitulé « La construction des jeunes générations en Europe (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles). Formes d'organisation et mobilités. Modélisation(s) et perspectives comparées » sous la direction du professeur Christine Bouneau (Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3) et de Jean-Paul Calède (chargé de recherche au CNRS).

- Programme « European Protest Movements » dirigé par les professeurs Martin Klimke de l'Université d'Heidelberg et Joachim Scharloth de l'Université de Zurich.
- Membre du Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA).
- Programme de formation-recherche « Zeitgeschichte/Histoire du temps présent » dirigé par le professeur Hélène Miard-Delacroix (Université Paris-Sorbonne), Emmanuel Droit (Université de Rennes 2) et Frank Reichherzer (Université Humboldt de Berlin).
- Coordonnateur du programme ANR/DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) » dirigé par les professeurs Rainer Hudemann (Universität Saarland), Olivier Forcade (Université Paris-Sorbonne), Fabian Lemmes (Ruhr-Universität Bochum) et Johannes Grossmann (Universität Tübingen).

*Engagement dans des associations d'historiens*

- membre du comité franco-allemand des historiens (2013- )
- membre de la Société française d'histoire politique (2019- )

## LISTE DES PUBLICATIONS

### Ouvrages

- *Les conséquences économiques de Mai 68 : du désordre social français à l'ordre monétaire européen*, Bruxelles, Peter Lang, 2018. (326 p.)
- *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (Prix Maurice Beaumont de l'Académie des Sciences morales et politiques 2015). (502 p.)

### Direction d'ouvrages collectifs

- avec Olivier Forcade, Johannes Grossmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1945)*, Paris, PUPS, 2017. (397 p.)
- avec Renaud Meltz, *De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours*, Paris, PUPS, 2015. (361 p.)

### Direction de numéros de revue

- avec Marc Michaud et Gwénola Sebaux (dir.), « Penser la rupture : définition et représentations », *Cahiers du CIRHILLa*, n° 47, octobre 2021.
- avec Rainer Hudemann, *Historiographie allemande du temps présent*, numéro spécial de la revue *HES – Histoire, économie et société*, 2/2016 (35).

### Articles dans des revues à comité de lecture

- « Penser la rupture : introduction », avec Gwénola Sebaux, *Penser la rupture : définition et représentations, Cahiers du CIRHILLa*, n° 47, septembre 2021, p. 13-26.
- « La *Zeitgeschichte* dans l'historiographie européenne : introduction », avec Rainer Hudemann, *HES – Histoire, économie et société – 2/2016 (35)*, p. 4-13.
- « 68 als politische Herausforderung. Der Einfluss der 68er Bewegung auf den Wandel der politischen Parteien in Frankreich und in der Bundesrepublik », *Comparativ. Zeitschrift für Globalgeschichte und vergleichende Gesellschaftsforschung*, 4/2015, p. 102-115.
- « Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir », *Histoire@Politique*, n° 27, septembre-décembre 2015.
- « 68 et l'autonomie des organisations de jeunesse : une parenthèse dans l'histoire des partis français », *Revue historique*, juillet 2015, p. 647-666.
- « Les Jeunesses communistes en 68 : crise ou renouveau ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, octobre-décembre 2014, p. 141-158.
- « Le Traité de l'Élysée et l'enseignement des langues : les limites d'un symbole (1963-2013) », *Espoir*, n° 172, mars 2013, p. 40-50.
- « La *Junge Union* et le mouvement étudiant (1967-1969) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 41, n°1, février-mars 2009, p. 89-102.

### Articles d'ouvrage collectif

- « Contre un "Saint-Empire de la finance" : Jean-Pierre Chevènement contre le retour de la puissance allemande en Europe », dans Régis Boulat et Renaud Meltz (dir.), *Jean-Pierre Chevènement. Le dernier des jacobins*, Paris, Nouveau monde éditions, 2021, p. 454-472.
- « Choisir un président pour une *Kanzlerdemokratie* : les élections présidentielles en République fédérale d'Allemagne », dans Fabien Conord (dir.), *Un autre scrutin présidentiel. Élire le chef de l'État au suffrage indirect en Europe*, Actes du colloque organisé à Vichy par l'Université de Clermont-Ferrand les 28 et 29 novembre 2019, Montrouge, Éditions du bourg, 2020, p. 141-154.

- « Le débat sur la dette publique en Allemagne fédérale dans les années 1970 : une crise politique fondatrice », dans Gérard Béaur (dir.), *Les crises de la dette publique*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2019, p. 495-512.
- « Le partenariat franco-allemand : une stratégie commune face au défi de la mondialisation », publication dans la revue du *CCHPR*, octobre 2018.
- « Le Centenaire de Sadowa : histoire et mémoires des guerres d'unification en Allemagne fédérale dans les années 1960 », dans Jean-Noël Grandhomme (dir.), *1866, une querelle d'Allemands? Perceptions croisées et mémoire(s) d'un moment clé de l'histoire européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2018, p. 255-264.
- « Le financement public des évacuations en France et en Allemagne », dans Mathieu Dubois, Olivier Forcade, Johannes Grossmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945)*, Paris, PUPS, 2017, p. 93-106.
- « Les internationales politiques de jeunes et d'étudiants face à l'internationalisme des années 1968 », dans Éric Anceau, Jacques-Olivier Boudon et Olivier Dard (dir.), *Histoire des Internationales. Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2017, p. 223-248.
- « Comparatisme et histoire du temps présent : une relation privilégiée ? », Emmanuel Droit, Hélène Miard-Delacroix et Frank Reichherzer (dir.), *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent. Essais franco-allemands*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 175-183.
- « Le renouveau de l'engagement politique des jeunes dans les "années 1968" : conditions d'une mutation », dans Christine Bouneau et de Jean-Paul Calède (dir.), *Figures de l'engagement des jeunes. Continuités et ruptures dans les constructions générationnelles*, Pessac, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2015, p. 361-375.
- « "68" et la transformation des partis politiques en RFA et en France », dans Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.), *De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours*, Paris, PUPS, 2015, p. 297-310.
- « Le SPD face au mouvement étudiant : normalisation et institutionnalisation de "68" au sein de la social-démocratie allemande », dans Simon Luck et Stéphanie Dézechelles (dir.), *Voie de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Actes de la section 37 du 10<sup>e</sup> congrès de l'Association Française de Sciences Politiques (AFSP) organisé à l'IEP de Grenoble du 7 au 9 septembre 2009, Rennes, PUR, 2011, p. 65-79.
- « Les *Jungsozialisten* dans le SPD : l'héritage soixante-huitard au sein de la culture politique sociale-démocrate en Allemagne », dans Ludivine Bantigny et Arnaud Baubérot (dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France, Italie, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Actes du colloque organisé au Centre d'Histoire de Sciences Po (Paris) les 22 et 23 juin 2009, Paris, PUF, 2011, p. 153-166.
- « Élite(s) et jeunesse(s) en Allemagne », dans Christine Bouneau et Caroline Le Mao, *Élite(s) et jeunesse(s) : des rapports paradoxaux de l'Ancien Régime à nos jours*, Actes du colloque organisé à la Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine les 27 et 28 mars 2008, Rennes, PUR, 2009.

#### Notices encyclopédiques

- « Jeunesse et idée européenne » – notice pour l'Encyclopédie du Labex ENHE, mis en ligne le 23 juin 2020.
- « L'Europe des crises politiques » – notice pour l'Encyclopédie du Labex ENHE, mis en ligne le 23 juin 2017.
- « Willy Brandt », « La nouvelle *Ostpolitik* », « La réunification », « L'Allemagne XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles » dans Jean-Paul Bled, Edmond Jouve et Christophe Reveillard (dir.), *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, 2013.

#### Chapitres de manuels

- « L'américanisation en RFA », « Les arts plastiques en RFA », « La musique en RFA », « Les politiques symboliques en RFA », « L'engagement des intellectuels en RFA », « L'âge des sciences humaines et sociales en RFA », « Le mouvement étudiant des années 1960 en RFA », « Les nouveaux terrains de lutte en RFA », « Corps, genre et sexualités en RFA », « Berlin, capitale de la contre-culture », dans Laurent Martin (dir.), *Culture, médias et pouvoirs. États-Unis et Europe occidentale. 1945-1991*, Paris, Atlande, 2019.

### Ouvrages de vulgarisation

- *La Sorbonne* – Histoire de l'Université de Paris des origines à nos jours destinée à la valorisation culturelle de la Sorbonne par la Chancellerie des universités de Paris.

### Recensions

- *Autorität und Demokratie. Eine Kulturgeschichte des Erziehungswandels in Westdeutschland und Frankreich, 1945-1975*, Sonja Levsen, Göttingen, Wallstein, 2019 – recension parue dans *Francia*, 2/2020.
- *Ordnungsmuster und Deutungskämpfe. Wissenspraktiken im Europa des 20. Jahrhunderts*, Lutz Raphael, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2018 – recension parue dans *Francia*, 1/2019.
- *Promouvoir la RFA à l'étranger 1958-1969. L'exemple de la France*, D'Angelo Ariane, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018 – recension parue dans *Vingtième Siècle*, 2019.
- *Governing Europe in a Globalizing World*, Laurent Warloutzet, New-York, Routledge, 2017 – recension parue dans *Francia*, 2/2018.
- *Willy Brandt et Georges Pompidou. La politique européenne de la France et de l'Allemagne entre crise et renouveau*, Claudia Hiepel, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, « histoire et civilisations », 2016 – recension parue dans *Vingtième Siècle*, 2018.
- *La Catastrophe allemande 1914-1945*, Nicolas Patin, Paris, Fayard, 2014 – recension publiée dans *Francia*, 2/2014.
- « Das XX. Jahrhundert und der Erste Weltkrieg – The XXth Century and the First World War », colloque organisé à l'*Institut für Zeitgeschichte* (Munich) les 14-16 novembre 2013 – Compte rendu publié sur le site de l'Institut historique allemand et dans la revue *Vingtième Siècle*, n° 123, juillet-septembre 2014.
- « Hériter en politique. Filiations, transmissions et générations politiques (Europe – XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) », colloque organisé par Ludvine Bantigny et Arnaud Baubérot au Centre d'histoire de Science Po les 22 et 23 juin 2009 – Compte rendu publié dans la revue *Vingtième Siècle*, n°108, 4/2010.
- *Mai 68. Les images de la télévision. Pour vivre ou revivre les événements qui ont bouleversé notre société*, documentaire réalisé par Hugues Nancy, Bry-sur-Marne, INA, 2008 – Compte rendu du DVD paru dans *Histoire@Politique*, n° 6, septembre-décembre 2008.

### Traductions d'articles scientifiques (allemand/français)

- Luise Stein, « Les évacuations économiques », dans Mathieu Dubois, Olivier Forcade, Johannes Grossmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945)*, Paris, PUPS, 2017, p. 111-122.
- Eva Kübler, « La mémoire des évacuations », dans Mathieu Dubois, Olivier Forcade, Johannes Grossmann, Rainer Hudemann et Fabian Lemmes (dir.), *Les Évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945)*, Paris, PUPS, 2017, p. 259-278.
- Introduction du volume d'Emmanuel Droit, Hélène Miard-Delacroix et Frank Reichherzer (dir.), *Penser et pratiquer l'histoire du temps présent. Essais franco-allemands*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016, p. 9-26.
- Hans-Peter Ullmann, « La fin de l'illusion de la dette en République fédérale d'Allemagne au sortir des années 1970 », *HES* – 2/2016 (35), p. 93-106.

## INTERVENTIONS NON-PUBLIEES

- « Les conséquences économiques de Mai 68 » – intervention dans le séminaire de master du professeur Michel Catala à l'Université de Nantes le 7 décembre 2019.
- « 1968 en France et en Allemagne : des révoltes étudiantes et ouvrières au cœur des Trente Glorieuses » – intervention dans le cadre de la *Forge de l'histoire* à l'Université de Haute-Alsace le 7 mars 2019 à Mulhouse.
- « Les conséquences économiques de Mai 68 » – intervention dans le séminaire de master des professeurs Olivier Forcade et Olivier Dard à Sorbonne-Université le 13 décembre 2018.
- « Mai 68 : aux origines de l'euro ? » – conférence organisée par la Maison de l'Europe du Morbihan le 26 septembre 2018.
- « De Mai 68 à Parcoursup : réformer l'accès à l'enseignement supérieur » – conférence à l'Université catholique de l'Ouest-Bretagne Sud le 25 avril 2018.
- « Approches méthodologiques de la rupture en histoire » – communication lors de la journée d'études interdisciplinaire du LÉMIC sur la notion de « Ruptures » à l'Université catholique de l'Ouest le 17 novembre 2017.
- « Les élections allemandes et l'Europe : aspects économiques » – conférence organisée par la Maison de l'Europe du Morbihan et l'Université catholique de l'Ouest à Vannes le 27 septembre 2017.
- « Le tandem franco-allemand au défi de la mondialisation » – conférence au Carrefour des Humanités Paul Ricoeur (Lorient) le 8 juin 2017.
- « Politische Generation. 68 in den Parteien und in der Parteijugend in Frankreich und in der Bundesrepublik » – intervention dans le séminaire doctoral des professeurs Fabian Lemmes et Manuel Borulla (université de Bochum) le 16 décembre 2015.
- « Génération politique : les partis politiques et leurs jeunes dans les années 1968 en France et en RFA » – intervention dans le séminaire de master du professeur Rainer Hudemann (Paris-Sorbonne Paris IV) le 4 décembre 2015.
- « Histoire comparée, histoire transnationale, histoire croisée : l'histoire comparative à l'exemple des évacuations à la frontière franco-allemande en 1939-1945 » – intervention lors du séminaire de master du professeur Olivier Forcade (Université Paris IV) le 30 mars 2015.
- « La mémoire de la Grande Guerre à l'heure du Centenaire » – intervention à l'école internationale bilingue de Paris le 2 décembre 2014.
- « Le financement des évacuations en France et en Allemagne » – intervention lors de l'atelier du programme franco-allemand EDEFFA le 21 novembre 2014.
- « La rébellion politique allemande : l'opposition extra-parlementaire de 1967 à nos jours » – intervention lors des *Rendez-vous de l'histoire* (Blois) le 11 octobre 2014.
- « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875 » – conférence dans le cadre du Plan académique de formation de l'académie de Paris à destination des enseignants du second degré le 6 mars 2014.
- « Réflexions méthodiques sur le problème de la recherche comparative : l'exemple des organisations de jeunesse des partis politiques en France et en RFA dans les années 1960-1970 » – intervention dans le cadre du séminaire franco-allemand de l'Université Paris-Sorbonne « Pouvoir et opinion en Allemagne – Questions et outils de la recherche » codirigé par le professeur Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) et le professeur Rainer Hudemann (Université Paris IV / Université de la Sarre) le 22 novembre 2012.
- « La politisation des masses : un nouveau défi pour les partis politiques dans les années 1960-1970 – l'exemple des organisations de jeunesse en RFA » – intervention dans le cadre du séminaire franco-allemand de l'Université Paris-Sorbonne « Pouvoir et opinion en Allemagne – Questions et outils de la recherche » codirigé par le professeur Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) et le professeur Rainer Hudemann (Université Paris IV / Université de la Sarre) le 8 janvier 2011.

- « Place aux jeunes ! La transformation du rôle des jeunes dans les partis politiques en France et en République fédérale d'Allemagne dans les années 1960 » – conférence tenue le 28 mai 2009 dans le cadre du séminaire « Histoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation, XIXe-XXe siècles » du professeur Jean-Noël Luc de l'Université Paris-Sorbonne.
- « 1968 en République fédérale d'Allemagne : entre héritages politiques et polémiques contemporaines » – conférence du Centre franco-allemand de Rennes le 17 mars 2009.
- « *Politische Generation: die Parteijugend und die Studentenbewegung in Frankreich und Deutschland (1966-1974)* », intervention dans le Doktorandenkolloquium des Lehrstuhls für Neuere und Neueste Geschichte, Universität Augsburg (Prof. Dr. Andreas Wirsching) le 20 janvier 2009.
- « Les organisations politiques de jeunesse en République fédérale d'Allemagne dans les années 1950-1960 » – contribution à l'École thématique « Enfance, Jeunesse et Formation » organisée les 15-17 novembre 2008 à Fougères par le professeur Gilbert Nicolas de l'Université de Rennes 2.